

cahiers

LEON TROTSKY



PIERRE BROUÉ — ENTRETIEN avec IVAN VRATCHEV

REVOLUTIONAIRES D'INDOCHINE

II

Ngo Van Le mouvement IVE Internationale en Indochine (1940-1945)

Simon Pirani La IVE Internationale au Viêt-nam, Pourquoi l'étudier et que lire ?

Documents

Ho Chi Minh Trois lettres inédites sur les trotskystes **Le groupe La Lutte**

La révolution d'août et le groupe de *La Lutte* **X...** Mes premiers pas vers la révolution permanente
Lu Sanh Hanh La situation au Viêt-nam 1947

46

juillet 1991

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Isabelle Longuet, secrétaire,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers* et trésorière

Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex
Administration des *Cahiers* : Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT

Abonnement de soutien 250 F, 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de
50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs
français sur une banque française (ou correspondante) ou
par mandat postal international,
sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et
tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal
libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT
à adresser à Gautier Paule CLT - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 46

Juillet 1991

Pierre Broué — Entretien avec Ivan Vratchev 3

REVOLUTIONNAIRES D'INDOCHINE

II

Présentation 13

ARTICLES

Ngo Van — Le mouvement IVE Internationale
en Indochine (1940-1945) 15

Simon Pirani — La IVE Internationale au Viêt-nam
Pourquoi l'étudier et que lire ? 85

DOCUMENTS

Ho Chi Minh — Trois Lettres inédites,
Ho Chi Minh et les trotskystes 93

Le groupe de *La Lutte* — Au Sud Viêt-nam, la révolution d'août
et le groupe de *La Lutte* (IVE Internationale) 99

X... — Mes premiers pas vers la Révolution permanente 109

Lu Sanh Hanh — La situation au Viêt-nam (1947) 115

ON NOUS ECRIT

C.L.T. — Réponse à Michel Barbe 123

LES DÉPARTS

Kazimierz Badowski (1906-1990) *Werke* 125

Charles Simeon (1913-1990) 126

Photos de couverture :

En haut, de gauche à droite :

Phan van Húm, assassiné par les staliniens,
Tran van Thach, assassiné,
Phan van Chanh, assassiné

En bas, de gauche à droite :

Tran van Si, mort au bagnon de Poulo Condore,
Nguyen van Linh, assassiné,
Lu sanh Hanh, mort de maladie

Pierre Broué

Entretien avec Ivan Vratchev

(8 & 11 juin 1991)

Je connaissais Ivan Yakovlévitch Vratchev par les documents des archives de Harvard. J'avais vu sa signature au bas de lettres de déportés, ainsi que des mentions de son nom dans des lettres à Trotsky. Cet homme était de toute évidence l'un des membres les plus en vue de la jeune génération de l'Opposition de gauche, dont il avait été l'un des rares délégués et le porte-parole à la XIII^e conférence du parti bolchevique en janvier 1924. Il avait été déporté à Vologda en 1928. Mais, dès le début de la crise ouverte par la capitulation de Préobrajensky, Radek et Smilga, la tempête fut déchaînée contre lui dans les lettres adressées d'Union soviétique à Trotsky. Vratchev était « passé de l'autre côté ». Ce « traître » diffusait même parmi les déportés d'« infâmes » documents rédigés par Kharine, l'homme qui, à Paris, avait livré au GPU le premier numéro du *Biulleten Oppositsii*. J'avais remarqué la virulence à son égard d'O.D. Sosnovskaia, dont le mari, L.S. Sosnovsky, alors enfermé dans un isolateur, avait été l'ami d'Ivan Yakovlévitch. Honnêtement, je le croyais mort depuis longtemps, comme tous les protagonistes de son histoire.

Et voilà que la *perestroïka* a apporté à Ivan Yakovlévitch Vratchev, au lendemain d'un article d'*Ogoniok*, une grande notoriété. Il est après tout aujourd'hui l'unique survivant de l'exécutif des soviets qui proclama la prise du pouvoir par cet organisme à l'échelle de l'URSS en 1917, et probablement un des rares sinon le seul survivant des délégués aux congrès du parti du vivant de Lénine. Certains groupes qui se réclament du trotskysme le traitent comme un grand ancien, en font le porte-drapeau du « trotskysme » en URSS, le fêtent dans divers pays d'Europe. Pour tout le monde, et, pour commencer, pour les historiens d'URSS, Ivan Yakovlévitch Vratchev est en tout cas le dernier survivant de l'Opposition de gauche, le dernier combattant de la génération de

Trotsky : l'un d'entre eux m'a même assuré que sa « capitulation » doit être tenue comme nulle et non avenue puisqu'elle fut, assure-t-il à tort, le fait de tous.

J'avoue avoir beaucoup hésité avant de prendre contact avec lui et je n'ai pas à en exposer ici les raisons. Il n'y avait dans mon hésitation aucune condamnation morale, mais un réflexe de prudence d'historien. Je me suis finalement décidé, d'abord influencé par l'insistance d'un de mes correspondants, étudiant de Moscou, qui m'assurait que la visite valait la peine d'être faite et l'homme d'être connu. Puis Ivan Yakovlevitch lui-même m'a écrit et cette initiative m'a décidé. J'étais à Moscou au mois de juin et j'ai rencontré deux fois Ivan Yakovlevitch et sa compagne, Revekka Mikhailovna, fille de Mikhail Solomonovitch Bogouslavsky, ami d'I.N.Smirnov et l'une des victimes du deuxième procès de Moscou, admirable et adorable vieille dame.

Nous voilà donc, mon ami et interprète de luxe Sacha et moi-même, en présence d'Ivan Yakovlevitch. C'est la première surprise. Nous savions que notre hôte, qui approchait de ses 94 ans, n'avait pas l'air d'un vieillard, mais tout de même... Petit, râblé, il a une énergie peu commune qui s'exprime dans tous ses gestes, y compris la façon dont il brasse le sucre dans sa tasse de thé. Une énergie de tous les moments. Il est certes dur d'oreille et il n'est pas facile de capter son attention par une question, mais il nous en accorde quand même la possibilité de temps en temps. Quand Revekka Mikhailovna lui dit de ralentir, au moins par souci du traducteur, il répond qu'il lui faut dire beaucoup de choses en peu de temps et qu'il ne veut pas en perdre en route.

Nous lui avons dit au début que nous connaissions un peu sa vie militante avant le début de l'Opposition de gauche, son rôle de commissaire politique dans l'Armée rouge, ses responsabilités de commissaire politique en Crimée, sa présence à la direction du PC géorgien. Nous savions aussi qu'après ses années de prison et de camp à la veille de la guerre, il n'a pas été autorisé à servir dans l'Armée rouge au grade qu'il avait atteint pendant la Guerre civile, mais qu'il avait fait la Deuxième Guerre mondiale comme simple soldat, revenant décoré. Nous attendions de lui des informations sur l'Opposition elle-même, sa structure, son mode de fonctionnement, ses débats.

Il commence bille en tête. Pour lui, l'Opposition de gauche n'est pas née en 1923 comme on le dit généralement, mais en 1920, dans le cadre de la discussion syndicale ; elle s'est formée dans le souci de la production et des problèmes qui ont provoqué la révolte de Cronstadt. Trotsky s'était opposé lors du Xe congrès à une élection proportionnelle par plate-forme, car il craignait que cela ne jette de l'huile sur le feu de la discussion et n'entraîne le parti vers la scission. Au cours du congrès, les annonces se succédaient : « réunion de l'Opposition ouvrière », « réunion des « centralistes démocratiques », mais pas de réunion de la fraction « trotskyste ». Quelques camarades pourtant s'étaient réunis dans le bureau de Sérébriakov — à l'époque secrétaire du parti —, pen-

dant le congrès, à un moment où Trotsky était absent. Varvara Nikolaïevna Yakovlevna¹ présidait. La majorité réclamait la constitution d'une fraction à laquelle Trotsky était fermement opposé — et on le savait. Quand Trotsky est revenu, Sokolov, qui avait été son proche collaborateur dans l'Armée rouge², l'a tout de suite accroché sur cette question et Trotsky, de façon surprenante, a littéralement crié, ce qui n'était pas son habitude dans un tête-à-tête : « Une fraction ? Non, en aucun cas ! ». Lénine, lui, croyait que Trotsky voulait s'engager dans la lutte fractionnelle. C'est pourquoi il a défendu l'élection par plate-formes, ce qui a écarté du nouveau comité central ainsi élu les partisans de Trotsky³.

De la réunion chez Sérébriakov sous la présidence de Varvara Nikolaïevna, Ivan Yakovlevitch se souvient d'un moment particulièrement dramatique. F.E.Dzerjinsky, fondateur et chef de la Tcheka, qui soutenait les thèses de Trotsky sur les syndicats, était présent et, dans un état de grande nervosité, expliqua qu'il ne pouvait plus continuer à assumer sa charge répressive. C'était, selon lui, possible, quand il s'agissait d'arrêter et de frapper des ennemis, mais aujourd'hui, il fallait frapper de plus en plus des ouvriers et des paysans et il ne pouvait le supporter plus longtemps. Ivan Yakovlevitch évoque la résolution sur l'interdiction des fractions, le point 7 donnant au CC le droit d'exclure un des siens et que Lénine voulait garder secret.

Ivan Yakovlevitch a consacré un article au XIIe congrès, et espère que nous le publierons. Il nous raconte que Trotsky avait repoussé la proposition de Staline d'y présenter le rapport. A la question de savoir pourquoi ce refus, Trotsky avait répondu : « Parce qu'un tel rapport serait compris par mes ennemis et par beaucoup comme mon désir de remplacer Lénine. Lénine ne peut être remplacé que collectivement et je reste fidèle à cette idée ». Son intervention fut, nous dit-il, un vrai triomphe.

Ivan Yakovlevitch ne s'étend pas sur l'origine de la « lettre des 46 » qui marque le début de l'organisation des *opposicioneri* en 1923. Il ne sait pas qui en a pris l'initiative : les amis de Trotsky, sans doute, mais peut-être aussi les « décistes », partisans du « centralisme démocratique », avec T.V. Sapronov, car le texte marque en fait selon lui la fusion des « trotskystes » et des « sapronovistes » contre la politique d'appareil. A la XIIIe conférence où il était délégué, il se souvient de la bataille de Staline pour imposer la publication

1. Varvara Nikolaïevna Yakovlevna (1885-1944) était entrée dans le parti en 1904 et avait été l'une de ses plus actives militantes clandestines ; puis elle avait servi dans l'Armée rouge. Elle suivit Trotsky jusqu'en 1926, tenta ensuite de se retirer. Arrêtée dans les années trente, elle est morte en prison, où ses tortionnaires l'avaient brisée pour lui arracher son « témoignage » au troisième « procès de Moscou ».

2. Il s'agit vraisemblablement de V.N. Sokolov (né en 1903).

3. N.N. Krestinsky, L.P. Sérébriakov, Ivan Nikititch Smimov, E.A. Préobrajensky notamment quittaient le comité central où Trotsky n'avait plus avec lui de ses proches que Kh.G. Rakovsky.

de la résolution secrète du Xe congrès sur le pouvoir du CC de prononcer des exclusions dans ses propres rangs. Il se souvient aussi qu'à ses noires prédictions (« Il ne nous reste plus que deux heures de démocratie »), Lominadze, à l'époque stalinien, répondit de sa place : « Oui, parfaitement ». Sapronov, lui, reprit la formule : « Deux heures de démocratie. Mon intervention est la dernière ! ».

Puis il nous parle du XIVe congrès. Peu auparavant, il avait, en février 1924, entendu Ordjonikidze crier à pleins poumons « Vive Trotsky » dans le cours d'une manifestation commémorative de l'Armée rouge. Il témoigne de l'ambiance que Staline fit régner dans ce congrès en disant à Trotsky « Ne touchez pas à Zinoviev ! ». Ce congrès vit la constitution d'un véritable « front anti-trotskyiste » de l'appareil. Comme il avait voulu l'être depuis la XIIIe conférence, et comme il le fut pendant tout le « débat littéraire » sur *Leçons d'Octobre*, Trotsky était dramatiquement isolé et, chacun de leur côté, Zinoviev et Ordjonikidze multipliaient les provocations contre lui. Ses proches amis en parlèrent pendant le congrès, chez Sérébriakov où ils se réunirent. Seule Galina Sérébriakova⁴ l'avait rencontré plusieurs fois les derniers temps. Quand on lui proposait de l'aider, il refusait : « Nous sommes au front, sous le feu de l'ennemi. Dans ces cas-là, on se couche et on se protège la tête. Vous ne devez pas chercher à m'aider ».

Quand éclata le conflit entre Staline d'une part, Zinoviev et Kamenev de l'autre, Trotsky resta muet. C'est à Sérébriakov que Staline présenta ses offres d'alliance : « Votre fraction doit nous aider à abattre le zinovévisme ». Sérébriakov protesta qu'il n'existait pas de « fraction trotskyste ». Staline souriait, sceptique : « Allons, allons », puis il proposa de nouveau à Sérébriakov de transmettre son offre à Trotsky, qu'il appela cette fois « le Vieux » — le nom que lui donnaient ses camarades dans les conversations téléphoniques toujours susceptibles d'être écoutées — et donnant du même coup l'information qu'elles l'étaient.

Les amis de Trotsky ont commencé à discuter calmement de la possibilité de s'allier avec les uns ou les autres. Il y a eu des textes échangés. Mais la question a été vite réglée par la visite de Kamenev à Trotsky au lendemain du plénum d'avril 1926 du comité central. C'est ce jour-là qu'il dit que la partie serait gagnée quand Zinoviev et lui paraîtraient sur la même tribune que Trotsky, et ce dernier en rit franchement. Mais les concessions des zinovévistes étaient importantes et Trotsky se prononça pour l'accord avec eux.

4. Galina Byk, épouse Sérébriakova (1905-1980), avait rejoint à 15 ans les rangs du parti, elle était médecin et écrivain, travaillant notamment sur les femmes pendant la Révolution française. Elle avait des rapports amicaux avec Trotsky. Sa fille, Zorya Leonidovna, a retrouvé une lettre qu'elle avait adressée à Trotsky, commençant par « Lev Davidovitch, salut », ce qui indique entre eux une grande familiarité. Elle se souvient aussi que Trotsky tenta de persuader sa mère de ne pas quitter Sérébriakov pour Sokolnikov, ce qui confirme cette appréciation.

En août 1926, Zinoviev alla passer en Crimée ses vacances d'été. Ivan Yakovlevitch le rencontra. Il vivait « en aristocrate », nous dit-il, comme un dirigeant de l'appareil, entouré de collaborateurs. Mais il « devenait » démocrate et montra à Ivan Yakovlevitch des procès-verbaux du bureau politique. Il lui dit aussi que Kamenev et lui avaient proposé à Boukharine de s'allier avec eux contre Staline et que Boukharine, de façon tout à fait inattendue, les avait trahis au bureau politique. Zinoviev concluait sans façons : « Boukharine, c'est une pute ». Les deux hommes se sont rencontrés de nouveau à la veille du XVe congrès. Zinoviev, qui parlait encore de « vaincre en musique », admettait que l'Opposition n'y aurait pas la majorité. Ivan Yakovlevitch lui répondait brutalement : « Aucun d'entre nous ne sera délégué ; dans le meilleur des cas, Kamenev et vous, vous serez invités ».

Ivan Yakovlevitch porte sur Zinoviev un jugement extrêmement sévère. A l'instant de la décision, il était toujours prêt à capituler. De façon générale, il pensait l'Opposition unifiée en termes de cuisine d'appareil. Radek, dont on connaît le cynisme, eut un jour, dans une discussion au Centre de l'opposition, cette formule expressive : « Dans notre mariage (avec les zinovévistes), l'essentiel, c'est la vaseline ». Trotsky éclata littéralement de rire, car cette formule saisissante restituait bien la réalité.

Ivan Yakovlevitch s'anime un peu plus encore, si possible, quand il parle de Radek qui fut, dit-il, lors de son procès en 1937, l'associé du procureur Vychinsky contre ses propres camarades. C'est son intervention personnelle qui brisa, par exemple, la résistance de N.I. Mouralov, lequel refusait depuis 80 jours les aveux qu'on « exigeait » de lui. Ivan Yakovlevitch cite le témoignage de son frère, ex-tchékiste, collaborateur de Vychinsky, qui a assisté, dans le bureau du procureur général, à une discussion entre Radek et l'homme de Staline au sujet de ce procès, ce dernier finissant par dire au premier : « Ne t'imagines pas que tu es un dirigeant de l'Opposition de gauche qui collabore avec nous, tu n'as qu'à obéir ! »

Au cours de notre deuxième rencontre, Ivan Yakovlevitch nous a longuement parlé de la mort de Frounzé⁵ et des soupçons exprimés par Boris Pilniak et commentés ensuite par Trotsky. Il pense pour sa part que Staline a bien fait assassiner Frounzé qui était dangereux pour lui parce qu'il était un vrai politique et un vrai chef militaire. Il nous parle aussi d'une lettre de Trotsky, d'Alma-Ata, protestant contre le fait que des camarades de l'Opposition de

5. Mikhaïl Vassilievitch Frounzé (1885-1925) vieux militant ouvrier, chef d'armée pendant la guerre civile, avait succédé à Trotsky comme commissaire du peuple à la défense. L'écrivain Boris Pilniak, dans une célèbre nouvelle, s'était fait l'écho de la rumeur selon laquelle une banale opération chirurgicale aurait permis à Staline de se débarrasser de lui. Trotsky a fait allusion à cet épisode dans son *Staline*.

gauche aient pu se prononcer contre la construction du barrage sur le Dniepr, le Dnieproguè, importante conquête selon lui.

Ivan Yakovlévitch décide enfin de nous parler de la structure de l'Opposition. Cette dernière a été dirigée en 1926-1927 par un « centre » de l'Opposition unifiée regroupant les dirigeants de chaque courant associé dans l'unification. L.S. Sosnovsky — son « grand ami », nous dit Ivan Yakovlévitch — était extrêmement critique de cette façon de faire et il l'a dit à Trotsky : il fallait, selon lui, ouvrir plus largement ce Centre, y admettre plus de gens. Trotsky lui répondit qu'il voulait éviter les « bavardages » et Sosnovsky de rétorquer : « Nous vivons en Russie, et, même dans le cadre de l'Opposition, on ne peut pas empêcher les bavardages ». Tout de même, on admettait des invités aux réunions du Centre et Ivan Yakovlévitch Vratchev y envoya un jour trois jeunes gens dont un Russe, un Arménien et un Géorgien, que Trotsky apprécia.

Dans cette période, au Comité des concessions dont il était responsable, Trotsky avait deux secrétaires, qui travaillaient avec lui depuis fort longtemps, deux hommes qui jouissaient de sa confiance totale, I.M. Poznansky et N.M. Sernuks, et un cabinet d'une quinzaine de personnes qui assuraient en quelque sorte les tâches « techniques »⁶. Le « Centre » proprement dit — plus précisément la partie trotskyste du « Centre » de l'Opposition unifiée — se réunissait régulièrement dans l'appartement de Smilga, au deuxième étage à l'angle du boulevard Karl Marx et de l'avenue Kalinine (ancien Hôtel national). Vratchev y prenait part de temps en temps. Il était présent au dernier auquel Trotsky participa avant son départ pour l'exil. Trotsky déclara ce jour-là qu'au cas où il lui arriverait quelque chose, il souhaitait que Smilga soit reconnu par ses camarades pour le remplacer dans le rôle qu'il avait jusqu'alors joué.

Ivan Yakovlévitch nous parle d'I.T. Smilga qui refusa de paraître dans un procès et d'être utilisé et vécut de terribles années de prison avant d'être fusillé sans jugement. Les archives le concernant ont été récemment ouvertes à sa fille Tatiana et à l'historien Nenarokov. Les autres militants étaient de la même trempe. Il mentionne Beloborodov, qui n'a pas cédé lui non plus et a été condamné à huis clos et exécuté sans avoir paru en public. Il nous parle de Rakovsky, vraiment l'Ami de Trotsky, qui le tutoyait, lui et lui seul. Il nous dit que Rako incarnait véritablement, à cette époque, l'internationalisme dans le mouvement communiste. Il nous parle des rigueurs qui lui furent infligées plus tard ainsi qu'à L.S. Sosnovsky. Les autres membres permanents du Centre

6. Il y eut ensuite une sorte de différenciation. D'abord c'est I.N. Smimov qui assumait les tâches d'un « secrétariat » de l'Opposition. Il fut remplacé à ce poste en 1927 par S.V. Mratchkovsky en raison de l'importance de la liaison avec « l'organisation militaire » dont nous parlons par ailleurs. Après son arrestation dans l'affaire de l'imprimerie clandestine, il fut remplacé par A.O. Alsky. Il y eut ensuite le « Centre clandestin » dont le premier responsable fut Boris Mikhailovitch Eltsine.

étaient E.A. Préobrajensky, Karl Radek, I.N. Smimov, N.I. Mouralov, S.V. Mratchkovsky.

Ivan Yakovlévitch nous indique que, pour sa part, après sa révocation de son poste en Crimée et son arrivée à Moscou, il devint le responsable de Moscou-Ville de l'Opposition unifiée — avec un zinovéviste — et non, comme on l'a dit, du *Biulleten Oppositsii* qui était en réalité sous l'autorité de V.A. Vorobiev⁷. Il existait des organes de l'Opposition à chaque niveau, dans toutes les villes, chargés de la circulation des informations, des textes, de la communication entre les groupes d'*opposicioneri*. De plus ces derniers avaient constitué une organisation professionnelle calquée sur le système des « fractions par profession » dans le parti : organisation militaire, groupant les membres de l'Armée rouge, organisation ouvrière, organisation des paysans, des journalistes, des étudiants, etc. L'organisation militaire avait un rôle particulièrement important. C'est elle, avec S.V. Mratchkovsky, Ia.O. Okhotnikov, Z.M. Gerdovsky, mais aussi de grands chefs comme les *komandarmi* V.M. Primakov et V.K. Putna, qui organisa les « sorties » dans les rues à partir de la manifestation pour Smilga à la gare de Iaroslavl, mais aussi la publication de la « Plate-forme » dans une imprimerie.

Dans ses débuts « publics » à l'automne de 1926, l'Opposition réussit à tenir à Moscou avec Kamenev un meeting public, dans un amphithéâtre de l'Université technique, occupé par surprise, le bâtiment étant protégé par l'organisation militaire⁸. Ce succès encouragea un projet plus ambitieux de meeting au Cirque moderne, auquel il fallut renoncer car le GPU en avait eu vent. C'est à cette époque que le Centre envisagea sérieusement d'envoyer Radek à l'étranger pour y organiser la solidarité communiste avec l'Opposition unifiée. On devait le grimer pour lui permettre d'utiliser le passeport d'un militaire sympathisant. La discussion fut chaude sur ce point. Ivan Yakovlévitch critiqua ce projet que Trotsky défendit contre lui avec passion : « Souvenez-vous de ce que disait Lénine : nous ne devons pas nous conduire comme des aristocrates polonais légers et insoucians. Il nous faut aller au monde. Nous avons besoin de l'appui des communistes d'Occident ». La mission n'a pas finalement été réalisée. On n'arrivait pas, semble-t-il, à grimer Radek de façon propre et vraisemblable. Ivan Yakovlévitch, qui ne l'aime pas, ajoute qu'en outre il avait peur.

Ivan Yakovlévitch évoque brièvement les incidents du 7 novembre 1927, l'agression des agents du GPU contre l'appartement de Smilga. « La République soviétique vit ici », criait le maître des lieux, cependant que Mouralov

7. Journaliste de profession, Vladimir Aleksandrovitch Vorobiev (1896-1937) avait été exclu dès septembre 1927 pour l'affaire de l'« imprimerie clandestine ».

8. Nous n'avons aucun moyen de vérifier s'il n'y a pas ici une confusion avec une occupation du même amphi qui a été organisée en novembre 1927 ou s'il y a bien eu deux opérations de ce genre.

attaquait les policiers à coups de balai. Il raconte les départs pour l'exil, les dix jours laissés pour les préparatifs, les 50 roubles alloués par mois pour vivre. Pour quelques privilégiés, Staline — ici, pour la seule fois, Ivan Yakovlevitch a dit « Koba » — accepta de négocier un lieu d'affectation et d'en faire une mutation administrative et non un exil formel. Trotsky refusa. Parmi ceux qui en bénéficièrent, il cite Kh.G. Rakovsky, E.A. Préobrajensky, M.S. Bogouslavsky, V.I. Maliouta, lui-même.

Il fut envoyé en exil à Vologda, où il trouva du travail comme instructeur dans un kolkhoze. Il y bénéficiait de bonnes conditions et pouvait même faire dactylographier ses lettres aux autres exilés. Au cours de ses permissions, il se rendait à Moscou. Il rencontrait Boris Mikhaïlovitch Eltsine, animateur du nouveau « Centre clandestin », qui habitait à la Maison des soviets où avait habité Smilga. Il critiquait l'activité de ce centre qui semblait ne connaître comme moyen d'action chez les ouvriers que les revendications de hausse des salaires. Mais il rencontrait aussi Galina Sérébriakova qui vivait maintenant avec Sokolnikov et, par eux, il recueillait des informations sur ce qui se passait au sommet du parti, et les transmettait au Centre pour qu'elles soient envoyées à Alma-Ata. Il entretenait une correspondance serrée avec L.S. Sosnovsky, très ferme face à Staline.

Ivan Yakovlevitch en vient maintenant à ce qu'il appelle « la grande tragédie », la crise de l'Opposition, les capitulations en débandade, sa propre capitulation. Nous nous demandions s'il pourrait en parler. On nous avait raconté qu'au cours d'une interview précédente, il y a plusieurs années, il n'avait pas voulu parler de Trotsky et, comme sa femme insistait, il avait répondu, fondant en larmes : « Je n'en ai pas le droit, je l'ai trahi ! ».

Avec nous, à la deuxième rencontre, il a pris son élan et il a tenu. Il nous a dit qu'il avait vraiment cru en 1929 que le tournant de la politique de Staline était l'amorce d'un véritable redressement et qu'il fallait reprendre place dans le parti pour continuer le combat. Il ne recevait aucune réponse de Sosnovsky à qui il écrivait ses réflexions là-dessus et ne comprenait pas le silence désormais quasi total qui se faisait autour de lui. Il ignorait que le GPU arrêtaient alors le courrier émanant des partisans de la fermeté, ne laissant filtrer que les lettres exprimant une tendance à la capitulation : ainsi, pour ses camarades, il était déjà en train de les quitter, mais aucun de leurs arguments ne l'avait atteint ni ne pouvait l'atteindre.

La pression s'est très vite accrue. Il a perdu son travail. Il a voulu prendre conseil, n'a pu joindre au téléphone que Radek, et ce dernier, en pleine négociation avec les staliniens, lui a, on s'en doute, conseillé de faire sa paix avec le parti. Il ne s'est pas décidé tout de suite et, quelques jours plus tard, a été arrêté. Il s'est alors laissé forcer la main par Radek, le début — un modeste début — du reniement des idées de l'Opposition de gauche. Ses positions, exagérées,

déformées, ont été rendues publiques. La tentation était là : laisser faire cette mécanique qui s'était mise en route, qui allait faire de lui un prisonnier libéré, retrouvant sa famille, une vie privée, une certaine utilité, vivant à nouveau, ou bien subir la prison, le silence, l'isolement, l'absence de perspectives. C'était là ce qu'il croyait. En fait, Staline et Radek avaient choisi pour lui. Il était devenu pour tous ses amis « le renégat Vratchev ». Il n'a, semble-t-il, compris qu'il avait été joué, que lorsque, au cours d'une « entrevue » avec Yaroslavsky après sa libération et son retour à Moscou, il a pu constater la présence dans son dossier des lettres de Sosnovsky qu'il avait tant attendues et jamais reçues. Mais il était évidemment bien trop tard. Il aura pourtant la chance de le dire à L.S. Sosnovsky en personne, venu lui rendre visite après sa libération en 1934, peu avant l'arrestation de 1936 qui allait le conduire à l'exécution silencieuse⁹.

Soyons franc : nous n'avons pas eu le sentiment qu'Ivan Yakovlevitch plaiderait devant nous les « circonstances atténuantes » ni qu'il cherchait des excuses à sa « capitulation ». Incontestablement il cherche aujourd'hui encore à comprendre pourquoi il a consommé cette rupture et sans doute est-ce là une quête impossible à réaliser à son âge et après tant d'années où il valait mieux pour lui ne plus se poser de questions. Mais il a été parfaitement net. Il nous a dit : « C'est de ma part une erreur énorme que d'avoir renié l'Opposition. J'ai eu tort. Pourtant, après ces années, il me semble que ça ne me prive pas du droit de défendre Trotsky et ses idées, celles de l'Opposition de gauche ». Nous aimerions ajouter qu'il semble considérer cette défense non seulement comme son droit mais aussi comme son devoir. Nos lecteurs trancheront pour leur compte personnel, s'ils le veulent vraiment.

Ivan Yakovlevitch rêve de venir à Paris et de rendre hommage, au Mur des Fédérés du Père-Lachaise, aux martyrs de la Commune de Paris.

9. Il reste à faire la lumière sur les contacts pris après leur libération en 1934 par Rakovsky et Sosnovsky. Sosnovsky donc rendit visite à I.Ia Vratchev, une biographie de N.I. Mouralov nous apprend que Rakovsky lui rendit visite à Novosibirsk en 1934.

Révolutionnaires d'Indochine (II)

Ce numéro 46 des *Cahiers* est la suite et le complément du numéro 40, paru en décembre 1989. Nous pensions primitivement consacrer à l'Indochine une partie d'un nouveau numéro sur « Les Trotskystes dans la Deuxième Guerre mondiale » qui continue à grossir. L'abondance du matériau l'a emporté.

Exception à nos habitudes, nous publions ci-dessous un article étranger au thème de ce numéro. C'est la « Conversation avec Ivan Vratchev » de Pierre Broué qui a rencontré en juin dernier à Moscou l'unique survivant de l'exécutif des soviets qui a pris le pouvoir en Octobre 1917. Nous avons publié tout de suite cette conversation pour faire connaître autour de nous Ivan Vratchev dont nous venons d'apprendre qu'il sera probablement l'hôte d'une université parisienne au début du deuxième trimestre universitaire. Il fera plusieurs conférences. A ne pas manquer.

Le numéro proprement dit est une fois de plus axé sur un article de Ngo Van qui couvre cette fois la période de la guerre et de la répression contre les trotskystes. Il l'a fait suivre de biographies annoncées de militants vietnamiens. Nous avons complété ce travail fondamental par des articles et des documents qui nous viennent des archives du SU de la IVe Internationale à la BDIC de Nanterre, de la revue *Chronique vietnamienne*, publiée à Paris et de *Revolutionary History*, publiée à Londres. Que tous ceux qui ont rendu possible cette collaboration en soient remerciés.

Ngo Van

Le mouvement IVe Internationale en Indochine 1940-1945

L'Histoire épouse souvent le discours du vainqueur et parmi les historiens qui se sont penchés sur le Viêt-nam, plus d'un, obnubilé par les fumées de l'époque, a volé au secours de la victoire. « Je ne crois que les histoires dont les témoins se feraient égorger », cette phrase de Pascal fut citée — quelle dérision ! — par Jean Chesneaux qui, vingt ans après les procès de Moscou et à la veille du rapport secret de Khrouchtchev sur les crimes de Staline, écrivait encore dans *Contribution à l'histoire de la nation vietnamienne* :

« En 1937-38, les dirigeants trotskystes comme Ta thu Thàu, qui [...] critiquent violemment le programme de réformes démocratiques que le Parti communiste indochinois a fait accepter aux modérés vietnamiens et aux éléments coloniaux antifascistes, et qui refusent de considérer le danger japonais comme primordial, rompent avec les communistes ; ils pensent par là affaiblir l'union nationale dont ceux-ci sont les animateurs. Mais ils n'ont plus la relative influence dont ils ont joui précédemment, à une époque de jeunesse du mouvement populaire. Réduits à une petite secte, à l'écart de la grand-route où la pression de l'opinion les avait un moment contraints à s'engager, ils ne tarderont pas à dégénérer complètement, jusqu'à devenir en 1944-45 des agents directs du Japon. »¹

Double erreur ou double calomnie ? La rupture de 1937 fut l'oeuvre des staliniens qui lancèrent aussi la honteuse calomnie sur « les trotskystes agents du Japon ». La vérité en est encore à enfiler ses bottes que le mensonge a déjà

1. Jean Chesneaux, *Contribution à l'histoire de la nation vietnamienne*, 1955, Paris, , page 220

fait le tour du monde : douze ans plus tard, l'historien américain J. Buttinger reproduit sans la discuter l'affirmation de Chesneaux :

« Ta thu Thàu, whom Chesneaux accuses of having become a Japanese agent during 1944-1945 was eliminated by the Viet minh in 1946. »²

« Tache de sang intellectuelle », la calomnie fut-elle lavée lorsque, en 1987, Chesneaux, mis en cause par un de ses lecteurs, la retira enfin :

« Bien évidemment, la phrase sur les trotskystes vietnamiens agents du Japon (*Contribution*, p. 220) est marquée par le climat stalinien du PCF en 1952-53. J'accepte volontiers de la retirer »³

Quant à la bureaucratie du PC du Viêt-nam, elle ânonne encore en 1983, tout en alimentant le vieux cliché :

« Après le coup d'Etat japonais contre les Français, un certain nombre (de trotskystes) sont devenus agents de l'impérialisme français ; d'autres se sont faits publiquement espions du fascisme japonais ; Ta thu Thàu, leader I^{Ve} Internationale au Viêt-nam, a collaboré avec le groupe Tan Viêt-nam, une organisation pro-japonaise patronnée par les Japonais pour tenter de prendre le pouvoir avant le Viet minh. »⁴

Et le même refrain est repris en 1987 par les « anciens résistants » staliens du Sud :

« Après le coup de force japonais [...], les trotskystes levèrent encore plus haut le drapeau pro-japonais »⁵.

Voilà presque un demi-siècle que les vies des jeunes trotskystes indochinois ont été tranchées. Leurs voix se sont tuées définitivement. Et alors qu'en URSS la lumière commence à filtrer sur les procès en sorcellerie des années trente et sur les calomnies qui perdurèrent, leur copie, le mensonge stalinien local, se perpétue.

L'objet de cet article est de contribuer à faire connaître les faits tels qu'ils furent dans ce que l'on appelle aujourd'hui le Viêt-nam.

2. Buttinger Joseph, *Vietnam A dragon embattled*, 1967, New York, page p. 566

3. *Chroniques vietnamiennes*, Paris, juillet 1987.

4. *Tap chi cong sang*, 2, p. 59, Hanoi 1983.

5. Ha Huy Giap in *Dac san*, août 1987, Saigon.

Naissance du communisme en Indochine

Avant d'aborder la période 1940-1945 qui débuta par le soulèvement des paysans de Cochinchine, lequel fut suivi d'années de désarroi des couches les plus pauvres, il est nécessaire de revenir sur l'origine du Parti communiste indochinois pour montrer sa dualité foncière : héritier des mouvements nationalistes antérieurs en même temps qu'agent inconditionnel de Moscou. Il est issu du Thanh nien formé six ans avant qu'apparaisse à Saigon l'opposition de gauche indochinoise, le Ta doi lap.

Le Thanh nien, embryon nationaliste du PCI

Dès l'échec de la révolution allemande de 1923, Moscou « chercha des forces révolutionnaires toutes faites en dehors du prolétariat : d'où [...] l'amitié par-dessus les classes avec le Guomindang » (Trotsky) et, selon la théorie stalinienne de ne pas sauter par-dessus les étapes, préconisa une politique d'adaptation aux bourgeoisies nationales des pays coloniaux ou semi-coloniaux. La III^e Internationale, bientôt acquise à la théorie de la construction du socialisme dans un seul pays, se transforma en auxiliaire de la diplomatie russe, assignant aux partis communistes le rôle de garde-frontière de l'URSS. Le P.C. chinois devint, sur ordre, l'appendice du Guomindang allié de l'URSS de 1923 à 1927 contre les impérialismes occidentaux et japonais en Extrême-Orient.

En 1924, en son 5^e congrès, le Comintern mit en avant l'idée émise par Staline (*Questions du léninisme*) de la création dans les pays d'Orient coloniaux et semi-coloniaux de partis ouvriers-paysans bipartites — de même essence que le P.C.C. — dont la tâche consisterait à réaliser une révolution nationale, ni bourgeoise ni prolétarienne, contre la domination impérialiste. C'est dans cette optique que Nguyen ai Quoc (Nguyen le Patriote), délégué en Chine par le Comintern en décembre 1924 comme secrétaire de Borodine, alors conseiller de Sun Yat-sen, allait animer en Indochine, mais de l'extérieur, à partir d'un « sanctuaire », un mouvement nationaliste proto-bolchevique ; il prit contact avec quelques compatriotes émigrés, anciens partisans désorientés de Phan boi Chau vaincu, et forma avec eux, à Canton, à l'abri de la Sûreté française et avec la bienveillance du pouvoir local, l'Association des Camarades de la jeunesse révolutionnaire Thanh nien.

« En ce moment, écrit-il dans un rapport au Comintern le 12 février 1925, je ne suis pas un Annamite, mais un Chinois. Aussi mon nom est-il Ly Thuy et non Nguyen ai Quoc [...] Nous avons formé un groupe secret de neuf membres dont deux ont été envoyés dans la patrie ; trois sont partis pour le front et un est chargé d'une mission militaire (aide au Guomindang). Cinq membres du groupe sont préparés à être admis au

Parti communiste (chinois) et deux ont été admis dans la Jeunesse communiste (chinoise). »⁶

Dès le mois de juin, il édita une feuille polycopiée en quoc ngu, *Thanh nien* (Jeunesse) à l'orientation double, exaltation de la race et voie à suivre à la lumière politique de la IIIe Internationale. Le 12 septembre, il y lança cet appel enflammé :

« Frères de même race, aimons-nous les uns les autres ! Nous sommes 20 millions d'êtres humains à la peau jaune et au sang rouge, tous descendants du noble Hung Vuong (Roi légendaire). Notre civilisation brille depuis plus de 4000 ans. Que de héros notre pays a vus naître ! [...] Nous avons déferlé jusqu'au Champa et au Cambodge et notre gloire a retenti dans tout l'Extrême-Orient. »⁷

L'Association accueillait les recrues venues du pays et les formait. L'éducation politique comportait une initiation au langage nouveau de la révolution, à l'histoire des révolutions chinoise et russe, à la glorification des bolcheviks qui « aident les peuples opprimés à recouvrer leur liberté », à l'histoire des mouvements ouvriers d'Europe et d'Amérique, aux luttes anti-impérialistes d'Asie et d'Afrique. Elle prononça la condamnation des anarchistes « impuissants », des socialistes « abouchés avec les impérialistes », des monarchistes du prince Cuong De, des terroristes de Phan boi Chau. « Il ne nous restera donc, mes chers compatriotes, qu'à adhérer au seul parti énergique et efficace, le parti communiste⁸, et à suivre la voie de l'IC⁹. Elle conduira à un gouvernement populaire ayant à sa tête les représentants élus des groupes ouvriers, paysans et militaires, qui appliquera le principe de la Nep (nouvelle politique économique) pour le développement de l'économie du pays en collaboration avec les classes possédantes.

L'activité pratique était abordée dans ses moindres détails ; d'abord clandestine, organisation d'une réunion (khai hoi) et recrutement, constitution de cellules ; puis semi-clandestine, avec tracts et grèves ; enfin ouverte, avec prise du pouvoir, « lorsque le parti aura des membres dans toutes les couches de la société. »

Son éducation achevée, le néophyte n'était admis comme camarade du Thanh nien qu'après le serment solennel (avec acceptation pour « faute grave » de la mort donnée par ses propres camarades) devant la tombe de Pham hong Thai, le « héros national » tombé le 19 juin 1924 après son attentat à la bombe contre le gouverneur général Merlin de passage à Canton.

Les « retours de Canton » devenus plus ou moins révolutionnaires professionnels, recrutèrent essentiellement dans leur propre milieu, la classe moyenne

6. Trung Chinh, *Thu tim xem Ho Chu tich tiep thu chu nghia lê nin va truyen ba vao Viet Nam nhu the nao* (Comment le Président Ho avait assimilé le léninisme et l'avait propagé au Viêt-nam in *Nghien cuu lich su* (Etudes historiques) N° 132, p. 521, Hanoi 1970.

7. *Thanh nien*, 12 septembre 1925.

8. *Ib.* 22 août 1926.

9. *Duong Kach Menh* (La Voie de la révolution), 1927.

cultivée, instituteurs et élèves, employés, petits fonctionnaires, petits notables ruraux, pour les envoyer se former à Canton.

Nguyen ai Quoc faisait admettre à l'école militaire de Whampoa (Huangpu) créée par Moscou pour le Guomindang, les affiliés destinés à mettre sur pied dans le pays des groupes d'auto-défense et à diriger des insurrections armées pour la prise du pouvoir.

Quoc oscillait du nationalisme mâtiné de racisme à l'internationalisme prolétarien. En 2e page de son *Thanh nien* apparut, avec la faucille et le marteau, l'appel du *Manifeste communiste* : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » et il alla jusqu'à désavouer le mot de « patrie » :

« Créé par les politiciens pour soumettre le peuple aux lois et contraindre les prolétaires à défendre par les armes les biens des propriétaires et les intérêts des capitalistes. »¹⁰

Deux tendances contradictoires se développèrent ainsi dans le Thanh nien, l'une pour le communisme, l'autre pour les Trois principes de Sun Yat-sen¹¹. De Canton parvenaient dans le pays outre le *Thanh nien*, deux feuilles d'agitation, le *Bao cong nong* (journal ouvrier et paysan) et le *Linh kach menh* (le Tirailleur révolutionnaire) qui, dès le début de 1927, appela les conscrits à refuser de tirer sur leurs compatriotes en cas de troubles.

En marge de l'appareil de domination coloniale se tissait, dans une discipline de fer, un réseau révolutionnaire fortement structuré, embryon souterrain d'un autre pouvoir. Le Tong bo (Comité directeur) siégeant à Canton en fut le cerveau et le tribunal suprême ; il nomma au Tonkin, en Annam et en Cochinchine un Ky bo (Comité de pays) ; les Ky bo nommèrent dans chaque province un Tinh bo (Comité provincial) qui fit autorité sur les Comités de circonscription, Huyen bo ou Quan bo, lesquels coiffèrent les Comités de cantons qui dominaient les Chi bo (cellules) et To (nids) de villages, bases de toute la pyramide, qui comprit aussi des Thanh bo (Comités de villes), constitués de cellules de rues et d'usines.

Ce qui aida beaucoup le Thanh nien à s'implanter dans le pays, ce fut la passion nationaliste qui embrasa la jeunesse des écoles du Tonkin et d'Annam après la condamnation, en 1925, du terroriste vaincu Phan boi Chau, et la jeunesse de Cochinchine après la condamnation de l'anarcho-romantique Nguyen an Ninh en 1926.

Le Thanh nien fut épargné dans la tragédie de la révolution chinoise en 1927. Le Tong bo, toujours à Canton, vécut dans l'inquiétude le dénouement sanglant de la subordination, ordonnée par Moscou et totale depuis mai 1926, du PCC au Guomindang bourgeois. Le Thanh nien fut pourtant rassuré par le général Li Jishen pendant que les ouvriers et coolies chinois se faisaient décapiter à Shanghai par Chiang Kai-shek en avril, à Canton successivement par Li Jishen, Zhang Fakui, et les deux réunis, en avril, octobre et décembre ; à Wu-

10. *Thanh nien*, 20 décembre 1926.

11. *Ib.* 23 septembre 1929.

han en juillet, toujours par la soldatesque du Guomindang. Moscou avait obstinément refusé d'armer le PCC ; les armes russes étaient fournies exclusivement au Guomindang et Staline déclarait encore le 21 avril 1927 que les événements « avaient entièrement confirmé la justesse de la ligne du Comintern ». Trotsky l'avait combattue : comment la bourgeoisie en lutte contre l'impérialisme pourrait-elle ne pas chercher à écraser les ouvriers et paysans qui luttent pour leur propre sort ? Arrêtons-nous un instant sur le dernier acte de la tragédie.

Canton 11 décembre 1927, prélude à la « 3e Période »

En novembre, Moscou ordonna aux communistes de Canton de déclencher une insurrection sous le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets des délégués ouvriers, paysans et pauvres » et en fixa la date au 13 décembre, jour de l'ouverture du 15e congrès du PC de l'URSS ; un succès éventuel permettrait peut-être de baillonner Trotsky et l'Opposition de gauche. Le rapport de force était catastrophique : le comité révolutionnaire de la ville ne pouvait compter que sur 200 anciens cadets de Whampoa influencés par le PCC et sur quelque 500 ouvriers disposant d'un armement dérisoire (une cinquantaine de fusils, une trentaine de revolvers et deux cents grenades.)

Le complot éventé, l'insurrection fut avancée de deux jours. Dans la nuit du 10 au 11 décembre, les cadets fusillèrent leurs officiers puis, de concert avec les piquets d'ouvriers armés, passèrent à l'attaque contre les détachements Guomindang disséminés dans la ville. L'effet de surprise aidant, une grande partie de la cité était aux mains des insurgés après une journée d'après combats de rue. La Commune de Canton fut proclamée. Elle libéra un millier de prisonniers politiques qui se joignirent aux forces insurrectionnelles ; elle décréta la confiscation des biens de la grande bourgeoisie et des banques, la transformation des maisons des riches en dortoirs pour les ouvriers, la nationalisation de la terre, et l'établissement d'un pouvoir soviétique dans les villages. La population ouvrière n'avait pas participé à l'insurrection et en trois jours, les insurgés tombèrent sous les balles des troupes de Li Jishen et Zhang Fakui réconciliés pour cette besogne et qu'aidèrent les tirs de barrage des canonnières britanniques, japonaises et chinoises.

Voici le bilan fanfaron, sans l'ombre d'une critique politique, dressé dans le *Thanh nien*, quand les cadavres des vaincus s'entassaient encore dans les ruines de la ville :

« A l'instar de la Commune de Paris, le 11 décembre, les ouvriers, les paysans et les soldats rouges de Canton ont pris les armes, renversé le gouvernement nationaliste et institué le régime soviétique. Cette première grande victoire des prolétaires est le fait le plus saillant de l'histoire révolutionnaire en Extrême-Orient [...]. Malheureusement, trois jours après leur victoire, les communistes essuyèrent un grave échec et durent abandonner le pouvoir.[...] Les pertes subies par les communistes sont les suivantes : tués, 10 000, fusillés, 2 500 ; Russes assassinés, 18. Un nombre incalculable de femmes,

d'enfants et de révolutionnaires étrangers ont également trouvé la mort au cours de ces sanglantes journées. »¹²

Quoc, laissant la direction du Thanh nien à trois de ses compagnons, Ho tung Mau, Hong Son et Lam duc Thu (ses contemporains et anciens partisans de Phan boi Chau), avait quitté Canton au lendemain de la répression d'avril et se trouvait déjà depuis l'été en sécurité à Moscou.

En mai 1928, le Thanh nien tint un congrès national provisoire à Hong-kong. Le Tong bo nomma ses représentants auprès des comités de pays, et choisit pour la Cochinchine Le van Phat, alias My, et non Ton duc Thang, évincé quoique délégué de la première heure. My connaîtra un sort funeste aux mains de ses propres camarades quelques mois après son retour à Saigon.

Le crime du 5, rue Barbier, à Saigon¹³

Dans la nuit du 9 au 10 décembre 1928, un crime d'un autre âge fut perpétré au sein de la section de Cochinchine. La peine de mort prévue par le statut du Thanh nien pour toute « faute grave » fut prononcée contre My à cause de « ses démarches auprès de notre soeur Thi Nhut ». Il n'avait pas « fait abstraction de ses sentiments personnels pour se vouer entièrement à la révolution » ! Trois jeunes camarades (20, 22 et 25 ans) durent exécuter la sentence votée par le « tribunal révolutionnaire » constitué par Ton duc Thang, doyen du Comité de pays. Les ressorts secrets (blessure d'amour-propre, rivalité amoureuse ?) d'une sentence sans proportion avec la « faute » sont restés dans l'ombre.

Un triple meurtre officiel fit écho à cet assassinat : les Assises de Saigon du 15 juillet 1930 condamnèrent à mort les trois exécuteurs, punirent de 20 ans de bague l'instigateur Ton duc Thang, futur successeur de Ho chi Minh, et de 10 ans Pham van Dong, futur premier ministre du même. La section du Thanh nien fut complètement désorganisée car 100 ans de prison supplémentaires furent distribués à 25 autres de ses membres. Le 22 mai 1931, en plein recul du mouvement paysan et en pleine terreur blanche, trois jeunes têtes de révolutionnaires tombèrent après un dernier cri : « A bas l'impérialisme français ! ».

Les biographes et historiens officiels n'aiment pas rappeler un crime qui pourrait ternir l'image du « héros de la Mer Noire », ainsi baptisé en souvenir de la mutinerie d'avril 1919 sur un navire de guerre français où le colonisé Ton duc Thang fut désigné par l'équipage français pour hisser le drapeau rouge.

12. *Ib.*, 17 décembre 1927.

13. ANSOM 7 F55, « Crime de la rue Barbier ».

La volte-face du Comintern et la prolétarisation du Thanh nien

Au 6e congrès du Comintern (juillet 1928), parlant de la défaite de la révolution prolétarienne chinoise, Boukharine reconnaît enfin que la collaboration de classe avec la bourgeoisie en a été la cause essentielle, « d'où a découlé le manque d'indépendance de (notre) parti (qui) a parfois joué le rôle d'entrave au mouvement de masse, d'entrave à la révolution agraire et d'entrave au mouvement ouvrier ». C'est dans cette optique que le Comintern opère alors une volte-face complète pour les pays coloniaux et semi-coloniaux : il décrète la fin des blocs avec les partis nationalistes, la création de partis communistes indépendants de la bourgeoisie, la mise en oeuvre de la politique de classe contre classe, la prolétarisation des partis communistes. Les « masses » des colonies et leurs mouvements se développeront sous la direction des « prolétariats des métropoles ». « La conquête de la rue » et « la lutte directe pour le pouvoir » sont à l'ordre du jour selon la stratégie dite par Molotov « de la 3e période », celle qui doit voir la désintégration du monde capitaliste (la première, de 1918, à la défaite de la révolution ouvrière allemande fin 1923, ayant été caractérisée par la crise économique profonde du capitalisme à l'ère de l'impérialisme et la montée du mouvement révolutionnaire en Europe ; la seconde, de 1924 - 5e congrès - à 1928 - 6e congrès, par la stabilisation temporaire du monde capitaliste avec un prolétariat sur la défensive).

Ce retournement du Comintern allait accélérer la métamorphose du Thanh nien en parti communiste, mais la caractérisation à contre-sens de la période qui s'ouvrait allait engendrer un aventurisme tragique dans les trois pays annamites. La 3e période d'« erreurs » (Trotsky) s'ouvrait.

L'esprit de la prolétarisation souffla d'abord dans le Thanh nien du Tonkin où se concentrait déjà un prolétariat industriel important dans les mines et filatures, tandis qu'au Sud un prolétariat agricole était rassemblé dans les plantations de caoutchouc, café et thé.

C'est essentiellement dans les milieux de paysans pauvres que le Thanh nien s'était implanté depuis 1925 dans les provinces de Haiduong, Thaibinh, Bacninh (Tonkin), Nghe an et Hatinh (Nord-Annam) et dans l'ouest rizicole de la Cochinchine. Il fallait travailler sur un autre terrain. En septembre 1928, Ngo gia Tu, de la section tonkinoise, réunit ses camarades pour ébaucher un plan de prolétarisation : les militants s'engagèrent désormais dans l'« enfer charbonnier » de Maokhê, Uongbi, Campha, dans les filatures de Namdinh, dans les cimenteries de Haiphong, dans les ateliers des Chemins de fer de Truong thi (Annam) et jusque dans les plantations du Sud, Michelin de Phurieng, où les coolies-esclaves avaient répondu spontanément à des brutalités sans bornes par des assassinats de surveillants tant annamites que français. On allait tout naturellement, mais non sans orage, à la mutation du Thanh nien, parti d'« union de tous les Annamites pour la libération nationale » en parti de lutte de classes.

Du 1er au 9 mai 1929, le Thanh nien tint un congrès national à Hongkong, avec 17 délégués venus de Chine, des trois pays annamites et du Siam. Les délégués du Tonkin, Ngo gia Tu, Tran van Cung (Quoc Anh) et Nguyen Tuan

(Kim Ton) plaidèrent pour la transformation de l'Association en Parti bolchevique ; désavoués par le Tong bo, les « indisciplinés » claquèrent la porte, furent exclus et s'engagèrent aussitôt dans la construction d'un parti communiste.

Le Thanh nien en tant que tel vivait ses derniers jours. Il termina ses travaux par un manifeste-programme sous l'exergue « Prolétaires unissez-vous ! » conforme aux résolutions du 6e congrès du Comintern, tout en se refusant encore à s'appeler Parti communiste. Le Tong bo justifia ainsi son refus :

« Auparavant, nous préconisons seulement la révolution nationale afin que les révolutionnaires restent unis pour l'émancipation du peuple annamite et les 4/5 des adhérents du parti, recrutés parmi les intellectuels et les petits-bourgeois, accaparèrent les postes de commandement ; nous ne savions pas comment organiser des cellules d'entreprise, nos adhérents ignoraient tout du « centralisme démocratique » ; nous n'étions pas mûrs pour former un parti bolchevique »¹⁴.

Naissance du Parti communiste indochinois (Dong duong cong san dang)

Près d'une année s'écoula entre l'éclatement du Thanh nien et la naissance, en plusieurs étapes, d'un parti unifié au Viêt-nam.

En juin 1929, la section du Tonkin réunit ses comités de ville (Hanoi, Haiphong) et ses comités de provinces (Namdinh, Thaibinh, Bacninh) et se réorganisa en Parti communiste indochinois (Dong duong cong san dang PCI). Ce parti redoubla d'activité dans sa propagande ouvrière et paysanne jusqu'en Cochinchine où Ngo gia Tu gagna l'adhésion du très actif Dao hung Long qui en 1931 se rallia à la naissante Opposition de gauche, diffusa ses journaux dans les trois pays, le *Bua liem* (Faucille et marteau) au Tonkin, le *Bon se vich* (Le Bolchevik) en Annam et le *Co cong san* (Le Drapeau communiste) en Cochinchine.

Face à l'expansion du PCI, les militants du Thanh nien dans le Sud adoptèrent à leur tour en août 1929 le nom de Parti communiste qu'ils baptisèrent annamite (An Nam cong san dang, PCA) avec comme organes, outre la revue théorique *Bon se vich* destinée exclusivement aux affiliés, deux feuilles de combat, le *Cong nong binh* (Ouvriers, paysans et soldats) et le *Hoc sinh* (Elèves)

Aux deux groupes communistes en voie de formation se rallièrent la plupart des anciens partisans de la Société secrète Nguyen an Ninh dispersée après la condamnation en mai 1929 de son inspirateur Nguyen an Ninh avec 110 co-inculpés.

Un second ralliement plus important, se produisit au sein du Tan Viet. Ce parti, établi au Nord Annam, regroupait, autour du vieux lettré Le Huan et autres « retours de Poulo Condore », de jeunes intellectuels nationalistes et en-

¹⁴ Thanh nien, 23 septembre 1929.

tendait coopérer étroitement, en tant que « parti de l'intérieur » avec le Thanh nien, « parti de l'extérieur ». Il disparut de la scène politique au profit du Thanh nien, puis du PC, d'abord par un effritement continu de sa jeunesse qu'il envoyait se former à Canton depuis 1926 et dont le « parti de l'extérieur » gagnait souvent l'adhésion, puis par la répression radicale de 1929 (265 arrestations en Annam dont celle de Le Huan qui mourra en prison).

En octobre 1929, en réponse aux demandes de reconnaissance formulées par le Thanh nien et par les deux partis communistes nouvellement nés, Moscou leur ordonna de fusionner, ce qu'ils firent à Hongkong le 3 février 1930, sous l'égide de Nguyen ai Quoc venu du Siam comme délégué du Comintern ; neuf délégués (outre Quoc, 4 du Thanh nien, 2 du PCI et 2 du PCA) proclamèrent la formation du PC du Viêt-nam (Viêt-nam cong san dang. Il faut souligner à ce propos la charge émotionnelle dans l'intelligentsia petite-bourgeoise de l'appellation Viêt-nam, drapeau du rival nationaliste du PC, le Viêt-nam Quoc dan dang (VNQDD = Parti national du Viêt-nam) auquel Nguyen ai Quoc — quelque orientation politique qui s'imposât — ne voulut laisser l'exclusivité d'aucune arme. Sur ordre de Moscou, le PC du Viêt-nam reprit en octobre le nom de PCI précédemment choisi par la section tonkinoise rebelle.

Bâti sur l'ancienne structure du Thanh nien avec des changements d'appellations (CC = Trung uong au lieu de Tong bo ; comité de pays = Xu uy au lieu de Xu bo), le PCI est d'abord bien implanté dans la paysannerie : il étend rapidement son influence dans les villes. Pour le Sud, la Sûreté estime ses effectifs en mars 1930 à 53 membres et 47 stagiaires répartis en 22 cellules dont 11 à Saigon, 5 à Cholon, 5 dans les provinces de Sadec, Cantho, Vinhlong et 2 à Mytho ; en outre, 10 syndicats rouges groupant quelque 234 ouvriers de la région Saigon-Cholon, 4 unions paysannes comptant environ 465 membres¹⁵

Trois mois plus tard, le PCI inaugurait la lutte organisée des masses paysannes du Nord au Sud du pays.

Si au cours de la « 3e période », il a parfois critiqué son fondateur, Nguyen ai Quoc, pour ses « survivances nationalistes » et ses « théories opportunistes »¹⁶, le PCI fut inébranlable dans sa soumission à la ligne stalinienne en zigzags, génératrice en 1930-31 de la débâcle sanglante du mouvement paysan ; six années plus tard, après le pacte Laval-Staline, de l'abandon de la lutte de classes et de la lutte anti-impérialiste et, en chœur avec le PC français, du soutien d'un Front populaire pour le maintien de l'intégrité de l'empire colonial français, et enfin après le pacte Hitler-Staline, de l'hécatombe cochinchinoise de 1940, de la confusion et d'un fanatisme anti-trotskyiste qui, ne le cédant en rien à l'obscurantisme des fanatismes religieux, devait conduire tout droit à l'assassinat de nos camarades.

15. ANSOM, SLOTFOM, III 48, « Lettre du Gouverneur général au ministre des Colonies ».

16. *Bon se vich*, 5, décembre 1934.

De 1940 à 1944

Les dix premières années d'activité oppositionnelle ont été exposées dans le N°40 des *Cahiers Léon Trotsky*. Nous abordons maintenant la cinquième décennie du siècle qui vit la quasi-disparition du mouvement trotskyste en Indochine sous les coups conjugués des staliniens et du pouvoir colonial.

L'insurrection paysanne de Cochinchine en novembre 1940.¹⁷

Le pacte Hitler-Staline d'août 1939 marqua l'abandon par l'URSS du camp des impérialismes démocratiques que Staline juge trop faibles. Le PCI, s'alignant sur la nouvelle politique étrangère russe, cessa sa collaboration avec le colonisateur français pour la « défense de l'Indochine » contre le Japon et remit à l'ordre du jour le langage anti-impérialiste qui était le sien de 1930 à 1935. En novembre 1939, il parla de « préparation à l'insurrection pour la libération nationale », remplaça le mot d'ordre de Front démocratique par celui de Front national uni anti-impérialiste des peuples indochinois afin de lutter avec l'appui de l'URSS, « forteresse de la révolution mondiale », contre la guerre impérialiste, de renverser le colonisateur et les féodaux indigènes, de recouvrer l'indépendance de l'Indochine, et d'instaurer une Union républicaine démocratique indochinoise. La révolution agraire demeura exclue du programme comme au temps du Front démocratique.

Subitement, le régime colonial redevint pour le PCI « militariste et policier », comme si le colonialisme français n'avait pas toujours été une dictature policière et militaire. Gravement démantelé à la déclaration de la guerre, le PCI conservait un potentiel rural considérable à travers l'ancien réseau des comités d'action populaire formés lors du mouvement du Congrès indochinois (1936-1937) et qui avaient gardé une vie clandestine plus ou moins importante. Son changement de ligne lui permit de retrouver le contact avec une population déçue par sa politique antérieure de soutien à l'effort de guerre français, et violemment hostile à l'enrôlement des jeunes ainsi qu'à l'envoi de tirailleurs annamites hors du pays. Il n'exhortait plus à s'engager dans l'armée et son agitation allait désormais dans le sens du mécontentement populaire, de l'opposition aux impôts, aux taxes, aux réquisitions.

Pour les trotskystes, avant comme après le pacte Hitler-Staline, le conflit éventuel entre l'Indochine française et le Japon était une guerre impérialiste et la lutte des partisans de la IV^e Internationale contre la guerre s'inscrivait dans la perspective de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire ; il fallait d'autre part se garder de toute action putschiste, comme Ta thu Thàu l'avait écrit dans *La Lutte* en août 1937 :

17. ANSOM 7 F27, « Notice sur l'activité des intrigues politiques de tendances subversives dans les milieux indigènes de la Cochinchine pendant les mois de novembre et décembre 1940 ».

« En 1930-1931, alors que nous n'étions qu'une infime minorité, nous n'avons pas hésité à réagir contre l'insurrectionnalisme infantile des staliniens, en faisant comprendre la fausse route dans laquelle ils s'étaient engagés. Internationalement, nos camarades de tendance ont combattu l'insurrection bureaucratique des staliniens, dénonçant l'erreur de la tactique de la « 3e période » et du « social-fascisme. »¹⁸

En juin 1940 l'Etat français capitulait devant Hitler, et les Japonais sommaient le pouvoir colonial local de fermer la frontière sino-tonkinoise au matériel militaire destiné à Chiang Kai-shek. Le 22 septembre, l'armée japonaise attaquait Langson et, trois jours plus tard, la garnison franco-autochtone rendait les armes ; le 27, les troupes japonaises occupaient le Tonkin et le Siam revendiquait deux territoires laotiens, une province cambodgienne et commençait dès octobre une guerre d'escarmouches sur les bords du Mékong, obligeant le gouvernement colonial à envoyer des troupes aux frontières.

L'insurrection fut décidée. Il fallait agir avant que les tirailleurs acquis au parti ne soient acheminés vers les combats. Le Comité de pays de Cochinchine qui avait dès juillet envisagé un soulèvement armé dirigé par un « Haut commandement militaire » avec « sections d'auto-défense » et précédé d'une préparation à la grève générale insurrectionnelle, en fixa la date à la nuit du 22 novembre. Dans un manifeste du gouvernement provisoire, il précisait qu'il s'agirait d'instaurer non des soviets (gouvernement de classe) mais un Gouvernement populaire de la République démocratique indochinoise.

Informée par ses indicateurs, la Sûreté mit la main sur les responsables Ta Uyen et Phan dang Luu dans la journée du 22, ainsi que sur les « suspects » de Saigon-Cholon, notamment tirailleurs du Camp des Mares (O Ma). Armée, marine, gendarmerie furent mis sur pied de guerre. A 22 heures, l'insurrection fut déclenchée malgré tout, simultanément à la périphérie de Saigon-Cholon, dans les provinces de Giadinh, Cholon, Mytho, Tan an, en bordure de la Plaine des Joncs ; elle embrasa le delta du Mékong, les provinces de Vinhlong, Travinh et Cantho, atteignit Soctrang. Les insurgés prirent d'assaut les délégations de Hocmon, Vungliem, Tambinh, attaquèrent les fortins de la ceinture de Saigon-Cholon, les postes tenus par les miliciens annamites, et s'emparèrent des fusils. Des maisons communes, sièges des conseils de notables furent incendiées ; des notables et fonctionnaires réputés tortionnaires furent abattus ou enlevés, leurs fusils confisqués, leurs maisons brûlées.

Les guérilleros essayèrent de bloquer les routes et les canaux, de détruire les ponts, de couper les fils télégraphiques et toute communication ; ils attaquèrent les patrouilles pour s'emparer de leurs armes. Le soulèvement secoua tout l'Ouest cochinchinois, les régions même où d'importantes explosions paysannes et de non moins vastes répressions s'étaient produites en 1930-1931 ; il atteignit les provinces de Rachgia, Longxuyen et Baclieu dès la fin de novembre et connut une dernière flambée dans la nuit du 13 au 14 décembre, avec l'attaque du phare de l'île Poulo Obi par une quarantaine d'insurgés.

18. *La Lutte*, 29 août 1937.

La loi martiale fut proclamée. Les troupes françaises des 9^e et 11^e régiments d'infanterie coloniale, la Légion étrangère, l'aviation, les miliciens, les agents de la Sûreté, furent lancés contre les insurgés. La Plaine des Joncs fut encerclée puis bombardée par avion. Des villages entiers furent mitraillés puis ratisés par la police ; des tirailleurs cambodgiens opéraient dans les provinces occidentales du delta ; viols et pillages étaient impunis. L'insurrection fut anéantie par la méthode déjà employée dix ans auparavant à Co am (Tonkin) lors de la mutinerie des tirailleurs de Yen bay (février 1930) et au Nord-Annam contre le mouvement des Soviets du Nghe Tinh (septembre 1930). Au chef-lieu de Travinh, où l'auteur était en résidence forcée, on vit les miliciens ramener, la nuit, des paysans tués et blessés, entassés dans des camions ; le chef de la province fut blessé. R. Bauchar, témoin français non dépourvu de respect pour les Annamites, donne dans *Rafales sur l'Indochine* une image de la cruauté de la répression dans la région Nord de Mytho :

« Un bataillon de Légion étrangère, une compagnie de Tonkinois et une unité mécanisée, des marins [...] y opèrent une fouille en règle, arrêtant les douteux et tirant sur ceux qui tentent la lutte ou la fuite. L'aviation bombarde les nids de résistance avec une grande violence [...] En quatre jours, ils sont réduits [...] les meneurs sont fusillés. »¹⁹

Les chiffres officiels donnent plus d'une centaine d'insurgés tués au combat et plus d'une trentaine du côté des forces de répression, dont trois Français. Les milliers de villageois non combattants massacrés n'ont pas été dénombrés. 5 846 personnes furent appréhendées (chiffre officiel) ; les prisons étaient pleines, l'excédent fut parqué dans des chalands, où, sous des tôles surchauffées par un soleil torride, les prisonniers mouraient comme des mouches. « Une épidémie infectieuse appelée pourriture d'hôpital s'abattit sur eux. La puanteur se répandit jusqu'à deux ou trois kilomètres à la ronde », relate Ph. Franchini dans *Continental Saigon*²⁰. C'est dans un de ces chalands-prisons que périt notre camarade Trinh van Lau, capturé par la Sûreté le 17 décembre.

En septembre 1941, des Français quittant l'Indochine racontent ce dont ils ont été les témoins :

« Des files de prisonniers, hommes et femmes assis, les pieds pris dans la barre de justice, obligés de vivre continuellement ainsi en attendant leur jugement, recevant les coups et les insultes de leurs gardiens », « les procédés employés pour faire parler les suspects : la magnéto dont les fils sont reliés aux parties sexuelles, les fourmis introduites dans le sexe des femmes, [...] l'écoeurement des camarades de l'aviation chargés d'aller bombarder ou mitrailler les villages voisins de la Plaine des Joncs, [...], les jugements sommaires répétant les histoires de Yen bay dix ans auparavant »²¹

19. R. Bauchar, *Rafales sur l'Indochine*, p. 71, Paris 1946.

20. Ph. Franchini, *Continental Saigon*, p. 112, Paris 1977.

21. J.M. Hertrich, *Doc lap !*, p. 22, Paris 1946.

Paul Isoart donne le bilan de la répression judiciaire : 221 condamnations à mort dont 181 exécutées, 216 aux travaux forcés, 1 millier à des peines de prison ²².

Ta Uyen périt sous la torture en décembre 1940, et Phan dang Luu fut exécuté en mai 1941 ; des militants emprisonnés depuis longtemps, tels Ha huy Tap et Nguyen thi Minh Khai, la seule femme parmi les condamnés politiques, furent fusillés par Decoux.

La tragédie eut sa répercussion à l'intérieur du PCI. La Sûreté ²³ fait état de la décision d'un nouveau Comité de Cochinchine, en janvier 1941, condamnant à mort les secrétaires de l'ancien Comité de pays et du Comité interprovincial de Cantho, coupables d'avoir déclenché une insurrection vouée à l'échec. Ce procès interne au PCI est à notre connaissance absent de l'histoire officielle de ce parti.

Gouvernement Decoux et occupation japonaise

La France vaincue, son appareil colonial était resté debout et le gouvernement de Vichy lui avait imprimé un caractère plus totalitaire que jamais. L'entrée des troupes japonaises en septembre 1940 par le nord du Tonkin et par Haiphong fut suivie en juillet 1941 par l'accord de « défense commune », signé à Vichy, consacrant l'occupation pacifique par les Japonais de toute l'Indochine; le gouvernement de l'amiral Decoux devenait le « garant de la sécurité des arrières des troupes japonaises et de l'ordre intérieur de l'Indochine ». Des conventions économiques signées dès le mois de mai comportaient la livraison au Japon de riz, maïs, caoutchouc, charbon. Decoux réquisitionne de la main-d'œuvre pour les constructions stratégiques des Japonais (chemins de fer, camps, terrains d'aviation), il impose des cultures industrielles, constitue un monopole du ramassage, accorde des allocations massives de piastres aux troupes japonaises. Inflation, pénurie, rationnement, marché noir, spéculation, frappent les pauvres avec la plus grande cruauté et culminent après les typhons ravageurs, les ruptures de digues du Tonkin et les bombardements américains du transindochinois empêchant l'arrivée du riz de Cochinchine, en une famine qui fit, en 1944-1945, un à deux millions de morts parmi les indigènes du Tonkin. Que dire de la « protection tutélaire » accordée au pays par l'amiral Decoux qui avait stocké 500000 tonnes de paddy pour les exportations lorsque son administration fut balayée par les Japonais le 9 mars 1945 ?

Double occupation, double exploitation ! Il y eut aussi double entreprise de séduction.

Du côté Decoux, c'est une politique d'égards pour les souverains mis en tutelle (rois du Cambodge et du Laos, empereur d'Annam), la création d'un

²². Paul Isoart, *L'Indochine française 1940-1945*, p. 13, Paris 1982, p. 13, Paris 1982.

²³. « Notice sur l'activité des intrigues politiques ... » *doc. cit.*, Février 1941

Conseil fédéral consultatif de 25 autochtones « choisis pour leur loyalisme envers la France », l'accès des « élites autochtones » aux « fonctions de gestion et d'exécution, voire d'autorité », après l'élimination de centaines de Français « mauvais esprits, francs-maçons, juifs », l'égalité des traitements avec les fonctionnaires français, la liberté relative de la presse, abolie en 1939, d'où le bouillonnement intellectuel « contrôlé » parmi les gens de lettres, l'exaltation de la jeunesse scolarisée embrigadée en sections de la « Jeunesse de l'Empire français » avec création d'écoles et de camps de rencontre, avec courses au flambeau spectaculaires, avec défilés en uniforme, le tout à l'ombre et dans le culte du « Maréchal vénéré » et sous la devise « obéir et servir ».

Du côté japonais, ce sont la promesse aux peuples colonisés d'Asie de les aider à se défaire du joug européen et de les faire pénétrer dans « la sphère de coprosperité économique de la Grande Asie orientale », l'appui mesuré aux sectes politico-religieuses et aux groupes nationalistes illégaux tels le Phuc Quoc du prince Cuong De, l'opposition de la Kempeitai (Gendarmerie japonaise) à certaines arrestations de la Sûreté française.

La mise hors la loi du mouvement « communiste » dès 1939, suivie de l'écrasement du soulèvement paysan de 1940, l'exécution ou la détention de militants staliniens et trotskystes, avaient semé le désarroi et la méfiance dans la population. Coolies, ouvriers et paysans ne se risquèrent plus que dans la lutte pour la survie, pour le bol de riz quotidien, pour exiger la vente de tissus, riz, allumettes, savon, absents du marché.

D'après les statistiques officielles, dans le Nord, en 1943-44, 18 grèves ont éclaté (imprimeries, Banque de l'Indochine, entreprises à Hanoi, ligne de navigation Namdinh-Hanoi, filatures de Namdinh, camp d'aviation de Gialam après le meurtre d'une journalière par les Japonais). Aux cessations de travail s'ajoutent parfois l'opposition désespérée des villageois à la réquisition de leurs hommes valides comme dans le Thanhhoa en novembre 1943. En Cochinchine, on dénombre 24 grèves de mai 1942 à juin 1943 notamment aux plantations de caoutchouc de Bienhoa. 500 coolies de la plantation de Long thanh se mettent en grève après le meurtre d'un des leurs par un surveillant français en octobre 1943. Il y a des mouvements identiques dans les entreprises japonaises, fabriques de vêtements et chaussures pour l'armée, chantiers des camps militaires. Dans le port de Saigon, outre les revendications alimentaires, on s'enhardit jusqu'à protester contre les brutalités des soldats japonais.

Résurgences nationalistes ; manoeuvres japonaises et répression française

Dès leur arrivée dans le pays, les Japonais diffusèrent la mystique de la « Grande Asie orientale » par la radio, le cinéma, des revues en quoc ngu telles que *Tan A* (Asie nouvelle), des expositions montrant leurs premières victoires dans le Pacifique, des cours de langue japonaise. De passage à Saigon en juillet 1943, le général japonais retraité Matsui déclara que « le Japon libérerait les

pays d'Asie, quelle que fût la volonté des Américains, des Anglais et des Français ».

En attendant, l'administration française était conservée et chargée de maintenir l'ordre, mais les Japonais allaient apporter leur protection aux sectes religieuses Cao dai et Hoa hao, ainsi qu'aux groupuscules nationalistes apparus dès 1940 : au Sud, le Parti révolutionnaire unifié du peuple d'Annam, une filiale du Viêt-nam Phuc quoc ; au Nord, le Dai Viet (Grand Viet) fondé par le romancier Nguyen tuong Tam (Nhat Linh), le Dai Viet quoc xa (Grand Viet national-socialiste), le Viêt-nam ai quoc (patriotes viet). Ces groupuscules de conspirateurs incarnaient les tendances des intellectuels radicaux qui espéraient mettre fin à la colonisation française en s'appuyant sur la puissance japonaise. Pour rendre sa protection plus efficace, la Kempeitai s'installa en Indochine après Pearl Harbour (8 décembre 1941), et s'érigea en police parallèle à la Sûreté française.

Après les revers du Japon dans le Pacifique et de l'Allemagne à Stalingrad, on vit s'affirmer, dans la presse en quoc ngu tolérée par Decoux, à côté de la nouvelle valorisation de la culture ancienne, une perspective d'indépendance liée à une victoire des Alliés, camp de l'URSS depuis que les troupes hitlériennes avaient déferlé sur ce pays. Le 7 août 1943, l'hebdomadaire *Thanh nien* de Huynh tan Phat à Saigon, se donna pour but de susciter « une conscience nationale » et d'animer les forces populaires dont l'intervention « permettra au pays d'aborder une nouvelle étape de son histoire », l'union des trois Ky en un pays libre.

Un « patriotisme » qui se muait en nationalisme déclaré n'avait pas sa place dans le projet Decoux : le *Thanh nien* fut suspendu vers le milieu de 1944.

Apparue en Cochinchine en 1925-1926, la secte Cao dai fut l'oeuvre d'une fraction de la bourgeoisie cochinchinoise qui, mal à l'aise dans son état de subordination au sein de l'appareil colonial, tenta de se créer un domaine où elle retrouverait une prééminence et pourrait restaurer la morale, tombée en désuétude, des trois religions du pays, bouddhisme, taoïsme et confucianisme, par la refonte de ces religions en une seule qu'elle baptisa Caodaïsme, du nom du Cao Dai, Etre suprême. Ses initiateurs étaient essentiellement de hauts fonctionnaires et des propriétaires fonciers²⁴.

Organisée sur le modèle de la hiérarchie catholique (avec un Saint Siège) et de l'administration coloniale, la secte connut un recrutement rapide parmi la clientèle rurale des seigneurs de la terre et des notables. Constitutionnalistes et nationalistes espéraient s'y créer des points d'appui politique dans la paysannerie agitée par le mouvement Nguyen an Ninh, par le *Thanh nien*, et à partir de 1930, par le Parti communiste indochinois. Malgré les luttes internes, elle avait déjà 350 000 adhérents en 1932. La guerre en Europe, la défaite française y furent interprétées dans des poèmes lyriques, des messages spiritistes et des pro-

24. Yane Werner, *The Caodai, The Politics of a Vietnamese syncretic religious movement*, Cornell University, 1976 ; A.M. Savani, *Le Caodaïsme*, 1966, CHEAM, Paris.

phéties annonçant la fin prochaine de l'oppression française confirmée par le Ciel astrologique.

L'amiral fit fermer le Saint-Siège de Tay ninh et la plupart des oratoires de province en août 1940 et, en juillet 1941, le pape fut déporté à Madagascar ; en septembre, le Saint-Siège fut occupé par l'armée. En septembre 1943, le supérieur Tran quang Vinh, « attaché civil » de la gendarmerie japonaise, adhéra au Phuc quoc ; le Dai Viet et le Dai Viet quoc xa fusionnèrent avec ce mouvement sous l'appellation Viêt-nam phuc quoc dong minh hoï. La secte paya la protection japonaise en recrutant des coolies pour les chantiers de caboteurs de Vinh hoi (Saigon) et des adeptes furent entraînés militairement par des instructeurs japonais.

Une autre secte, apparue en 1939 seulement, la secte Hoa hao²⁵ (du village de son fondateur) connut un développement si rapide que, dès le mois d'août 1940, la répression s'abattit sur elle. Huynh phu So, fils illuminé d'un notable rural, se mit à prêcher à vingt ans un bouddhisme fait de simplicité, de fraternité et de pardon, idéal ascétique répondant à la pauvreté paysanne et associé au culte des ancêtres ; travesti en mendiant, en marchand ambulancier, en chanteur, en devin, en infirme, il prophétisait parmi les foules inquiètes le long du Mékong et jusqu'au Tonkin.

Ses prophéties s'étaient colorées dès 1940 de la mise en question du pouvoir colonial. Frappé d'interdiction de séjour dans sa province natale de Chaudoc où affluaient les villageois venus de toute part pour se convertir ou obtenir une guérison magique, il fut arrêté au mois d'août et interné comme débile mental à l'hôpital de Cho quan où il convertit son médecin Tran van Tam.

Quand la Sûreté voulut à nouveau faire arrêter le Bonze Fou, la gendarmerie japonaise le prit sous sa protection et la secte grandit encore, mais loin de la non-violence qu'elle avait prêchée : on vit des fidèles s'entraîner militairement dans des corps de supplétifs autochtones recrutés par les Japonais, et plus généralement forger des lances, des couteaux, des sabres, parler de prise du pouvoir. Le Maître lui-même, à moins de trois ans de sa mort, fut entraîné dans les violences de 1945. Il sera assassiné par le Viet minh en 1947.

Sous le couvert de la secte, note le colonel Savani du 2^e bureau, des brochures anti-françaises et défaitistes attribuées au trotskyste Phan van Num sont distribuées. De toute évidence, il s'agit de Phan van Hùm, dont les écrits sont anti-impérialistes et non anti-français²⁶.

Le Viet minh (1941-1945)

En 1946, Ho chi Minh devait assurer à Daniel Guérin :

« Tous ceux qui ne suivent pas la ligne tracée par moi seront brisés. »

25. A.M. Savani, *Notes sur le Phat giao Hoa Hao*, ib, CHEAM Paris, 1966.

26. A.M. Savani, *op. cit.* p. 11.

La ligne qu'il traçait, c'était celle du louvoiement, de la diplomatie secrète à la recherche d'appuis étatiques (chinois, russe, américain, français même) ; le prolétariat n'y avait pas d'expression propre. C'était celle même que les bolcheviks avaient toujours combattue. Ho chi Minh se dépense, offrant aide pour aide ; il accueille amicalement l'armée française mais son pouvoir ne sera accepté par elle que le temps d'en finir avec son opposition intérieure. Il n'aura fait que reculer l'affrontement armé avec la « France libre » et ses nouveaux conquistadores.

Tandis que, dès leur entrée en Indochine en 1940, les Japonais multipliaient leurs avances aux nationalistes annamites, le Guomindang allait rassembler les réfugiés annamites dispersés dans les deux provinces frontalières avec le Tonkin, en vue de les embrigader comme auxiliaires politiques et militaires dans une éventuelle intervention chinoise au pays Viet contre le Japon.

Dans le Guangxi, quelque 500 émigrés du Phuc quoc de Cuong De, qui s'y étaient retirés après leur vaine tentative de s'installer au Tonkin derrière les troupes japonaises en septembre 1940, furent intégrés dans l'armée du Guomindang ; au Yunnan, les rescapés du putsch VNQDD de Yen-bay de 1930 disputaient depuis longtemps aux émigrés du PCI l'influence politique sur les quelque 2 000 compatriotes vivant le long du chemin de fer Hanoi-Kunming sous juridiction française (traité franco-chinois de 1885) ; ils s'étaient regroupés autour de Vu hong Khanh sous la tutelle du Guomindang ; les communistes, qui les accusaient d'être tolérés par l'impérialisme français, furent pris en main dans la clandestinité par Nguyen ai Quoc, alors officier instructeur dans la 8e Armée de route, à la faveur d'une seconde alliance Guomindang-PCC conclue contre l'invasion japonaise. Quoc opérait sous le nom de Ho Quang qui ne risquait pas de lui aliéner le Guomindang. Seul un petit groupe trotskyste à Kunming demeurait hors de la mouvance du Guomindang et était toujours l'objet d'une réprobation stalinienne calomnieuse :

« Profondément influencé par Ta thu Thàu, avec des théories pseudo-révolutionnaires susceptibles de leurrer les masses, il faisait de la propagande et de l'agitation parmi les compatriotes émigrés, les incitant à descendre dans la rue pour manifester contre la France et réclamer aux autorités chinoises la diminution des impôts. Partout nous l'avons combattu énergiquement (entendez calomnié honteusement) ; ainsi son complot (am muu) (*sic*) ne put aboutir et il fut totalement isolé » 27.

Nguyen ai Quoc « ressuscite » le Viet minh

Nguyen ai Quoc trouva dans la mobilisation par le Guomindang des nationalistes émigrés une opportunité pour le PCI de reconstituer ses forces déman-

27. Hoang van Hoan, *Giot nuoc trong bien ca* (Une goutte d'eau dans l'Océan), p. 127, Pékin, 1986.

telées par la répression française de 1939-40 en mettant sous le boisseau l'étiquette communiste et en adoptant celle d'un ancien groupe nationaliste, le Viet minh, reconnu à sa fondation par le Guomindang.

Créé à Nankin en 1936, avec la participation d'émigrés du PCI, par deux anciens compagnons de Phan boi Chau, dont Nguyen hai Than, homme de confiance du Guomindang, ce Viet minh, abrégé de Viêt-nam doc lap dong minh hoi (Alliance pour l'indépendance du Viêt-nam) n'avait eu qu'une existence falote.

En octobre 1940, Pham van Dong, Vo nguyen Giap, Hoang van Hoan et trois autres compagnons de Quoc vinrent à Guilin (Guangxi) solliciter du général Li Jishen une nouvelle reconnaissance de cette association fantôme ; ils se présentèrent comme des nationalistes luttant à l'intérieur du pays contre « l'agression japonaise », donc comme des auxiliaires potentiels du Guomindang. L'égorgeur des ouvriers insurgés de Canton en 1927 ouvrit les bras aux quémandeurs ; évoquant son obéissance aux dernières volontés de Sun Yat-sen, le soutien des « peuples faibles et opprimés », il leur accorda droit de cité dans la « 4e zone de guerre » dont il partageait le commandement avec Zhang Fakui, autre bourreau de la Commune de Canton. A l'initiative de Quoc, toujours dans l'ombre, un banquet de 500 dollars chinois fut offert aux frais du Comintern au secrétaire de Li Jishen afin « qu'il nous respecte et nous aide au mieux » (Hoang van Hoan). Munis de laissez-passer frappés du cachet « Groupe d'opérations sino-annamite » (Hoa Nam cong tac doan), ils gagnèrent Jingxi pour participer au rassemblement convoqué par les généraux chinois et qui réunit les leaders des émigrés sous la présidence de Nguyen hai Than dans le Viêt-nam dan toc giai phong dong minh (Alliance pour la libération nationale) dont la « cellule politique » confiée à un autre fidèle du Guomindang, Truong boi Cong, accueillit ces jeunes compatriotes.

Un mois plus tard, du 10 au 19 mai, le CC du parti se réunissait autour de Quoc dans les forêts frontalières de Pac po (Caobang). La résolution finale proclamait la naissance d'un nouveau Viet minh ; il n'y était question ni de lutte de classes ni de révolution agraire, on ne promettait aux paysans, « bras » de la future révolution, que la « confiscation des biens des impérialistes et des traîtres, la diminution de la rente foncière et des taux d'intérêt, la suppression de l'impôt personnel, le partage des terres communales » : miettes tombées de la table des riches car il ne fallait pas effrayer bourgeois et propriétaires fonciers qu'on voulait rallier.

Quand, le 22 juin 1941, Hitler rompt son pacte avec Staline, le propulsant au sein des impérialismes démocratiques, le Viet minh reprend le langage de l'anti-fascisme et définit ainsi son objectif dans un manifeste du 25 octobre : « union de toutes les classes sociales », « collaboration avec les éléments anti-fascistes français, destruction du colonialisme et de l'impérialisme fascistes ; il précise de nouveau dans une brochure : s'allier aux démocraties qui combattent le fascisme et l'agression ; édifier une république démocratique ».

Dans un tract du 10 octobre 1942, il tend « une main fraternelle » aux gaullistes français d'Indochine ²⁸.

L'organisation du Viet minh était comme celle du PCI et de son ancêtre le Thanh nien, pyramidale et autoritaire ; un nouveau terme apparaissait, *cuu quoc* (salut national) que s'adjoignirent les associations d'ouvriers, de femmes, de tirailleurs. Les to de base devenaient to *cuu quoc*. Au sommet régnait le Tong bo et sa circulaire du 15 novembre 1942 déclarait : « Les cadres décident de tout ». Si le secrétariat du Viet minh était assuré par Quoc et celui du PCI par Truong Chinh, il n'en est pas moins vrai que le PCI en était le seul cerveau.

Pour les militants du parti, Quoc traduisit du chinois, l'*Histoire du PC (b) US* ; pour les membres du Viet minh, il reprit le langage patriotard du *Thanh nien* ; dans son poème *Lich su nuoc ta* diffusé en 1942, il clama :

« L'histoire du Viêt-nam le montre,
Notre peuple fut glorieusement héroïque.
Il combattit plus d'une fois le Nord, il pacifia l'Est.
Invincibles sont les fils de Dragons et petits-fils d'Immortels. »

Depuis longtemps, s'inspirant de Mao Zedong (« le pouvoir est au bout du fusil »), Quoc envisageait la conquête du pouvoir par une « guerre de paysans » qu'il appelait « guerre révolutionnaire ». Il misait en premier lieu sur l'aide du Guomindang pour développer ses groupes de guérilleros dans le Viet Bac (haute région du Tonkin) ; quand viendrait l'heure, il étendrait la guérilla vers le Sud, déclencherait le soulèvement armé des associations de « salut national » et, à l'instar du PC chinois, établirait dans chaque région libérée un pouvoir Viet minh ; il parviendrait enfin à constituer un pouvoir unique dans l'ensemble du pays.

Pour obtenir la formation militaire de ses cadres Viet minh en Chine, il accepta de coopérer au projet Guomindang de « pénétration des troupes chinoises au pays Viet » (*Hoa quan nhap Viet*) que Zhang Fakui, gouverneur militaire du Guangxi, prépara dès l'été 1942 en dirigeant quelque 300 Annamites de sa zone sur le camp d'instruction militaire de Daiken et une centaine à l'école militaire de Nanning. Quoc justifia ainsi sa politique de compromis :

« Il est possible que prochainement les troupes chinoises pénètrent dans le pays pour combattre les Japonais [...] ; notre tactique consiste à faire alliance avec les troupes chinoises contre les Japonais et les Français selon le principe d'aide entre égaux (*binh dang tuong tro*) » (sic) (Circulaire du 21 décembre 1941)

Il fallait aussi justifier l'abandon dans le Viet minh des mots d'ordre de lutte de classes ; c'est ce que fit le secrétaire général du parti, Truong Chinh, en janvier 1942 :

« Le mouvement de lutte de la classe ouvrière n'est pas encore à la hauteur de son rôle d'avant-garde de la révolution. » (*Chien tranh Thai binh duong va cach mang giai*)

28. Ph.Devillers, *Histoire du Viêt-nam de 1940 à 1952*, p. 110, Paris, 1952.

phong dan toc Dong duong. La guerre du Pacifique et la révolution d'émancipation des peuples d'Indochine).

Plus de 70 futurs cadres Viet minh furent entraînés à la guérilla, au sabotage et à l'espionnage dans les camps et écoles militaires Guomindang de Jingxi, Tiandong, Nanning, Daiken.

Création du Viet cach

Pour activité fractionnelle du Viet minh au détriment du groupe Nguyen hai Than, Nguyen ai Quoc fut arrêté :

« Le 13 août 1942, relate l'histoire officielle, le camarade Nguyen ai Quoc sous le nom nouveau de Ho chi Minh, est allé en Chine [...] afin de tenter d'obtenir l'aide internationale. Après un demi-mois de marche à pied, il fut arrêté à Tuc vinh (Guangxi) et incarcéré par les autorités locales de la clique de Chiang Kai-chek le 29 août. » ²⁹

Quarante-quatre ans plus tard, Hoang van Hoan levait le voile sur le but du « voyage du président » :

« Jusqu'à présent, très peu de gens sont au courant [...]. Certains disent que le voyage du Président Ho à Chungking avait pour but une rencontre avec les communistes chinois et non avec Chiang Kai-chek [...]. Les gens plus ou moins informés évitaient d'en parler car ils pensaient que ce voyage était une déviation de droite, une compromission sans principe » ³⁰

Toujours est-il que, tentant de passer par-dessus la tête de Zhang Fakui pour solliciter l'appui direct de Chiang Kai-chek sous le nom neutre et inconnu de Ho chi Minh, il se retrouva dans les prisons de Zhang à Liuzhou ; il y était donc lorsque celui-ci, en octobre 1942, rassembla à nouveau les leaders annamites des organisations rivales Dong minh hoi, VNQDD, Phuc quoc, Viet minh, et de sept petits groupes, et leur imposa de s'unir sous la présidence de Nguyen hai Than — s'ils voulaient être aidés — en une Alliance des partis révolutionnaires du Viêt-nam, le Viet cach, abrégé de Viêt-nam cach menh dong minh hoi. Aucun délégué du Viet minh ne fut élu au Comité exécutif. Nguyen hai Than reçut CN \$ 100 000 par mois pour organiser l'espionnage et le sabotage des Japonais au Tonkin.

Les composantes du Viet cach cantonnées en Chine n'avaient guère de racine dans le pays. Seul le Viet minh y était présent par ses « nids du salut national » et ses guérilleros établis parmi les ethnies minoritaires frondeuses, Tho, Man, Meo, Tay, Nung, dans les massifs calcaires aux forêts profondes des provinces de Langson et de Caobang.

29. *Nhung su kien lich su Dang*, (Faits relatifs à l'histoire du parti) I, p. 555, Hanoi 1976.

30. Hoang van Hoan, *op.cit.*, p. 232-233.

Il faut se rappeler que, lorsque les Français avaient perdu Langson en septembre 1940 sous les coups de l'armée japonaise, les rebelles autochtones, par centaines, avaient attaqué les postes de la Garde indigène, saisi les armes des fuyards et étendu leur révolte. La reconquête de la région par les troupes françaises ne s'était terminée qu'en décembre : les nationalistes Phuc quoc y avaient perdu leur commandant Tran trung Lap et s'étaient débandés vers la Chine, tandis qu'un jeune Tho de 32 ans, Chu van Tan, qui avait allumé la révolte de Bacson (Caobang), y avait survécu ; il avait, depuis, rallié le Viet minh avec ses partisans qui formèrent le gros des unités de guérilla et des groupes d'auto-défense et furent encadrés par les militants Viet minh sortis des centres Guomindang d'instruction militaire du Guangxi.

Le Viet minh était donc seul à pouvoir fournir à Zhang Fakui des renseignements fiables. C'est à ce titre que le détenu Ho put communiquer avec ses camarades en activité, notamment avec la section Viet minh du Yunnan, et participer en mars 1944 à un nouveau congrès du Viet cach convoqué par Zhang Fakui à Liuzhou. Il y représenta le Viet minh avec Pham van Dong, de même que Nguyen tuong Tam, du Dai Viet, y fut admis comme délégué quoiqu'il fût sous les verrous.

L'« action autonome » (fractionnelle) du Viet minh y fut vigoureusement critiquée, mais l'union « pour la libération du Viêt-nam » subsista et un gouvernement républicain provisoire du Viêt-nam présidé par le vieux Phan boi Cong fut constitué sous les auspices de Zhang Fakui, avec Nguyen hai Than, Vu hong Khanh, Ho chi Minh, Bo xuan Luat et autres.

Illusion et compromis : l'entente franco-indochinoise

Ho chi Minh, qui avait prêté l'oreille à la déclaration d'Alger du 8 décembre 1945 envisageant le statut futur de l'Indochine, prépara des contacts avec les représentants de la « France libre ». Deux délégués du Viet minh se rendirent à Kunming le 29 avril 1944 pour y rencontrer le consul de France Royère et lui proposer une « entente franco-indochinoise » pour la démocratisation et l'indépendance de l'Indochine « dans un avenir aussi rapproché que possible », avec en contre-partie la collaboration Viet minh, y compris sur le plan militaire, dans la lutte prochaine de la « France libre » contre le Japon. Le VNQDD et le Dong minh hoi dénoncèrent comme une turpitude cette tentative de compromis secret avec l'impérialisme français. La manoeuvre ne fut d'ailleurs pas endossée par de Gaulle : le 16 juin, il ne promettait comme prix de la collaboration Viet minh que l'autonomie dans le cadre d'une « Fédération française unissant entre eux tous les pays français ».

Le 6 août, le Viet minh annonçait qu'il accéderait au pouvoir à la faveur du vide politique qui se produirait dans la phase finale de la guerre du Pacifique, c'est-à-dire la défaite des Japonais :

« L'Allemagne est presque battue, et sa défaite va provoquer celle du Japon qui ne pourra résister à l'offensive générale [...]. Alors les Chinois et les Américains pénétreront en Indochine [...] nous n'aurons pas besoin alors de nous emparer du pouvoir, puisqu'il n'y aura plus de pouvoir. Nous formerons un gouvernement qui régnera partout où nos ennemis, Français et Japonais, seront absents. »

Rendu à la liberté le 9 août 1944, Ho chi Minh sollicita de Zhang Fakui, en vue d'installer deux bases de guérilla le long de la frontière, un millier de fusils, 25 000 piastres indochinoises pour le ravitaillement des deux premiers mois et, pour lui, un laissez-passer permanent attestant son titre de délégué du Viet cach en mission au Viêt-nam et un revolver d'auto-défense ; il obtint le laissez-passer et 76 000 CN \$; le 20 septembre, accompagné de 18 cadres Viet minh, il quitta Liuzhou pour la frontière du Tonkin.

Dans sa « Lettre aux compatriotes » (octobre) il exprima sa confiance en « la Chine qui aidera concrètement de toutes ses forces notre mouvement de libération nationale » (Trung quoc se tich cuc giup do cuoc dan toc giai phong cua chung ta)³¹.

En novembre, ses guérilleros attaquèrent des postes de la Garde indigène dans la zone frontière pour s'emparer des armes. Les représailles ordonnées par le gouvernement Decoux s'abattirent sur les autochtones accusés de complicité : sous commandement français, des colonnes de la Garde indigène, des détachements de tirailleurs tonkinois ratissèrent la région, brûlèrent des villages, détruisirent les greniers, tirèrent sur les suspects. C'est sans doute ce moment d'extrême barbarie qui inspira la relation de J. M. Pedrazzani :

« En deux semaines, ses tribunaux d'exception (de Decoux) condamnèrent à mort plusieurs centaines de suspects »³².

Sainteny rappelle d'ailleurs les « représailles excessivement brutales effectuées par les troupes vichystes dans le Nord-Tonkin », lorsqu'il écrit, le 19 mai 1945, que le Viet minh était prêt à « collaborer avec les hommes du général de Gaulle »³³.

La répression ne réussit pas à éteindre le soulèvement, il s'étendit à tout le Haut-Tonkin. Le Résident supérieur et le commandement militaire se préparèrent à une nouvelle expédition répressive pour le 12 mars 1945. Elle n'eut pas lieu, l'appareil militaire et administratif français ayant été renversé par les Japonais trois jours auparavant. Tandis que les armées françaises des généraux Sabatier et Alessandri refluaient vers la Chine sous la poussée japonaise, le Viet minh réussit à mieux s'installer dans les trois territoires militaires Langson, Caobang et Hagiang et à organiser une « zone de sécurité » (khu an toan) dans le Tuyen quang.

31. *Nhung su kien ... op.cit.*, p. 586.

32. J.M. Pedrazzani, *La France en Indochine de Catroux à Sainteny*, p. 111, Paris 1972.

33. Ph.Devillers, *Paris-Saigon-Hanoi*, p. 59, Paris 1988.

En France, le Gouvernement Provisoire de la République Française, constitué le 10 septembre 1944, avait confirmé la déclaration de guerre de 1941 au Japon et décidé aussitôt de former un Corps expéditionnaire pour l'Extrême-Orient (entendez pour la reconquête de l'Indochine). Alors que les Japonais, le jour même de leur coup de force, le 9 mars 1945, s'étaient déclarés prêts à satisfaire « le désir ardent de l'indépendance si chère à tous les peuples d'Indochine », *L'Humanité* du 13 avait écrit :

« Il faut que la France accentue ses efforts pour envoyer en Extrême-Orient des forces qui collaborent avec les Alliés et les peuples d'Indochine à la libération de ce territoire (sic) [...] pour le bonheur des relations franco-indochinoises ».

Devant le défi japonais, le Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) avait promis dans sa déclaration du 24 un nouveau statut pour l'Indochine. Elle n'était plus terre d'Empire — le terme hérissait Roosevelt — mais membre d'une Union française au sein de laquelle une Fédération indochinoise serait présidée par un gouverneur général français qui choisirait ses ministres « aussi bien parmi les Indochinois que parmi les Français résidant en Indochine ». Le mot d'indépendance n'était pas prononcé.

Ho chi Minh à la recherche de l'aide de l'OSS et de l'entente avec la France.

Selon Hoang van Hoan, c'est fin 1944 (le 29 mars 1945 selon Devillers) qu'avec son laissez-passer permanent du Guomindang, Ho, qui résidait toujours en Chine, se rendit à son tour à Kunming ; il offrit la collaboration militaire du Viet minh au général Chennault, de l'OSS (Office of Strategic Services), commandant l'aviation américaine en Chine du Sud ; il lui fournirait tous renseignements utiles et promettait d'aménager dans le maquis Viet minh une aire d'atterrissage pour hélicoptères comme « relais de secours » ; ses guérilleros venaient de sauver un aviateur américain tombé dans la jungle. Chennault lui fit cadeau de « 6 pistolets, 20 000 cartouches, un lot de médicaments et quelque argent ; l'Onclé Ho refusa l'argent mais [...] il comptait sur une aide rapide et plus substantielle des Etats-Unis ».

Après cette démarche « diplomatique », pour donner l'impression que le Viet minh avait obtenu le soutien des Américains, Ho ne manqua pas en toute occasion d'exposer ostensiblement sa photo à côté de Chennault, dédicacée amicalement par le général de l'OSS ³⁴. Persuadé que la force attire les indécis, il avait déjà usé d'un subterfuge analogue pour faire croire à la prééminence Viet minh dans l'aide chinoise en exhibant dans des expositions itinérantes de la région de Caobang les banderoles calligraphiées des félicitations adressées par Zhang Fakui et Li Jishen à l'Alliance pour la libération constituée à Jingxi en avril 1941.

34. *L'Indochine française 1940-1945*, p. 207, Paris, 1982.

En mai 1945, Ho chi Minh rentra enfin au Tonkin et s'établit dans la « zone de sécurité » protégée par les guérilleros de Chu van Tan. Les Américains organisèrent aussitôt des liaisons avec un Viet minh qui s'était développé fortement, n'ayant plus à craindre les forces répressives de Decoux.

Ils le pourvurent d'armes modernes, Colt 45, mitraillettes Thompson, grenades et munitions, également de conseillers et d'instructeurs, de postes de radio. Ho donna bientôt son accord au parachutage à son Quartier général d'une équipe américaine ; conduite par le major Thomas, elle arriva le 16 juillet à Tan Trao et c'est par son intermédiaire que Sainteny reçut à Kunming la réponse de Ho chi Minh à la Déclaration d'Alger du 24 mars : il acceptait que les Français n'accordent l'indépendance au Viêt-nam que dans un délai de 5 à 10 ans, et qu'ils installent entre-temps un gouverneur général français pour la Fédération indochinoise.

Par ces compromis et manœuvres, le parti stalinien ne faisait que semer l'illusion d'une entente possible avec l'impérialisme français et les Alliés pour une réalisation graduelle de la « libération nationale ». Et laquelle ? Seraient-ils libérés, les coolies-esclaves des plantations de caoutchouc, les ouvriers des mines et entreprises, les serfs des rizières, alors que les staliniens déclaraient sans ambages le 11 novembre 1945 :

« Les communistes en tant que militants d'avant-garde de la race sont [...] disposés à placer les intérêts de la Patrie au-dessus des intérêts de classe » ³⁵.

Les trotskystes restaient convaincus qu'un parti communiste doit être l'avant-garde du prolétariat, que la libération du pays ne serait réalisée que par une insurrection armée victorieuse des ouvriers appuyés par les paysans pauvres, convaincus aussi qu'elle se mènerait de front contre les impérialistes et contre les compatriotes bourgeois et les propriétaires fonciers, auxiliaires du pouvoir colonial ; convaincus enfin que cette lutte devrait être soutenue par les ouvriers révolutionnaires de France et ne trouverait son accomplissement que dans le renversement mondial du système capitaliste et par une conscience réellement communiste. La libération nationale sans la prise en main des entreprises par les ouvriers, sans la maîtrise des paysans sur les terres, ne serait pour les exploités, immense majorité de la population, qu'un changement de maîtres ; le pouvoir de s'assujettir le travail d'autrui subsisterait.

L'histoire ne leur a donné que trop raison.

Le stalinien Tran van Giàu lui-même a écrit récemment :

« Pourquoi nous, les révolutionnaires, les résistants, avons-nous créé un Etat bureaucratique sans pareil ? La seule province de Thanh hoa compte plus de fonctionnaires que tout l'appareil colonial de l'ancienne Indochine. Comment le pays peut-il entretenir un tel Etat ? J'ai plus de 70 ans. Je n'ai jamais vu de ma vie les paysans aussi misérables

35. *La République*, Hanoi N° 7, 18 novembre 1945.

que maintenant : ils n'ont plus rien à manger dès la fin de la récolte. La raison en est qu'ils doivent entretenir un Etat aussi démesuré qu'inefficace. »³⁶

Le Monde diplomatique d'avril 1989 rapporte que « de juillet à décembre 1988, les manifestations se sont succédé à Ho chi Minh-ville. Les paysans et pêcheurs venus du Delta du Mékong et du littoral réclamaient, conformément à la nouvelle législation sur les petites exploitations privées, les terres et les bateaux confisqués abusivement par les cadres locaux lors des campagnes de collectivisation forcée. »

Après le coup de force du 9 mars 1945

Le pouvoir colonial français, établi depuis plus de 80 ans et qui avait résisté sans peine aux tentatives désespérées de générations de conspirateurs et aux soulèvements des paysans, s'écroula en une nuit et les Japonais remplacèrent les Français à la tête de l'appareil de domination tout en se présentant en libérateurs. Sous leur égide, Bao Dai proclama le 11 l'indépendance du Viêt-nam et sa « détermination de collaborer avec le Japon » ; il fut suivi le 13 par le roi du Cambodge, et le 8 avril par le roi du Laos.

La Cochinchine en revanche demeurait colonie et pourvue d'un gouverneur japonais, Minoda. Le 18 mars, à Saigon, un nouveau parti composé de bourgeois et de fonctionnaires, le Viêt-nam quoc gia doc lap dang (Parti national pour l'indépendance du Viêt-nam, PNI), le Phuc quoc et la secte Cao dai, dont les groupes para-militaires avaient participé au coup de force, saluèrent la libération en route dans le cadre de la Grande Asie Orientale, et appelèrent à l'unité derrière le « Grand Japon victorieux ». La secte Cao dai qui disposait de quelque 20 000 hommes enrégimentés (Noiung nghĩa binh) préparait le retour du prince Cuong De sur le trône du Viêt-nam. Le Maître de la secte Hoa hao déclara aussitôt :

« L'ennemi qui a massacré nos pères se trouve dans les fers »

Il adjura ses compatriotes de tourner tous leurs efforts vers l'indépendance du pays dans l'union nationale, afin d'« éviter les risques d'une guerre intestine » ; il adjura les tirailleurs qui avaient déserté, de même que les agents autochtones de la Sûreté, à déposer les armes aux postes militaires japonais, les voleurs et pirates à se repentir, et promit à tous le pardon des nouvelles autorités. En attendant l'avènement du Bouddha-Roi (Phat Vuong), la secte forma ses propres groupes de sécurité (bao an), assumant un certain pouvoir de fait dans la province de Chaudoc, assistant les plus pauvres au détriment des riches. Minoda veilla à les maintenir dans des limites qui n'affecteraient pas la moisson.

36. Tran van Giàu, *Tuoi tre*, Saigon, 27 octobre 1988.

Le 17 avril, Tran trong Kim, lettré frisant la soixantaine, ancien inspecteur des écoles primaires, que les Japonais avaient protégé de la répression française, forma à Hue un gouvernement impérial avec des hommes sans passé politique, médecins, avocats, professeurs, ingénieurs.

Son ministre de l'Economie, le docteur Ho ta Khanh, rapporte que c'est le stalinien Tran van Giau qui l'incita à accepter ce poste, mais l'histoire officielle (élaborée avec les soins du même Giau) prétend que :

« La bande des trotskystes [...], pour prendre le pouvoir [...] chargea Ho ta Khanh de coopérer avec le pouvoir fantôme pro-japonais [...] et Ta thu Thàu d'aller à Hue comme conseiller de Tran trong Kim dans l'espoir de lui succéder »³⁷.

Sans ressources ni force armée, dans une situation sociale tragique, ce gouvernement ne prit que de timides mesures (telles la liberté syndicale et de réunion), et périçlita dès sa naissance. Les forces Viet minh l'achevèrent dès le mois d'août.

Aussitôt après le 9 mars, les Japonais tentèrent de récupérer le mouvement Jeunesse et Sports de Decoux en le transformant en Jeunesse d'avant-garde. Le 15 avril, les jeunes qui hier encore criaient « Maréchal nous voilà ! » acclamèrent la victoire japonaise dans le vaste rassemblement de Cholom qui célébra la fête de la « Grande Asie Orientale ». Le 25 mai, Iida récemment nommé commissaire à la Jeunesse et aux sports par Minoda, réunit à Saigon les responsables de ce mouvement, (avocats, enseignants, ingénieurs, médecins) dont le docteur Pham ngoc Thach, pour les convier à transformer cette création des « colonialistes français » faite « pour distraire les jeunes de leur devoir patriotique » en une entreprise nouvelle où chacun deviendrait « un militant prêt à construire l'indépendance complète de la nation Viet dans le cadre de la Grande Asie orientale ».

La JAG ou Thanh niem tien phong ainsi créée, ses leaders mis sur le chemin du pouvoir, paraphrasant le discours d'Iida, appellent la jeunesse — mais sans mentionner

la Grande Asie orientale — à y adhérer sans distinction de classe sociale ; la non adhésion « équivaldrait à ne pas aimer la patrie »³⁸.

L'affiliation se fait sous forme d'un serment d'obéissance aux supérieurs ; un uniforme, un salut, un drapeau et un hymne sont adoptés et le mouvement est structuré : « Chaque usine, chaque bureau, chaque atelier, chaque école, chaque service public a bientôt sa section ». Il s'agit d'une mobilisation générale de tout ce qui est valide à partir de 13 ans, des centres urbains jusqu'au plus profond de la campagne, pour les tâches de maintien de l'ordre (on s'arme surtout de bambous effilés), de défense civile (déblaiements après bombardements, ramassage des cadavres, secours aux blessés), d'aide aux affamés du Nord, d'alphabétisation, d'hygiène.

37. *Cach mang thang tam* (La Révolution d'août), II, p. 221, Hanoi, 1960.

38. Nguyễn ky Nam, *Hoi ky* (Mémoires), Saigon, 1964., p. 64

Le premier « rassemblement du serment », grand spectacle donné par quelque 3000 personnes, se tient à Saigon le 1er juillet devant Minoda et Iida, sous le drapeau de la Cour de Hue ; une délégation de 38 étudiants chargés de la formation des nouveaux venus est reçue le 3 par Bao Dai qui octroie au docteur Thach le titre de Xu truong thanh nien (Doyen de la Jeunesse) et Représentant à Saigon de son ministre de la Jeunesse. Le 27, la doctoresse Mme Ho vinh Ky crée la section des Femmes d'avant-garde (Phu nu tien phong) pour l'éducation des paysannes.

Progressivement la JAG qui dans l'esprit des Japonais devait servir éventuellement de force supplétive, constitue un pouvoir virtuel ; en août, le docteur Thach l'amène au Viet minh, ce qui permet aux staliniens d'évincer facilement les groupes nationalistes moins nombreux et moins organisés et de prendre le pouvoir.

Les trotskystes survivants se regroupent dans la clandestinité

En Cochinchine, le groupe *Tranh dau* (La Lutte) avait eu une réelle importance. A l'expiration de leur peine, les trotskystes, comme tous les autres politiques survivants sortis du bagne de Poulo Condore (Tran van Si y avait laissé ses os), furent assignés à résidence aux quatre coins du pays et soumis à la surveillance de la police : Tran van Thach et Ho huu Tuong à Cantho, Phan van Hùm à Tan uyen, Ta thu Thàu à Longxuyen. Ho huu Tuong fit défection, déclarant qu'il n'était plus ni trotskyste ni marxiste après quatre ans de méditation au bagne.

Le lendemain du coup de force, le pays vécut sous la loi martiale japonaise. Ta thu Thàu, se soustrayant à la vigilance de la Kempeitai, quitta Longxuyen pour Saigon où le rejoignirent bientôt les anciens de *La Lutte*, Tran van Thach, Phan van Hùm, Nguyen van So, Le van Thu, Phan van Chanh ; dans un monde en flammes gros de bouleversements, le moment leur semble venu, malgré leur petit nombre de se réorganiser en Parti ouvrier révolutionnaire (Dang tho thuyen cach mang) prêt à l'action avec les groupes frères d'Annam et du Tonkin ; d'où, en mai, le départ clandestin de Ta thu Thàu vers le Nord, et, sur place, la reprise immédiate des contacts ouvriers.

L'influence du *Tranh dau* en Cochinchine était loin d'être morte : il fallait regrouper, réveiller l'esprit de ses Comités d'action mis en sommeil par la répression. Parmi ceux qui s'y vouèrent dans la région de Saigon-Cholon, Le van Vung et Nguyen thi Loi, ancien animateur du syndicat illégal des instituteurs. Hinh thai Thong, sous le couvert de sa robe d'avocat, reprit contact dans l'Ouest (Mytho, Bentre, Cantho, Travinh) avec les anciens lecteurs du *Tranh dau* proches du monde paysan. Lorsque ce journal reparaitra en août et septembre, il ira jusqu'à tirer à 15 et 20 000, tant son contenu correspondait à l'espoir et aux possibilités latentes d'action.

De son côté, Lu sanh Hanh regroupa dans l'ombre les anciens du Thang muoi et du Tia sang et reconstitua la Ligue qui, dès le 24 mars, diffusa ce manifeste :

« La défaite future de l'impérialisme japonais lancera le peuple indochinois dans la voie de la libération nationale. Les bourgeois et les féodaux qui servent lâchement aujourd'hui l'Etat-major nippon serviront de même les Etats impérialistes alliés.

Les petits-bourgeois nationalistes, par leur politique aventuriste, seront eux aussi incapables de mener le peuple vers la victoire révolutionnaire. Seule, la classe ouvrière qui lutte indépendamment sous le drapeau de la IV^e Internationale pourra accomplir les tâches d'avant-garde de la révolution.

Les staliniens de la III^e Internationale ont déjà abandonné la classe ouvrière pour se rallier misérablement aux impérialismes « démocratiques ». Ils ont trahi les paysans et ne parlent plus de la question agraire. S'ils marchent aujourd'hui avec les capitalistes étrangers, ils aideront encore les classes d'exploiteurs nationaux à écraser le peuple révolutionnaire dans les heures qui viennent.

Ouvriers et paysans ! Groupez-vous sous le drapeau du parti de la IV^e Internationale !

On voit dès lors combien la Ligue est loin d'envisager une action commune quelconque avec les staliniens quand les troupes françaises arriveront.

Des camarades du Tonkin vinrent grossir les rangs de la Ligue à Saigon et rapportèrent qu'après le 9 mars, leur appel aux ouvriers et paysans de la région de Tu ky à lutter contre les impérialismes était entendu.

Comme les trotskystes du *Tranh dau*, ceux de la Ligue portaient leurs efforts vers le milieu ouvrier, notamment aux Ateliers des Tramways de Govap où quelque 400 ouvriers et employés constituèrent un Comité d'entreprise et réussirent à imposer à la direction militaire japonaise non seulement des augmentations de salaires, mais la reconnaissance de leurs 11 délégués élus.

Au Tonkin en 1943, la feuille clandestine *Ngoi sao Do* (L'Etoile rouge) dénonce la dissolution du Comintern (15 mai 1943), comme une complaisance de Staline à l'égard de ses alliés. En 1945, dans la province de Haiduong, Nguyen te My et d'autres militants internationalistes Tiep, Luong, Vinh, Sam, organisent avec leurs camarades Chanh Dao de Binh giang, Doan de Haiduong, Diem de Thanh hoa, Sinh de Camgiang, le Vo san thuong truc cach mang dang (Parti de la révolution permanente prolétarienne) qui sort le journal *Viet dan tuyen* (Front du peuple Viet) ; un de ses tracts appelle les ouvriers et les paysans à préparer la lutte contre l'impérialisme japonais et condamne en même temps les approches du Viet minh en direction des alliés impérialistes de Moscou. Dans la région de Dan phuong, d'autres camarades se sont regroupés dans le Dang tho thuyen xa hoi (Parti ouvrier socialiste) et font circuler clandestinement le *Chien dau*, Combat, avec le typographe Luong duc Thiep, sous le signe de la IV^e Internationale, le globe traversé par l'éclair de la révolution mondiale en forme de 4. Dans les mines de Hongay-Campha et jusqu'à Tien yen, Mongkay, les étudiants Nguyen ton Hoang, Phan thanh Hoa, Tuan, affrontent la pro-

pagande patriotarde du Viet minh en incitant les mineurs à prendre en mains leur propre sort.

Le Viet minh n'attend pas d'être au pouvoir pour assassiner ceux qu'il appelle les « réactionnaires trotskystes ». Témoin ce récit officiel où cynisme et triomphalisme se donnent la main :

« Un soir, à la fin de juin 1945, le nommé Nguyen huu Dung dit Ba De prit le bac, les rizières étant inondées, pour se rendre de Ninh giang à son village natal Uc tai (Tu ky) pour l'anniversaire de son père. Un camarade des Jeunesses prit spontanément un sampan pour le pousser. Ils abordèrent tous deux à l'embarcadère Uc tai. Ba De mit pied à terre le premier, notre camarade le suivit et arrivé à un endroit isolé, soudain, à coups de revolver, il mit fin à la vie de ce réactionnaire. »³⁹

Ba De était un jeune trotskyste qui se dépensait sans compter dans les régions de Ninhgiang, Tu ky, Thanh ha, Haiduong.

En Annam les trotskystes survivants des districts de Moduc et Ducpho dans le Quang ngai tentent également de se regrouper après mars 1945 ; la plupart sont massacrés dès septembre en même temps que Ta thu Thàu.

Ce qu'on appelle la révolution d'août 1945

Ho chi Minh prend le pouvoir à Hanoi

Le 15 août, 230 000 Japonais atomisés à Hiroshima et Nagasaki, Hirohito ordonne à ses sujets de cesser le combat. Ta thu Thàu quitte Hanoi pour Saigon où l'attendent ses camarades de *La Lutte* et où sa vie militante lui a donné une grande popularité. Le Viet minh l'arrête à Quang ngai et l'assassine.

Par décision de Truman, Churchill et Staline à Potsdam en juillet, l'Indochine doit être occupée au Nord par les Chinois, au Sud par les Anglais, pour recevoir la reddition des vaincus. Les troupes chinoises n'arriveront que le 10 septembre ; en attendant, le vide de pouvoir réel et une certaine indifférence japonaise permettent aux guérilleros de Ho chi Minh d'entrer à Hanoi le 18 août. Le 27, Vo nguyen Giap entre en pourparlers avec Sainteny, représentant du GPRF, arrivé le 22 avec une mission OSS.

Devant le danger imminent du retour des Français, les trotskystes appellent la population à manifester et à réclamer l'armement du peuple, tandis que, dans le secret, s'organise l'ouverture de Ho chi Minh à la nouvelle France impérialiste. C'est là que se place l'assassinat par tortures dans la prison Viet minh de Backan de l'instituteur trotskyste Tran tien Chinh.

39. *Cach mang thang tam*, p. 243

Poussée révolutionnaire

Au même moment, encore hors de l'emprise Viet minh, les quelque 30 000 mineurs de Hongay-Campha (Charbonnages du Tonkin où se trouve la concentration la plus nombreuse et la plus exploitée du prolétariat tonkinois) élisent des Conseils pour gérer la production minière. Ils prennent le contrôle des services publics du district, chemins de fer, télégraphe et appliquent le principe du salaire égal pour tous à tous les échelons du travail manuel et intellectuel. L'ordre nouveau règne sans policiers pendant l'existence de cette Commune ouvrière, de fin août à novembre 1945, les troupes japonaises en reddition semblent indifférentes à la situation. L'ancienne direction écartée, les mineurs maintiennent l'activité économique de la région, mènent la lutte contre l'analphabétisme et essaient d'élaborer une certaine sécurité sociale.

Le mouvement reste isolé et les guérilleros de Ho chi Minh viennent encercler le district ; Nguyen Binh, qui les commande, fait valoir la nécessité de l'union et promet de garder un certain statu quo. Il n'en sera rien ; il fait arrêter dès qu'il le peut les élus ouvriers S., Lan, Hiên, Lê, remplace les Conseils par une nouvelle hiérarchie et bientôt règne sur le district, après trois mois d'efforts et de créativité, le gouvernement militaro-policié de la « République démocratique »⁴⁰

Le mouvement n'est pas moins puissant dans les campagnes.

« Dans de nombreux centres de provinces et villages notamment dans le Nord-Annam (Nghe an, Thanhhoa) et au Tonkin (Bacninh, Thaibinh) les Comités du Peuple [...] ordonnèrent [...] le partage des terres, la confiscation des biens de riches. »⁴¹

Ho chi Minh réagit, mate les paysans qui, sous la pression d'une famine non encore maîtrisée, et se rappelant le mot d'ordre du PCI en 1930 « la terre à ceux qui la travaillent », refusent l'union nationale avec les propriétaires fonciers et poussent leurs Comités du Peuple à déclencher une révolution agraire qui, capable de les galvaniser pourrait accroître la production et garantir qu'elle ne soit pas détournée vers la spéculation.

Une circulaire de novembre aux Comités provinciaux rappelle que « les rizières, les terrains de cultures ne seront pas partagés » et l'ordonnance N° 63 sur l'« organisation des pouvoirs populaires » proclame le rétablissement d'une hiérarchie pyramidale semblable à celles du Thanh nien d'autrefois, du PCI et du Viet minh : le CE de chaque pays sera responsable de l'exécution des ordres du gouvernement et chaque organe de la pyramide contrôlera les organes immédiatement inférieurs.

40. N. Van, « Un procès de Moscou dans le maquis de Ho chi Minh », BDIC Arch. SU, F° 445.

41. Ph.Devillers, *op.cit.*, pp. 181 sq.

En Annam, le gouvernement de Tran trong Kim, qui n'a pu résoudre le problème de la famine et de la misère, est supplanté en fait par la guérilla du Viet minh et se démet officiellement en sa faveur le 23 août ; Bao Dai abdique le 25 et Ho chi Minh le nomme « Conseiller suprême du gouvernement provisoire de la République démocratique ».

En Cochinchine, il n'était apparu ni Viet minh, ni guérilla. Dès le 16, les Japonais commencent à se décharger de l'administration directe du pays : Minoda nomme Tran van An (Phuc quoc) « président du Conseil de Cochinchine », Kha van Can (JAG) « préfet de Saigon-Cholon » et le 19 août il passe le pouvoir à Ho van Nga, nommé Délégué impérial provisoire par le gouvernement Tran trong Kim, le Nam ky ayant été restitué in extremis par les Japonais à l'Empire du Viêt-nam. Le délégué impérial se félicitant de l'unification de l'Empire, fait libérer tous les prisonniers politiques et abolit l'impôt personnel. Le 23 août, à l'exemple de Tran trong Kim et le même jour, Ho van Nga s'efface devant le parti stalinien.

De la manifestation du 21 août à celle du 25

Sept partis et groupes nationalistes, PNI, JAG, Fédération des fonctionnaires, Groupe des Intellectuels, Groupe des anachorètes bouddhistes (Tinh do cu si), Hoa hao et Cao dai s'assemblent le 14 août pour former un front national uni pour « l'indépendance du Viêt-nam, contre l'impérialisme français et toute agression étrangère » (mat tran quoc gia thong nhut, FNU), qui publie un Manifeste dans le *Hung Viet* du 17. Le groupe *La Lutte*, qui n'appartient pas au Front quoi qu'en aient dit les staliniens, participe le 21 août, de même que la Ligue, à sa manifestation contre le retour des Français. Pour la première fois, de véritables masses humaines emplissent dès le matin le boulevard Norodom, du jardin botanique au palais du gouverneur, puis défilent en ordre à travers les artères centrales jusqu'au quartier populaire de Cau Ong Lanh. PNI, Cao dai et JAG marchent sous le drapeau de la Cour de Hue, Hoa hao sous la bannière pourpre foncé, trotskystes sous le drapeau de la IVe Internationale.

La Lutte et la Ligue ne se sont pas mélangées, chacune a ses mots d'ordre inscrits sur panneaux et banderoles.

Pour La Lutte, « Comités d'action en ville comme à la campagne ! Armement du peuple ! Assemblée nationale élue au suffrage universel ! Organisation de syndicats dans les entreprises, les services publics, les domaines agricoles ! Pour un gouvernement ouvrier et paysan ! »

Pour la Ligue, « A bas l'impérialisme ! Vive la révolution mondiale ! Vive le Front ouvrier et paysan ! Comités du peuple partout ! Vers l'Assemblée du peuple ! Armement du peuple ! Terre aux paysans ! Nationalisation des usines sous le contrôle ouvrier ! Vers le gouvernement ouvrier et paysan ! »

Déjà l'avant-veille, les ouvriers du quartier de Banco (Saigon) avaient constitué spontanément le premier Comité du peuple de la région Sud, et la veille, ceux du quartier Phu nhuan avaient élu le leur et s'étaient auto-proclamé

« seul pouvoir légal du quartier » ; en même temps, les comités de la JAG, devant leur drapeau jaune à étoile rouge, se déclaraient prêts à mourir pour la liberté. Ainsi poussaient un peu partout des embryons de pouvoir de tendances non encore différenciées ; le dynamisme populaire paraissait irrésistible. Les Comités du peuple se multipliant, un Comité central provisoire d'une quinzaine de membres de la Ligue s'établit à Tandinh, 9 rue Duclos, gardé par des ouvriers armés ; il eut son imprimerie, sa presse, et ses noyaux militaires. La débâcle japonaise ouvrait des possibilités d'« armement du peuple » (dons de déserteurs, matériel et armes au marché noir...).

De son côté, le groupe *La Lutte* rassemblait quelque 18 000 militants et sympathisants et le *Tranh dau* reparaisait en quotidien, tirant à plus de 15 000 exemplaires. Multipliant ses contacts ouvriers dans la région de Saigon-Cholon et dans les centres provinciaux, il organisa ses groupes armés ; la secte Cao dai lui offrit de se mettre à sa disposition avec 900 fusils et 4 canons de 45 mm reçus des Japonais, et les Hoa hao réorganisés en Dang Dan xa (Parti démocrate socialiste) recherchèrent également son alliance pour une lutte armée commune contre la réinstallation des anciens maîtres ; il n'accepta ni l'un ni l'autre de ces concours.

C'est à ce moment que les représentants du Viet minh en Cochinchine (Comité de pays du PCI) entrent en scène. Le soir même du 21, circulent à Saigon des voitures munies de haut-parleurs qui hurlent « Tous derrière le Viet minh ! Ung ho Viet minh ! » Un Viet minh quasi-inconnu sort de l'ombre et se présente dans un tract :

« Le Viet minh a été étroitement aux côtés des Alliés pour combattre les Français et les Japonais. Nous sommes les amis de la Russie, la Chine est avec nous comme dents et lèvres, l'Amérique rêve de commerce non de conquête ; en Angleterre, le ministère Attlee est au pouvoir et penche vers la gauche. Il nous sera facile de négocier »⁴²

Bientôt il appelle à une manifestation pour le 28.

Le 22, le FNU réunit en séance plénière les représentants de ses sept composantes mais le docteur Pham ngoc Thach, leader de la JAG, fait défection : quelques heures plus tard, banderoles, affiches et tracts annoncent qu'à dater du soir du 22 août, le JAG fait partie du Front Viet minh.

Le 23, le FNU, amputé de sa force la plus disciplinée et la plus présente dans la population, accepte des pourparlers avec le Viet minh au 14 boulevard Charner ; le *Hung Viet* du 24 publie le communiqué de défaite qui suit :

« Après les pourparlers entre le FNU et les représentants du Front Viet minh, il y a eu accord de coopération pour les trois objectifs suivants :

- Indépendance totale du Viêt-nam
- Formation d'une République démocratique
- Pouvoir (actuel) au Viet minh.

⁴². Nguyễn ky Nam, *op.cit.*, p. 51.

Le FNU adhère en bloc au Viet minh et participera à la manifestation du samedi 25. » (le Viet minh ainsi renforcé a avancé sa manifestation de trois jours).

Le pouvoir Viet minh pourra s'installer sans coup férir grâce à l'apport décisif des forces de la JAG (en août, d'après le Dr Thach, 200 000 affiliés dans la région Saigon-Cholon dont 120 000 dans les entreprises), puissamment encadrées et obéissantes, comme le montre ce communiqué du 14 août de la Fédération des fonctionnaires :

« La Fédération a organisé conjointement avec la JAG des sections d'auto-défense dans chaque bureau [...]. Tous les fonctionnaires s'engagent à obéir aux décisions du Conseil d'administration. »

Une résolution des postiers organisés dans la JAG précise : « Le personnel a voté sa propre mobilisation contre le retour des colonialistes français ; les ordres donnés par les chefs — même éventuellement celui de grève générale — doivent être suivis par tous sans hésitation ; ceux qui les enfreignent seront punis sévèrement par les groupes d'auto-défense ; le pouvoir dictatorial des chefs prendra fin lorsque les Viets auront vaincu. »⁴³

Une semaine après ce communiqué, la JAG, sous l'égide du Dr Thach, passait au Viet minh et on vit dans la soirée du 24 août ses sections d'auto-défense, armées seulement pour la plupart de poignards et de piques de bambou, prendre le pouvoir de l'intérieur même de leurs propres services publics et monter la garde devant la Poste centrale, le Trésor, le palais du gouverneur de Cochinchine, les postes de police, la Sûreté, la caserne des pompiers, la centrale électrique de Choquan, l'usine des eaux, tout en se gardant de « prendre d'assaut » le palais du Gouverneur général, la Banque de l'Indochine, la Pyrotechnie, le port, l'aérodrome, tenus par les Japonais. Le Viet minh avait déjà tâté le terrain à Tan an dans la nuit du 22 en se faisant remettre le pouvoir local par l'administrateur annamite nommé par Minoda après le 9 mars ; les troupes japonaises étaient restées passives.

Le pouvoir de fait des staliniens

Lorsque commencent à affluer les paysans des environs pour la manifestation du lendemain, on a déjà bien avancé la grande mise en scène, oeuvre de l'architecte Huynh tan Phat, neveu de Huynh van Phuong : une colonne qui paraît immense est dressée devant l'Hôtel de ville de Saigon, à l'angle bien éclairé des boulevards Charner et Bonard ; en gros caractères s'y alignent les noms des membres du Comité exécutif provisoire du Nam Bo (CEPN, Uy ban hanh chanh lam thoi Nam bo, 7 staliniens sur 9).

Présidence et affaires militaires : Tran van Giàu

Affaires étrangères : Pham ngoc Thach

43. *Hung Việt*, 18 août 1945.

Intérieur : Nguyen van Tao
 Travail : Hoang don Van
 Inspection politique de l'Ouest : Nguyen van Tay
 Sécurité d'Etat (Quoc gia tu ve cuoc) : Duong bach Mai
 Economie : Ngo tan Nhon
 Propagande et Jeunesse : Huynh van Tieng
 Finances : Nguyen phi Oanh.

Tout Saigon est là et s'étonne : aucun des nationalistes du FNU, qui vient de se rendre au Viet minh, n'y figure.

Ainsi en une semaine, entre le 18 et le 25 août, Ho chi Minh et ses partisans se sont rendus maîtres des trois Ky ; la capitulation japonaise a précipité leur ascension en semant le désarroi chez les nationalistes qui ont misé sur la victoire du Japon. Bourgeois et propriétaires fonciers sont rassurés : le régime de la propriété est maintenu, les ouvriers et les paysans qui voudraient briser leurs chaînes sont prévenus qu'ils seraient écrasés par le nouveau pouvoir.

Tran van Giàu

Il faut dire ici qui était Tran van Giàu, le chef du nouveau gouvernement. Cochinchinois, né en 1911 à Tan an, ancien élève de Ta thu Thàu, il est au Lycée de Toulouse en 1928-1929 puis s'inscrit à l'Université. Expulsé de France après Yen bay, il est ensuite à Moscou à l'Ecole Staline, en sort en 1932 avec une thèse sur *La question agraire et paysanne en Indochine* (en français), fait un stage dans l'Armée Rouge (ce qu'il a confié en 1936 à l'auteur détenu avec lui à la Maison centrale de Saigon) et revient au pays avec mission de reconstruire le PCI. Le 19 avril 1935, après le congrès de Macao, il est arrêté à Saigon et ses déclarations au juge d'instruction Tran van Ty permettent d'arrêter 167 militants et sympathisants, dont 113 sont relaxés (Note de Police mensuelle sur la répression du 2^{ème} trimestre 1935). Condamné le 24 juin 1935 à 5 ans de prison, il est à Poulo Condore le 29 juillet ; Ho huu Tuong raconte dans sa revue *Hoa Dong* que ses camarades du bagné lui ayant reproché d'avoir trop parlé il s'est justifié en ces termes : « Si la Sûreté m'avait torturé à mort, le parti aurait perdu un leader ; mes déclarations m'ont évité d'être torturé ; quelques années de prison distribuées aux camarades ont été le prix de ma vie. »⁴⁴. Ramené à Saigon sous le Front populaire en juin 1936, il purge le reste de sa peine en prison et est interné au camp de Talai en 1940. Il dit s'être évadé en 1941. Il refait surface en 1944 lorsque le commissaire de la Sûreté Duchêne prend contact avec lui.

44. Cité dans Ba Phuong Lan, *Nha cach mang Ta Tu Thau 1906-1945* (Le révolutionnaire TtT), pp. 251-252, Saigon, 1974.

« Selon les témoignages du policier, relate Paul Isoart, (Tran van Giàu) acceptait de diffuser des journaux et des brochures dans lesquels il exposerait les raisons pour lesquelles les Indochinois devaient désormais faire confiance à la France démocratique ; il constituerait également des groupes de partisans qui devaient être utilisés pour des missions annexes de résistance (SR, approvisionnement, sabotage, aide aux parachutistes, neutralisation de groupes pro-japonais) »⁴⁵

Giàu n'a jamais rendu publiques ses relations secrètes avec Duchêne et le rôle qui lui fut assigné, pas plus que l'aide qui lui fut fournie (quelques revolvers et un duplicateur). Au début de 1945, il reconstitue le Comité de pays, noyauté la JAG et rallie le Dr Thach qui deviendra son instrument pour la prise du pouvoir.

Au début de septembre, il est écarté de la présidence du gouvernement *de facto* et réprimandé par Hanoi pour ne pas avoir « suivi la ligne », pour avoir « commis l'erreur d'utiliser les Japonais », pour avoir utilisé la JAG pro-japonaise, et pour n'avoir pas donné à son gouvernement une apparence d'union nationale. Les émissaires du Nord lui demanderont de dissoudre la JAG au profit de la Jeunesse de Salut national.

Giàu et son acolyte Duong bach Mai ont embauché comme agents de la Sûreté et gardes du corps les pirates de Binhxuyen, Le van Vien, dit Bay Vien, et sa bande qui leur avaient offert un stock d'armes volées aux Japonais. Est-ce admissible ?

« Quand les ouvriers français, à chaque révolution, écrivaient sur les maisons : « Mort aux voleurs ! » et, de fait, en fusillaient beaucoup, ce n'était pas enthousiasme pour la propriété, mais exacte constatation qu'il faut avant tout se débarrasser de cette bande-là. Tout dirigeant de travailleurs qui emploie ces canailles comme gardes du corps ou s'appuie sur elles se montre par cela traître au mouvement. » (*Friedrich Engels, La guerre des paysans en Allemagne*)

La manifestation-plébiscite du 25 août 1945

En organisant la manifestation du 25, le parti stalinien avait en vue la démonstration d'un consensus général au pouvoir Viet minh, donc de sa légitimité. Il n'ignorait pas que les rassemblements spectaculaires des foules les galvanisent et les mettent en condition. Giàu centrerait sa harangue sur l'aspiration générale, profonde et simple du moment : l'indépendance du pays.

Aux premières heures du matin, tout le Saigon autochtone, des paillotes des quartiers périphériques au centre francisé, commence à affluer boulevard Norodom où, derrière la cathédrale, une estrade a été montée, nouvelle mise en scène ; c'est de là que Giàu, pistolet à la ceinture, s'adressera à la foule ; le petit peuple de la banlieue proche, Giadinh, Govap, Thi nghe, Khanh hoi, converge vers le centre déjà dense de paysans arrivés la nuit des aggloméra-

45. Paul Isoart, *op. cit.*, p. 39.

tions frondeuses de Ba Diem, Hoc mon, Duc hoa, Chodem, mobilisés par les militants staliniens revenus des bagnes et des camps. Du jamais vu, une fourmière humaine sous une mer de drapeaux Viet minh à fond rouge frappés de l'étoile jaune. Aucune police n'intervient, la chape de plomb a sauté. Si chacun est dans la rue avec un espoir différent, tous veulent vivre la fin du régime colonial et sont prêts à se jeter dans un combat aux lendemains incertains.

Du haut de l'estrade, Giàu déverse sur la foule un discours qui est presque un écho de celui de Ho van Nga le 19 : appel à l'union de tous pour la patrie, pour l'amélioration de l'existence, pour l'indépendance et la démocratie, mais au sein d'une république, alors que Ho van Nga l'envisageait au sein de l'Empire. Aujourd'hui, ajoute Giàu, « le peuple nous a plébiscités ; il doit par conséquent nous aider contre les agitateurs provocateurs. » Qui vise-t-il sinon les trotskystes ?

A midi, du balcon de l'Hôtel de ville, le Dr Thach fait connaître la liste des membres du gouvernement de facto. Tonnerre continu d'applaudissements.

La Ligue avec ses mots d'ordre radicaux, « Terre aux paysans ! Usines aux ouvriers ! » déclenche l'enthousiasme parmi le petit peuple, et tandis que les staliniens clament « Tout le pouvoir au Viet minh ! », les ligueurs ripostent « Tout le pouvoir aux Comités du peuple ! » et défilent au chant de *l'Internationale* en dissonance avec la *Marche* de la JAG (Len dang) qui se grise de l'« héroïsme millénaire des Viets. »

Le groupe *La Lutte* est plus retenu. Nous n'avons pas retrouvé les numéros du *Tranh dau* d'août-septembre 1945 et nous continuons à les chercher, mais nous pouvons dire déjà que ce groupe ne veut pas s'exclure d'un front unique de combat anti-impérialiste et qu'il tente d'être accepté par le PCI très enraciné dans la paysannerie, pour une action militaire commune tout en gardant son indépendance politique et en défendant dans sa presse sa perspective de « révolution permanente ». L'absence, pendant les longues années de guerre, de toute révolution prolétarienne dans le monde, le pousse à borner ses mots d'ordre immédiats à l'indépendance et à la réforme agraire et il prend ses distances à l'égard de la Ligue en déclarant qu'il n'a aucun rapport avec cette dernière. Le rapport d'un jeune Luteur de 17 ans, Phuoc, précise que le CC de La Lutte avait obtenu l'accord des staliniens pour mettre sur pied une milice ouvrière d'auto-défense dont le commandement serait sous le contrôle du gouvernement, lequel en contrepartie lui fournirait armes et munitions :

« Nos camarades ont oublié toute méfiance à l'égard des staliniens. C'est pourquoi ils ralentirent leur travail de formation de soviets dans la ville, de transformation des usines en bastions, de préparation pour une guerre civile. »⁴⁶

Presque spontanément, des Comités du Peuple s'étaient organisés nombreux dans la région Saigon-Cholon. A l'appel de la Ligue, ils élurent leurs

46. « Mes premiers pas vers la Révolution permanente », BDIC, Arch. SU, F° 445.

délégués pour un essai de déclaration commune ; elle fut diffusée le 26 août. Ils affirmaient vouloir conserver leur indépendance à l'égard des partis politiques ; la nécessité d'un front uni contre l'impérialisme ne devait pas entraver la liberté d'action des masses populaires, et ils condamnaient tout essai d'attenter à l'autonomie des décisions ouvrières et paysannes, ressort du changement social.

Les paysans de l'Ouest et le pouvoir Viet minh

La défaite du Japon a laissé désarmés les nationalistes qui avaient misé sur sa victoire. En province comme à Saigon, ceux à qui il avait octroyé une parcelle de pouvoir jouent le même scénario. Ils s'inclinent devant un Viet minh qui proclame être du bon côté pour obtenir l'indépendance, le côté russo-sino-anglo-américain ; ils remettent archives et registres, sceaux et caisses aux Comités Viet minh qui prennent appui sur la JAG et sur des démonstrations massives de paysans ; ils ordonnent à leurs miliciens et à leurs agents de la Sûreté de déposer les armes. Du 25 au 28 août, les Comités Viet minh réorganisent l'appareil de répression sous une étiquette nouvelle, Quoc gia tu ve cuoc (Sécurité d'Etat).

A la satisfaction des paysans, ils font fusiller un certain nombre de notables cruels, de policiers tortionnaires, d'accapareurs. Ils ordonnent aux propriétaires fonciers de baisser les taux de fermage. Mais le régime de propriété doit être respecté.

Dans plusieurs provinces, notamment Mytho, Travinh, Sadec, Long xuyen, Chaudoc, parfois avant la prise du pouvoir par le Viet minh, les paysans sans terre, se rappelant les mots d'ordre PCI de 1930/31, ont cru à la fin de leur servage ; ils se sont attaqués aux propriétaires particulièrement abusifs et à leurs biens. L'histoire officielle relate :

« A Travinh, les paysans ont commencé à distribuer les terres, le bétail, les instruments agricoles. Pour se réconcilier avec les propriétaires fonciers, le Viet minh a arrêté cette opération et forcé les paysans à restituer ce qu'ils s'étaient approprié. Ce qui rend le Viet minh impopulaire parmi les paysans pauvres. » 47

Dans la province de Mytho, les paysans eurent recours au géomètre Thu, partisan de *La Lutte*, pour qu'il les aide à partager raisonnablement les terres saisies ; Thu fut arrêté par le Viet minh et l'auteur le rencontra en octobre dans l'église-prison de Song xoai (Tan an).

Les trotskystes porte-parole des paysans sans terre, des journalistes, des domestiques, des coolies sont nettement visés par le commissaire à l'Intérieur Nguyen van Tao lorsqu'il s'écrie :

47. *Cach mang thang tam*, II, p. 355.

« Seront impitoyablement punis ceux qui auront poussé les paysans à s'emparer des propriétés foncières. La révolution communiste qui résoudra le problème agraire n'a pas encore eu lieu. Notre gouvernement est un gouvernement démocratique et bourgeois bien que les communistes soient au pouvoir. » 48

Tao oubliait-il que le partage des terres et rizières aux paysans démunis était, selon la théorie du PCI dès 1930, une tâche de la révolution bourgeoise-démocratique, à accomplir avant de passer à la révolution socialiste ? Il est revenu au temps du Thanh nien, d'abord « révolution nationale » (propriétaires fonciers inclus).

Le 23 octobre 1945 le *Co giai phong* de Hanoi appelle directement au meurtre par son article « Il faut abattre immédiatement les bandes trotskystes » (Phai triet ngay bon to rot kit):

« Au Nam bo, ils (les trotskystes) réclament l'armement du peuple, ce qui épouvante (sic) la mission anglaise, et l'accomplissement intégral des tâches de la révolution bourgeoise-démocratique (essentiellement la révolution agraire, partage des rizières et terres aux paysans) dans le but de diviser le Front national et de provoquer l'opposition des propriétaires fonciers à la révolution ».

En cette fin d'octobre, les leaders du groupe *La Lutte* sont fusillés à Ben-sur par les sicaires de Duong bach Mai.

Revenons à Saigon où Cédile, le représentant de la « France nouvelle », parachuté par la RAF, se trouve depuis le 24. Dans une entrevue discrète qu'il accorde le 27 à Giàu, Tao et Thach, il leur offre comme base de discussion la déclaration du 24 mars. Ce premier pas vers la compromission des stalinien avec les Français provoque la fureur des nationalistes du feu FNU.

Installés au palais du gouverneur de Cochinchine, Giàu et son gouvernement préparent obséquieusement la réception d'une mission (imaginaire) des Alliés : le communiqué du 29 août ordonne à la population de « collaborer avec le gouvernement pour recevoir solennellement la Mission des Alliés (het suc long trong) (sic) ; que chaque bâtiment public ou privé, pavoise aux couleurs des quatre nations alliées, drapeau national du Viêt-nam au centre. » 49

Dans les rues de Saigon, les banderoles d'accueil « Welcome to our Allies » se mêlent à celles qui traduisent le sentiment général « Independence or Death » lorsque Gracey, commandant des troupes anglo-indiennes arrive le 6 septembre ; il dira plus tard négligemment : « I was welcomed on arrival by Viet minh, I promptly kicked them out » 50.

Le 30 août, le gouvernement dresse à la Mairie de Saigon le bilan de ses cinq jours de pouvoir. Présents : la presse et les représentants des diverses tendances politiques. Le journaliste Nguyen ky Nam relate l'altercation orageuse qui opposa Giàu et Tran van Thach :

48. *Tin Dien*, N° 5, Saigon, 12 février 1946.

49. Nguyen ky Nam, *op. cit.*, p. 217.

50. Rapport du général Gracey, cité par Richard Stephenson, *Viet Nam Stalinism versus Revolutionary Socialism*, A Chartist International Publication, p. 18, London 1972.

« - Qui a élu le Comité Exécutif Provisoire du Nam bo ? »

Réplique inappropriée et menaçante de Giàu :

« Nous assumons provisoirement le gouvernement dans cette étape ; dans la suite, nous vous le transmettrons. Quant à ma réponse politique, je vous rencontrerai dans un autre endroit »

et il porta la main sur son revolver ». ⁵¹

La journée trouble du 2 septembre

Sur ordre de Hanoi, une manifestation est organisée par le CEPN le 2 septembre pour fêter l'indépendance proclamée ce même jour par Ho chi Minh. Elle doit être en même temps une démonstration de force pour Giàu qui, faute de pouvoir contrôler tous les groupes armés, a appelé le 28 août à leur regroupement dans une « Armée populaire » (dan quan).

Le rassemblement commence vers 9 h du matin boulevard Norodom rebaptisé boulevard de la République, pour écouter à 14 h la proclamation d'indépendance que doit prononcer Ho chi Minh. L'estrade-tribune déjà dressée le 25 est occupée par les dignitaires du gouvernement devant lesquels défileront après le discours radio-diffusé, outre les manifestants disciplinés, les quatre divisions de l'« Armée populaire ». Seule la première, force gouvernementale formée de l'ancienne garde mobile indigène est bien armée et bien entraînée ; les trois autres ont leur commandement propre ; les unités para-militaires Cao dai forment la 2ème ; la 3ème, dirigée par le VNQDD Nguyen hoa Hiep, ancien de l'Ecole militaire de Wampoa, rassemble les supplétifs (nghia dong quan : Giytutai) recrutés par l'armée japonaise en juillet et démobilisés ; la 4ème, les groupes d'auto-défense des Hoa hao.

La radio est en panne et c'est Giàu qui, à 14 h harangue la foule ; il n'appelle pas seulement à la joie de l'indépendance, il menace :

« Un certain nombre de traîtres à la patrie sont en train de grossir leurs rangs pour servir l'ennemi [...] il faut punir les bandes qui, créant des troubles dans la République démocratique du Viêt-nam, donnent à l'ennemi l'occasion de nous envahir » (*sic*)

Ces menaces visent les trotskystes mais aussi tous ceux - Hoa hao, Cao dai, VNQDD — qui ne sont pas entièrement soumis.

Vient l'heure du défilé. Au-dessus de la mouvante multitude, le drapeau national se mêle à ceux des Alliées, et des banderoles en anglais, en russe, en chinois, en français et en annamite, clament : « A bas le colonialisme français ! Plutôt la mort que l'esclavage ! Bienvenue à la Mission des Alliés ! Indépendance totale du Viêt-nam !... » ; une inscription insolite « Comité d'assassinat d'assaut » (Ban am sat xung phong) est arborée par des hommes tatoués à

51. Nguyen ky Nam, *op.cit.*, p. 2, *Tin Dien*, N° 19, 22 février 1946.

torses nus : les sicaires de Duong bach Mai sont là. Le gros de leur bande, les pirates Binh xuyen, contrôle le pont en forme d'« Y » entre Saigon et Cholon.

Vers 16 h, alors que le flot humain avec chants et mots d'ordre contourne la cathédrale, des coups de feu claquent ; ils semblent venir de la maison des Missions. La foule panique, fuit çà et là mais des groupes armés foncent. Le père Tricoire, le bienveillant aumônier de la prison, est poignardé et achevé d'un coup de revolver sur le parvis de la cathédrale. Le groupe *La Lutte* est là, présence politique et morale avec son drapeau IVE Internationale, avec ses quelques milliers de militants et sympathisants, et un vieux « lutteur » Le van Long, tenant au collet un Français, redescend les escaliers de la maison des Missions et le remet à la Sûreté de Duong bach Mai.

Des coups de feu désordonnés partent maintenant d'un peu partout, boulevard Bonard, au Marché central, auxquels répondent non moins au hasard les dan quan. Le calme ne revient que dans la pluie à la nuit tombante. Bilan : 5 Français tués et des dizaines de blessés. L'ostentation armée de Giàu avec ses « 4 divisions » n'a-t-elle pas été plus provocante auprès de colons français enhardis par l'arrivée prochaine des troupes anglaises que les appels désespérés des trotskystes à l'armement du peuple ?

Vers l'affrontement

Le 3, Duong bach Mai relâche les Français suspects arrêtés ; Giàu interdit le port des armes, piques, couteaux, fusils, en dehors des hommes de troupes et de la Sûreté.

La Ligue manifeste au Marché central ; ses tracts appellent au renforcement des Comités du peuple, à l'armement du peuple, pour combattre les impérialismes dits fascistes ou démocratiques sans distinction. Pour la terre aux paysans et les entreprises aux ouvriers ! Pour l'indépendance totale de l'Indochine !

Le journal stalinien *Dan chung* traite les trotskystes de Viet gian (traîtres aux Viets). Nguyen van Linh vient à ses bureaux protester contre cet appel au meurtre.

Le 4 septembre, les Anglais mettent le maréchal japonais Terauchi en demeure de maintenir l'ordre. Le 6, arrivée d'une mission britannique. Le 7, la nouvelle de l'arrestation de Ta thu Thàu au Quang ngai est affichée devant le local du Tranh dau, à l'angle des rues Garros et Lagrandière. Le groupe Tranh dau interpelle Giàu à ce sujet.

Giàu communique à la presse que l'Etat-major japonais exige la dissolution de l'Armée populaire, interdit toute activité politique subversive, toute manifestation sans autorisation préalable de l'armée japonaise et tout port d'armes y compris couteaux et piques. Il accuse la Ligue qui, en appelant la population à manifester pour l'« armement du peuple » devant le marché de Saigon, a donné l'occasion à des étrangers de porter atteinte à la souveraineté Viet.

Le 8, en présence de deux émissaires de Hanoi, dix-sept partis ou groupes réunis au palais du gouverneur de Cochinchine pour l'élargissement du CEPN sont invités par l'un d'eux, Hoang quoc Viet (l'homme qui a organisé la filature de Thau pendant tout son voyage au Nord), à transformer le CEPN en Comité populaire du Nam bo (Uy ban nhan dan, CPN) et propose comme président l'avocat sans parti Pham van Bach. Une liste d'une vingtaine de personnes comprenant Huynh phu So (Hoa hao), Phan van Hùm et Tran van Thach (Tranh dau), Ho van Nga et même un constitutionnaliste, Duong van Giao, est présentée au choix. Presque tous les anciens restent au Comité ; il n'y a que trois nouveaux dont le Bonze Fou. Le lendemain Phan van Hùm apprendra qu'il a été nommé suppléant et refusera de participer à ce gouvernement.

Le 9, Giàu répond à l'interpellation du groupe Tranh dau par un communiqué dans la presse :

« L'arrestation de Ta thu Thàu dans le Quang ngai ne concerne pas le Comité Exécutif. Le Comité populaire peut et a le droit de juger Ta thu Thàu. »

On perquisitionne au siège Hoa hao à Saigon, rue Miche ; le Bonze Fou échappe à l'arrestation ordonnée par Giàu, qui était opposé à son admission au CPN.

Les Hoa hao se révoltent à Cantho, ils sont écrasés. Sont exécutés le poète Nguyen xuan Thiep (Viet Chau) en qui le Viet minh voit un trotskyste, le frère du Bonze Fou, Huynh phu Mau, et le fils du chef Hoa hao de Cantho. Déjà le 27 août, à Chaudoc le Viet minh avait arrêté quelque 300 adeptes Hoa hao (un exécuté) et le 30, les chefs des sections provinciales.

Le 10, le Comité populaire du Nam bo qui a été chassé par les Anglais du palais du gouverneur, s'est installé à la Mairie, il forme un comité chargé des relations avec les Alliés. Y sont nommées, parmi d'autres, quatre personnes que le Viet minh assassinera bientôt : Tran van Thach, Phan van Chanh, Huynh van Phuong et Mme Ho vinh Ky.

Le 12, Gracey fait occuper par les Gurkhas les commissariats de police les plus importants ; puis ce sera le tour de la Banque d'Indochine et du Trésor, du champ d'aviation, des usines d'eau et d'électricité, tandis qu'arrivent par petits paquets des contingents du corps expéditionnaire.

La Ligue des communistes internationalistes et ses Comités du peuple distribuent un manifeste contre la capitulation du gouvernement stalinien devant les menaces anglaises.

Le 14, Duong bach Mai fait encercler leur local, arrête tous les délégués réunis, se saisit des armes, des machines à écrire, se préparant ainsi à « livrer le peuple viet aux impérialismes démocratiques ».

Gracey permet un certain réarmement français et le colonel Rivière forme un bataillon d'anciens internés de la caserne du 5e RIC.

Le 16, conférence de presse du CPN : il proteste contre la violation des mesures prises en faveur des ouvriers, contre les difficultés que lui crée la Compagnie franco-asiatique des pétroles, contre la mauvaise volonté des com-

merçants français. Le 17, le CPN appelle à la grève générale et interdit toute vente aux Français : ceux qui travailleront seront considérés comme traîtres. Saigon sera paralysée : au grand dam des colons, il n'y a plus ni boys, ni cuisiniers ; plus de serveurs dans les hôtels, plus de pousse-pousse dans les rues ; les docks sont déserts, les transports stoppés.

Une centaine de soldats français pénètrent à l'Arsenal et en sortent avec des camions chargés d'armes et de munitions.

Le 18, Gracey somme le commandement japonais de maintenir responsable l'ordre entre Annamites et Français.

Le 19, Cédile tient une conférence de presse : « Le Viet minh ne représente pas l'opinion populaire, il est incapable de maintenir l'ordre et d'éviter le pillage. Il faut d'abord que l'ordre règne, puis nous constitueront un gouvernement conforme à la déclaration du 24 mars.

Le 20, Gracey interdit le port d'armes et la presse annamite, fait lacérer les proclamations Viet minh sur les murs de la ville, et rappelle à la police stalinienne qu'elle n'est que l'auxiliaire des forces britanniques.

Le 21, Gracey décrète la loi martiale contre les sabotages et le pillage.

Le groupe Tranh dau appelle les non combattants à évacuer la ville.

Le 22, les Anglais prennent le contrôle de la prison de Saigon ; ils libèrent les prisonniers français du Viet minh ; ils remettent les militants de la Ligue à la Sûreté français.

Gracey permet à Cédile de réarmer 1 400 soldats de la coloniale.

Le CPN fait coller des papillons invitant la population à se disperser à la campagne et à « rester calme car le gouvernement espère arriver à négocier ».

Soulèvement de Saigon le 23 septembre 1945

Dans la nuit du 22 au 23, appuyés par les Gurkhas, les Français réoccupent les commissariats de police, la Sûreté, le Trésor, et vers 4 h du matin, l'Hôtel de ville déjà évacué par le Comité Populaire du Nam bo. Les fusillades cessent vers 6 h 30. Les correspondants britanniques, en particulier celui du *Daily Telegraph* diffusent des informations sur les cruautés exercées cette nuit-là par des Français déchaînés, sur une certaine « chasse aux Annamites », sur la façon d'entasser à la Mairie, à la poste, les jeunes prisonniers annamites à genoux sur le sol, bras durement entravés au-dessus de la tête, avec des femmes parmi eux. Gracey ordonne aux hommes du 11e RIC de rentrer dans leurs quartiers, et Cédile condamne, au grand mécontentement de nombreux colons, la conduite barbare des Français déchaînés de la nuit.

La nuit du 23 au 24, Saigon se soulève. Dans les quartiers pauvres, des arbres sont abattus, des véhicules renversés, des meubles entassés dans les rues, des barricades improvisées ; le mouvement s'étend aux faubourgs de Khanh hoi, Caukho, Banco, Phu nhuan, Tandinh, Thi Nghe, embrase la périphérie ; les insurgés attaquent le commissariat du port. Le 24 les soldats perquisitionnent dans toutes les maisons du centre, et les marins dans celles des quais. Dans

l'après-midi, les insurgés contre-attaquent : un groupe pénètre en ville par la rue de Verdun, occupe le Marché central, et du boulevard Bonard, il tient le centre de la ville sous son feu. De l'arroyo chinois, un autre remonte le boulevard de la Somme vers le Marché qui brûlera la nuit du 25. Il n'y a plus ni eau ni électricité. Dans la nuit du 24 au 25 une centaine de Français de la cité Héraud sont affreusement massacrés. Voilà où on en est arrivé, avec le mépris de l'homme blanc envers l'« indigène », avec la menace proférée par certains colons de « faire la peau aux Annamites pour en faire des sandales » une fois l'ordre tricolore rétabli.

Dans les opérations pour briser l'encerclement de la ville qui va manquer de nourriture, les Français appuyés par les Gurkhas ne ménagent pas les pailotes et bientôt les agglomérations environnantes sont en feu.

« Sur les têtes de pont, des combats acharnés se déroulent auxquels se joignent les déserteurs japonais révolutionnaires. Dans les premières batailles livrées à Dakao, Banco, Caukho, Ngasau, Choquan, Vinhhoi, Chanhung, Thuthiem, Thinghe Phu nhuan, Giadinh, Cayqueo, Govap, Nhabe, ouvriers et militants trotskystes se battent sous le drapeau de la IV^e Internationale. Dans le secteur de Thinghe, sur 214 combattants tous trotskystes, 210 sont fauchés. Au troisième jour de lutte, Tran van Giàu ordonne par tracts de désarmer tous les résistants de La Lutte qui combattent sans l'ordre de son gouvernement.⁵²

La milice ouvrière des Tramways de Govap organisée par la Ligue et qui comporte une soixantaine de combattants participe au soulèvement en dehors de toute autorité gouvernementale. Quoique les quelque 400 ouvriers et employés de l'entreprise adhèrent à la CGT du Sud (création de Giàu pour le contrôle des ouvriers de Saigon-Cholon), ils ont refusé et le drapeau Viet minh et l'étiquette Cong nhan cuu quoc (Ouvriers du salut national). Leur milice dont les dirigeants Tran dinh Minh et S. ont été élus combat sous le drapeau rouge au chant de l'*Internationale* et de la *Marche des ouvriers, paysans et soldats*. Le premier combattant tué est un tailleur, originaire de Mytho, Ho van Duc qui s'y est joint ; Tran van Nghi, qui a fait partie du groupe des Volontaires de la mort N° 1 est blessé à An phu dong ; menacée d'extermination par les groupes armés Viet minh, la milice se retire dans la Plaine des Joncs où la « 3^{ème} Division » de Nguyen hoa Hiep lui évitera d'être décimée. Pendant ce repli, elle perd aux combats contre les troupes françaises une vingtaine de camarades dont Chi Quy, infirmière, Dong, Thien, Tran van Thanh, Nguyen van Huong, Tran quoc Kieu et six camarades venus des plantations de Tayninh.

Nguyen van Linh, Le Ngoc, Nguyen van Nam et Ngo van Xuyet se sont retirés vers Thuduc et se réunissent chez le dernier au hameau de Tanlo, pour élaborer un texte expliquant la position politique et combattante de la Ligue, en particulier de la Milice ouvrière ; décidés à se défendre les armes à la main si les sbires staliniens établis à Thuduc depuis le 26 septembre viennent les arrêter, ils rejoignent la Milice dans sa retraite vers la Plaine des Joncs, milieu pay-

52. « Rapport du groupe Tranh Dau », avril 1948, arch. SU, BDIC, F° 455.

san particulièrement misérable où, pour échapper à la répression française de 1940, certains se sont ostensiblement ralliés au culte du Cao dai, ou du Phat Thay des Hoa hao.

Poursuivis et mitraillés par des avions français, les combattants de la 3^{ème} Division et de la Milice, reprenant le chemin des rebelles lors de la pénétration française, s'enfoncent en octobre dans cette immensité de marais alunés. Ngo van Xuyet, en mission vers l'Ouest, est arrêté par les gardes Viet minh sur le fleuve Vaïco sur ordre d'un certain Trong, ancien instituteur et marchand de pharmacopée chinoise promu chef de province depuis moins d'un mois, et est détenu avec une trentaine de « suspects » — dont une « folle » aux propos irrévérencieux envers le Tinh truong Trong — au temple du génie tutélaire de Myphuoc où les exécutions sommaires sont monnaie courante : trois catholiques suspects qui ont fui Tan an repris par les troupes françaises, puis deux anciens agents de la Sûreté française embauchés pour faire la police viet minh du fleuve et qui se sont livrés à des provocations, sont fusillés, tandis qu'à travers la cloison de bois qui sépare les prisonniers de la pièce attenante, on entend crier sous les coups de pied et les coups de poing une famille de paysans pauvres qui rentrait avec sa récolte de patates et qui a été accusée d'espionnage.

Transféré à l'église-pailote de Songxoai transformée en prison, l'auteur rencontre des amis de *La Lutte* de Mytho dont le géomètre Thu qui a aidé les paysans à partager les terres. Tous les politiques internés là sous la surveillance d'un Viet minh retour de Poulo Condore seront libérés par la 3^{ème} Division à son passage.

Tran dinh Minh est tué sur le front de Myloi le 13 janvier 1946 et les ouvriers Le Ngoc, Le Ky et Le van Huong assassinés en tant que Viet gian par le Viet minh dans la région de Hocmon.

« Phai triet ngay bon to rot xkit » (Il faut abattre immédiatement la bande des trotskystes)

Saigon va vers l'asphyxie. En attendant l'arrivée du corps expéditionnaire, Cédile propose au CPN, qui espère toujours négocier, une trêve du 2 au 10 octobre. Le 3, le groupe Tranh dau qui diffuse dans Cholon-province le journal *Khang chien* (Résistance), appelle la population à ne pas se nourrir d'illusions diplomatiques et à continuer la lutte armée contre l'impérialisme. La répression stalinienne contre les trotskystes n'a pas attendu : elle a déjà commencé en Cochinchine car, au cours du soulèvement, les sicaires de Duong bach Mai ont assassiné Le van Vung, secrétaire du Comité régional de Saigon-Cholon, devant son « compartiment » à Dakao quand il rentrait chez lui.

Le mois d'octobre est dans toute la Cochinchine l'apogée de la fureur et du vacarme du crime stalinien, tant par les sbires de Duong bach Mai (à l'Est) que ceux de Nguyen van Tay (dans l'Ouest). A Thudaumot, Bienhoa, comme à Mytho, Tan an, Cantho, tous nos camarades sont exterminés. Parmi eux, Hinh thai Thong qui présidait une réunion interprovinciale et nos délégués de villages et de cantons. Hinh thai Thong est éventré, on découvrira son corps en

1951 en même temps que celui de Ho van Nga, dans un charnier d'une centaine de suppliciés des mains du Viet minh à Quon long (Chogao-Mytho).

Une fraction du groupe *Tranh dau*, qui s'est retirée vers l'Ouest en combattant, est désarmée à Chodem et disparaît. C'est en ce centre d'exécution, où réside alors le gouvernement en fuite de Tran van Giàu, que sont mis à mort Huynh van Phuong et les constitutionnalistes Bui quang Chieu, Duong van Giao.

Tran van Thach, Phan van Hùm, Phan van Chanh, Ung Hoa, Le van Thu, Nguyen van So, ont rassemblé avec les survivants de Thi Nghe une trentaine de combattants à Xuantruong (Thuduc). Huit ans auparavant, Duong bach Mai avait écrit dans *La Lutte* :

« Dans la situation particulière de l'Indochine [...], la rupture de notre front de lutte [...] tuera toute ardeur combative de notre peuple. Nous ne surestimons point les trotskystes. Cependant, en même temps que leurs erreurs dans un révolutionnarisme stérile, nous reconnaissons loyalement, jusqu'à nouvel ordre, qu'ils restent encore des éléments anti-impérialistes qui méritent tout notre soutien »⁵³.

Il commence par les désarmer ; ensuite Thach, Hum, Chanh et So, arrêtés, sont conduits à Thudaumot où ils sont fusillés (à Kien an ?) au moment où Hanoi ordonne d'« abattre immédiatement la bande des trotskystes »⁵⁴. Ces arrestations sont mentionnées dans l'histoire officielle de Hanoi⁵⁵ avec trois inexactitudes (les responsables *Tranh dau* n'étaient pas « cachés » mais s'étaient retirés au cours des combats ; ils ne publièrent pas *Doc lap*, mais *Khang chien* et l'arrestation eut lieu à Xuan trung et non à Di an) ; la mise à mort des leaders y est passée sous silence.

L'instituteur Nguyen thi Loi en mission à Can giuoc y fut froidement abattu.

L'activité guépéoutiste de Duong bach Mai aura un faible écho à Paris. Paul Reynaud, le 13 mars 1947, lit à la tribune de la Chambre des députés, une note du capitaine Gordon, commissaire du gouvernement près le tribunal militaire permanent de Saigon, qualifiant Mai de « bête féroce déchaînée » et mentionne parmi les exécutions sommaires qu'il ordonna, celle de Le thanh Long :

« Vers la mi-octobre 1945, Duong bach Mai fait arrêter au Cap Saint-Jacques, détenir à Baria pendant quelques jours, puis fusiller à Bienhoa, le sieur Le thanh Long, leader de la Jeunesse d'avant-garde au Cap Saint-Jacques, ancien rédacteur du journal *La Lutte*. »⁵⁶

Mai était alors à Paris, à la tête de la Délégation laissée par Ho chi Minh après la conférence de Fontainebleau.

53. *La Lutte*, 6 juin 1937.

54. *Co giai phong*, 25 octobre 1945.

55. *Cach mang thang tam*, II, p. 319.

56. Georges Chaffard, *Les deux guerres du Viêt-nam*, p. 111, Paris 1969.

Le 1er décembre 1946, après la reconquête de la Cochinchine par les Français, les survivants Phan hieu Kinh et Ung Hoa font reparaître le *Tranh dau* « organe du prolétariat du Viêt-nam » ; ils y publient le *Manifeste communiste* et parlent de la « disparition des camarades », dont Ngôn de l'Arsenal et Nguyen van Tien, ancien gérant du *Tranh dau* revenu de Poulo Condore mais sans dénoncer les assassins ; ils annoncent le retour de Madagascar de Ngo chinh Phên et de Dao hung Long. L'hebdomadaire est interdit après quelques numéros par le « gouvernement autonome » Le van Hoach de Cochinchine.

Le 9 juillet 1947, Nguyen van Linh, de la Ligue, réussit à reprendre contact avec le Parti communiste internationaliste en France. Si notre groupe, dit-il, a « survécu à la sauvagerie répression stalinienne, c'est pour continuer la lutte » ; il ne comprend ni « l'attitude de pur intellectualisme de Naville et Rousset », ni « l'opportunisme de Rimbart » et demande que le groupe soit « documenté sur les hommes comme sur les événements » ; il présente Lu sanh Hanh comme « délégué de la section de Saigon pour qu'il participe aux travaux de la direction internationale et du PCI »⁵⁷.

La Ligue va subir bientôt un coup mortel. En janvier 1950, trois dirigeants de la Ligue communiste de Chine (380 membres ouvriers et étudiants en 1948), Peng Shuzi, sa compagne Chen Bilan et Liu Jialiang l'ont rejointe à Saigon. Quelques mois plus tard, ils sont invités avec Nguyen van Linh et Liu Khanh Thinh à participer à une conférence secrète dans la zone militaire Viet minh de Bienhoa, prétendument tenue par des sympathisants trotskystes, pour discuter de la participation des trotskystes à la résistance. Linh, Thinh et Liu Jialiang tombent dans le piège le 13 mai. Ils ne reparaîtront jamais et la radio Viet minh les accuse d'avoir été « agents de l'impérialisme français »⁵⁸.

Et aujourd'hui ?

En Indochine, le mouvement IV^e Internationale se battait pour l'action des coolies, ouvriers et paysans pauvres dans la perspective de la révolution prolétarienne mondiale comme seule capable d'apporter une solution « véritable et complète » au problème national et à la question agraire, et à leur dépassement vers le socialisme ; il disparut pratiquement dans le combat contre la reconquête coloniale mais surtout par l'assassinat méthodique de ses porte-parole par les stalinien qui ne pouvaient tolérer son intransigeance dans la lutte de classes, son refus de l'union avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers, son internationalisme opposé au nationalisme stalinien.

Le prolétariat, peu nombreux, à peine éveillé à la conscience révolutionnaire, n'a pu prendre la tête du mouvement de libération, et des millions de paysans ont porté le parti stalinien au pouvoir en payant un effroyable tribut de

57. Cette lettre était adressée à Molinier et Craipeau mais elle n'a pu atteindre Molinier qui était alors en Amérique latine. Ils n'ont donc pas « repris contact » avec lui. BDIC, Arch. SU, F° 455.

58. « Un procès de Moscou », *doc.cit.*

morts et de souffrance, pour se voir en fin de compte, embrigadés et asservis par la bureaucratie (quan liêu, littéralement mandarinat) nationale, comme force de travail nécessaire à l'accumulation primitive du capital.

Quant à « l'indépendance nationale », elle s'est avérée dépendance : le pays, devenu satellite de l'empire dit soviétique, s'est trouvé intégré à l'affrontement des deux grands Partis-Etats « communistes » pour l'hégémonie dans le Sud-Est asiatique : son armée « communiste » pléthorique ravitaillée par les Russes a chassé le « communiste » Pol Pot, protégé des Chinois, et a occupé le Cambodge pendant une décennie (1979-1989).

La nouvelle caste ou classe dominante de la dite « République socialiste du Viêt-nam », issue de la « classe moyenne cultivée » qui, avec l'appui des puissances chinoise et russe, prit la place des bourgeois et des propriétaires fonciers à la tête d'un Parti-Etat hiérarchisé où la classe ouvrière est aujourd'hui encore numériquement fort réduite, ce quan liêu, exerce depuis lors sa dictature sur les producteurs qui n'ont toujours ni propriété collective des moyens de production, ni temps de réflexion, ni possibilité de décision, ni expression propre, ni droit de grève. L'ordre bureaucratique règne en même temps que la misère et l'inégalité sociale, avec son appareil répressif militaro-policier, avec sa « nomenclatura prébendière essentiellement motivée par le carriérisme »⁵⁹.

Quelques voix de poètes et d'écrivains dès mars 1956 (après le rapport de Khrouchtchev sur les crimes de Staline) s'aventurèrent à rompre le consensus apparent ; le 15 décembre, Ho chi Minh interdit par décret toute publication oppositionnelle sous peine d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à la perpétuité. Des révoltes paysannes secouèrent l'ordre, comme celle du Nghê an en novembre 1956, cruellement matée. Après l'unification du pays en 1975, après la réforme agraire faite par la bureaucratie, des manifestations comme celles des paysans et pêcheurs de Camau, du delta du Mékong et de la Plaine des Joncs témoignent ouvertement contre l'oppression. Le malaise social devint tel que la critique interne au parti finit par s'exprimer au grand jour, comme celle de Lê quang Dao, membre du CE du CC du parti et président de l'Assemblée nationale :

« A la dictature de classe de l'ensemble du peuple travailleur s'est substituée la dictature exercée par le parti [...], il en résulte un régime totalitaire basé sur les privilèges [...], un régime d'injustices sociales qui pousse le peuple à la révolte. »⁶⁰

Plus près de nous, en novembre de cette année, Bui Tin « héros de guerre », rédacteur au *Nhan dan* (Le Peuple) organe du CC du PC du Viêt-nam, en mission à Paris, rompant avec son gouvernement, témoigne de la crise politique et économique qui frappe le pays :

59. Georges Boudarel, *La bureaucratie au Vietnam*, Paris 1983, p. 32.

60. *Dai doan kêt*, 8 décembre 1989.

« La situation actuelle du pays inquiète chaque Vietnamien [...]. Le bureaucratisme, l'irresponsabilité, l'égoïsme, la corruption, la fraude se répandent sous le règne insolent des privilèges et prérogatives. »⁶¹

L'aide russe (pétrole, acier, engrais, coton...) s'est tarie, l'aide chinoise ne serait accordée que contre soumission, l'appel aux capitaux étrangers et l'économie de marché sont discutés à la commission du Plan. En décembre, le vice-premier ministre Vo van Kiet reconnaît devant l'Assemblée nationale de Hanoi que la crise économique risque de tourner à la catastrophe⁶².

Quels que soient les problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous savons en tout cas dès à présent que ce qui fut appelé « communisme » n'en a été qu'un simulacre criminel et désolant. Rectifions notre langage. La locution « communisme national » appliquée par certains historiens au régime sans joie bâti par Ho chi Minh, l'appellation accrocheuse Bac Hô (Oncle Hô, mais pas n'importe quel oncle, oncle aîné du père), dont ce dernier signait ses tracts en direction des paysans et des tirailleurs, appellation auréolée dans la société traditionnelle confucéenne d'un prestige tutélaire, de telles expressions qui orientent l'esprit dans un sens qu'a nié l'histoire, nous rappellent la recommandation de Confucius à ses disciples, il y a plus de 2400 ans, sur la nécessité de « rectifier » les termes mystificateurs (zheng ming). Nulle part, l'utopie marxienne (société mondiale sans classe donc sans antagonisme des nations, c'est-à-dire communisme) n'a encore trouvé le chemin de sa réalisation, et le nationalisme stalinien totalitaire de l'« Oncle Hô » avec son oppression, ses calomnies et ses assassinats n'a fait qu'en pervertir l'image.

18 décembre 1990

61. Thanh Tin (Bui Tin), « Pétition d'un citoyen », *Chroniques Vietnamiennes*, 10/11, 1991.

62. *Libération*, 14 décembre 1990.

Quelques biographies de révolutionnaires vietnamiens

Ta thu Thàu (1906-1945)

Le 20 mai 1939, à trois mois et demi du début de la guerre, le gouverneur général de l'Indochine Jules Brévié, consacrait à ce jeune trotskyste de 33 ans, sa bête noire, un câble de quatre pages au ministre des Colonies Georges Mandel. Il l'opposait au stalinien Nguyen van Tao dont l'« attitude serait loyaliste en cas de conflit », conformément « à celle prise en France par le parti communiste » (le pacte Laval-Staline ne serait rompu que fin août) alors que « les trotskystes, sous l'égide de Ta thu Thàu », envisagent de « faire leur profit d'une guerre possible pour obtenir la libération totale » et que, « dès que Ta thu Thàu est libre, l'agitation reprend son œuvre de désagrégation morale, politique et économique ». En conséquence, il pressait le gouvernement d'être sans faiblesse à son égard.

Ta thu Thàu avait déjà laissé sa jeune santé aux mains des geôliers français. Il était sorti de prison en février à moitié paralysé ; il laissera sa vie aux mains des tueurs du PCI, dix mois après sa sortie du bagne.

Il a 11 ans lorsque sa mère meurt tuberculeuse ; il aide son père à nourrir six bouches. Planton aux Travaux publics à la fin du cours élémentaire, il gagne 5 piastres chez un notable, à la fin du cours moyen, pour donner des leçons au fils de la maison. A 14 ans, il réussit le concours d'entrée au collège Chasseloup-Laubat, à 17 ans il est reçu au concours des bourses ; c'est au sein de l'effervescence nationaliste qui secoue la jeunesse des écoles qu'il obtient le brevet supérieur.

« Nous vivions des journées pénibles d'inquiétude intellectuelle dans une atmosphère surchauffée par l'extrême tension sans cesse croissante entre le gouvernement et les indigènes. Nous passions nos heures d'études à lire les journaux défendus, nos récréations à tenir des réunions secrètes où l'enthousiasme puéril n'avait d'égal que notre ignorance. [...] Nous inclinions tous vers le terrorisme. Nous n'avions que deux idées : les meurtres individuels et la constitution d'une armée en Chine pour la reconquête de notre indépendance. »

Plus tard, au sortir de l'école, je travaillai dans un établissement qui me laissait beaucoup de temps. J'avais du loisir pour « comploter » [...]. Le procès de Phan boi Chau (1925), l'affaire Truong cao Dong (un journaliste expulsé de Saigon) nous fournissaient une excellente matière pour l'agitation. Nos forces [...] se cristallisèrent au

début de 1926 dans le parti **Jeune Annam** [...]. En trois jours, nous recrutâmes plus de cent membres sans compter les sympathisants qui se chiffraient par milliers. »

Les funérailles du vieux nationaliste idéaliste et réformiste Phan chau Trinh pendant lesquelles Ta thu Thàu et ses camarades défilèrent sous des banderoles « Vive la révolution annamite », et l'arrestation de l'anarcho-romantique Nguyen an Ninh (qui, depuis 1923, avec sa *Cloche fêlée*, affrontait le pouvoir colonial et exhortait les jeunes à « quitter la maison de leurs pères » pour sortir de « l'ignorance épaisse » où les maintenait l'obscurantisme colonial, et pour se préparer à la construction de « la nation indochinoise » (« L'oppression nous vient de France, mais l'esprit de libération aussi.) déclenchent la désertion des écoles, et même des grèves à la Banque de l'Indochine et à l'Arsenal, ainsi que de nombreux départs de jeunes pour la France.

A 21 ans, Thàu est à Paris, à la faculté des sciences ; l'ouverture sur le monde va bouleverser son univers mental. Mais pas tout de suite : il milite d'abord au Parti annamite de l'indépendance (PAI) qu'il prend en main après le retour à Saigon de son fondateur Nguyen the Truyen en 1928, et écrit avec Huynh van Phuong dans le mensuel *Résurrection*, saisi à la parution. En janvier 1929, à la suite d'une bagarre entre les Jeunesses patriotes de Taittinger et les Annamites sous l'influence du PAI, Ta thu Thàu attaque *L'Humanité* pour la mauvaise foi de son compte-rendu, le Parti communiste français pour sa non-intervention en faveur des Annamites arrêtés à cette réunion, et les « rétribués de la Commission coloniale du PCF » pour leur « travail fractionnel contre-révolutionnaire » dans les rangs du PAI dont ils voudraient transformer les membres en « automates exécutant leurs oukases » (allusion au groupe annamite de la Section coloniale du PCF dirigé par Nguyen van Tao). Et il termine ainsi l'un des tracts : « Dans notre esclavage sans nom, nous crions aux opprimés des colonies : Unissez-vous contre l'impérialisme européen blanc ou rouge si vous voulez avoir une place solide sous le soleil. » (Remarquons que Thàu n'utilise le mot impérialisme que dans un sens politique, non comme impérialisme capitaliste défini par Rosa Luxemburg ou « dernière étape du capitalisme » défini par Lénine). En mars 1929, il défend en vain le PAI devant le tribunal de la Seine ; la dissolution est prononcée.

Du 20 au 30 juillet 1929, il participe au 2^e congrès de la Ligue anti-impérialiste à Francfort ; Luc Durtain dans *Dieux blancs, hommes jaunes* (1930) le décrit dans le personnage de Nguyen van Marx comme « un long jeune homme mince à l'air enfantin, n'eussent été les lèvres inexorables ». C'est la fin de sa « folie de jeunesse » comme il l'écrira lui-même. Une aube nouvelle se lève, il a 23 ans.

Il a rencontré à Paris dans les cercles de gauche non seulement Félicien Challaye, Francis Jourdain, Daniel Guérin mais aussi Alfred Rosmer qui l'introduit dans l'Opposition de gauche française (trotskyste). Il lit Marx, s'initie à l'histoire des douze dernières années en URSS, lit Trotsky qui accuse la politique stalinienne de la défaite de la Révolution chinoise ; il est gagné à

une vision planétaire de la révolution, à l'idée que les prolétaires peuvent en s'unissant être les moteurs de la naissance d'un nouveau monde. C'est l'illumination : elle guidera ses efforts d'analyse sociale et ni arrestations, ni prisons, ni bagne, ni torture morale et physique, ne le feront dévier de l'idéal communiste internationaliste.

Après l'insurrection de Yen bay fomentée par le VNQDD (nuit du 9 au 10 février 1930), Ta thu Thàu analysa les causes de l'échec du mouvement nationaliste et exposa dans *La Vérité*, organe de l'Opposition de gauche (avril, mai et juin 1930) sa pensée politique relative à la révolution indochinoise (voir CLT 40, p. 27-28). Le dilemme n'est plus pour lui indépendance ou esclavage, mais nationalisme ou socialisme, c'est-à-dire avènement au pouvoir de la petite-bourgeoisie cultivée ou émancipation du prolétariat et des paysans pauvres. La IIIe Internationale prend sa part de la critique : après avoir « mené la révolution chinoise aux hécatombes », elle croit se rattraper par une politique aventuriste (« 3ème période ») qui risque d'être aussi inefficace et tragique que son opportunisme précédent. Prévision qui ne mettra guère de temps à s'avérer fondée et combien douloureuse pour les paysans insurgés.

Lors de la manifestation des étudiants annamites devant l'Elysée le 22 mai 1930 contre les nombreuses condamnations à mort après Yen bay, Ta thu Thàu fut arrêté puis, avec dix-huit jeunes compatriotes, expulsé de France le 30 mai. A leur arrivée à Saigon le 24 juin, Thàu et ses camarades furent accueillis par des tracts stalinien les dénonçant comme contre-révolutionnaires.

Pour vivre, Thàu enseigna dans des écoles privées et il lui arriva d'être remercié sur intervention de la Sûreté. Sa compagne Nguyen thi Anh fera vivre la petite famille en vendant des nattes.

L'écrasement du mouvement paysan de 1930-1931 éveilla dans les rangs mêmes du PCI, au Nghe an et en Cochinchine, un examen critique de l'aventurisme auquel conduisaient les directives de l'IC. Thàu, Phan van Chanh, Huynh van Phuong trouvèrent là un terrain favorable au rassemblement de nouveaux camarades. D'accord avec Ho huu Tuong, rentré au pays au début de 1931, ils mirent sur pied en novembre 1931 le *Ta doi lap* avec la revue théorique *Thang muoi*. En avril 1932, des discussions sur la possibilité ou non d'entrer au PCI pour le redresser, mais aussi les exigences de la clandestinité déterminèrent le groupe à se scinder : Thàu forma le **Dong duong cong san** et diffusa la feuille de combat *Vo san*.

Arrêté avec 65 trotskystes et trotskysants (6 août 1932 et jours suivants), il est libéré sous caution le 25 janvier 1933, mais 15 militants sont condamnés à la prison le 1er mai.

Sur cette première descente aux enfers que fut l'instruction du procès, il écrira en 1934 *Trois mois à la Sûreté rue Catinat* pour dénoncer les tortures systématiques infligées aux prévenus politiques.

Ni Thàu ni aucun trotskyste n'a été un révolutionnaire professionnel, chacun d'eux a gagné sa vie par son travail ; les nouveaux venus en prison étaient initiés par les aînés à la pensée de Marx, de Lénine et de Trotsky, dans des discussions sur des questions théoriques et pratiques de la révolution ; à la

Maison centrale de Saigon, trotskystes et stalinien partageaient les salles 5, 6 et 7 rue Filippini, salles nues où nous dormions à même le sol sur des nattes ; après la grève de la faim de 1936, le procureur Bouin nous accorda un tableau noir dans les salles 5 et 6 et quelques bancs en ciment ; c'est là que nous avons pu lire le *Voyage au bout de la nuit*, *Le Temps du mépris*, *Les Misérables*, et le père Tricoire, aumônier de la prison, nous prêta des livres de sciences et d'histoire. Nous n'avions pour écrire que le papier hygiénique que nous remettait notre famille et le « boy-geôle », prisonnier de droit commun, en nous distribuant chaque mois une carte-lettre à utiliser pour notre courrier, nous glissait parfois un précieux bout de crayon.

Libéré, Thàu s'engagea tout de suite dans la campagne pour les élections au Conseil municipal de Saigon, première tentative d'agitation légale et premier front uni entre trotskystes, stalinien et nationalistes qui, inspirés par Nguyen an Ninh, leur aîné, publièrent dès le 24 avril 1933 le journal *La Lutte* après avoir constitué une liste des Travailleurs (So lao Dong). Le mandat des deux élus (le stalinien Nguyen van Tao et le trotskysant Tran van Thach) sera invalidé le 12 août mais Tao et Thach avaient pu siéger en attendant la décision de Hanoi.

La Lutte disparut après les élections. Thàu fit des causeries sur la dialectique devant de nombreux élèves, employés et ouvriers, à la Maison d'enseignement mutuel, écrivit dans la revue littéraire à tendance sociale dirigée par Phan van Hum, le *Dong Nai*, et traduisit en *quoc ngu Principes élémentaires de philosophie* de Politzer.

Un deuxième front uni se forma en 1934 : le journal *La Lutte* reparut le 4 octobre à l'instigation de Nguyen an Ninh et du député PCF Gabriel Péri, les trotskystes renonçant à y critiquer l'URSS et le stalinisme, les stalinien à y critiquer le trotskysme. Avec *La Lutte*, ils préparèrent sans succès les élections de mars 1935 au Conseil colonial, puis celles du 12 mai au Conseil municipal de Saigon, où Ta thu Thàu fut élu. Poursuivi pour « manœuvres subversives par voie de presse », Thàu fut condamné le 27 juin à 2 ans de prison avec sursis ; il fut arrêté le 26 décembre pour le soutien qu'il apporta aux cochers de tilburys en grève, mais relâché le jour suivant. Le 18 mars, au premier procès du journal *La Lutte*, il fut condamné à 500 F d'amende. Le 2 mai 1935, le pacte Laval-Staline jeta une lumière sinistre sur le virage à droite de l'IC et, en juillet-août, le 7e congrès du Comintern se prononça pour la création des Fronts populaires. Thàu, empêché par le front uni *La Lutte*, fut relayé dans la critique par Ho huu Tuong et par Lu sanh Hanh dissident du PCI depuis 1932, qui mirent sur pied dans la clandestinité la **Ligue des communistes internationalistes favorable à la construction de la IVème internationale**. Le 3 mai 1936, l'avènement du Front populaire en France (où les socialistes n'avaient d'ailleurs pas la majorité absolue) suscita en Indochine une vaste illusion. Quand éclata le mouvement de grèves, Trotsky écrivit, le 9 juin 1936, :

« La révolution française a commencé ».

Le 11 juin, la Ligue écrit :

« Dans chaque fabrique, dans chaque entreprise, chaque village, chaque province, frères ouvriers et paysans, élisez vos délégués, formez partout des Comités d'action. Déclenchez la grève générale en chœur avec le prolétariat français »

Le noyau du groupe est aussitôt mis sous les verrous.

Thàu et *La Lutte* appelèrent également à la formation de Comités d'action mais dans le seul but de « décider les masses à faire connaître leurs aspirations, à désigner des délégués à un Congrès indochinois » conçu comme esquisse de Front populaire local : ce congrès les transmettrait à une Commission française d'enquête parlementaire prévue par le gouvernement Blum, qui ne viendra jamais.

Cette orientation politique modérée de Thàu fut critiquée dès septembre, après le premier procès de Moscou, par *Le Militant* (premier hebdomadaire trotskyste légal) lancé par Ho huu Tuong.

Les leaders constitutionnalistes qui avaient avec *La Lutte* convoqué ce congrès mort-né s'en retirèrent et Thàu fut arrêté avec Ninh et Tao (septembre et octobre). Détenus en régime de droit commun, (malgré plusieurs longues grèves de la faim qui se terminèrent par quelques améliorations — non obligation de porter le costume pénal bleu, tableaux noirs, livres —, le régime politique n'a jamais été obtenu pendant la période coloniale), ils seront libérés en novembre après onze jours de grève de la faim.

Des grèves importantes éclatèrent dès le 26 novembre 1936. Le gouvernement Blum-Moutet n'avait encore pris aucune mesure pour rendre le travail des indigènes moins inhumain, Thàu, dans *La Lutte* même, attaqua sans ménagement le Front populaire qui oubliait ses promesses de réformes dans les colonies, et les staliniens se désolidarisèrent aussitôt de lui par une lettre ouverte du 17 décembre.

En avril 1937, les nouvelles élections municipales de Saigon rassembleront une dernière fois Thàu et Tao, qui furent élus. Fin mai, les staliniens, sur ordre de Moscou transmis par le PCF, rompaient le front uni en lançant *L'Avant-garde* où ils traitaient les trotskystes de « frères jumeaux du fascisme ». Thàu et Tao étaient alors en prison, et ne seraient remis en liberté provisoire que le 7 juin.

Le 11 juillet 1937 le Secrétariat international pour la IVE prit acte que l'expérience de front uni était révolue ; les tendances Ta thu Thàu et Ho huu Tuong devaient s'unir. *La Lutte* n'avait pas cessé de paraître, mais comme organe trotskyste. Le 28 août, Thàu, une fois de plus en prison pour soutien aux grèves (cheminots) y répondait à Nguyen an Ninh qui accusait les trotskystes d'avoir « abandonné toutes les méthodes pacifistes ». Il lui rappelait que ses camarades et lui avaient réagi contre « l'insurrectionnalisme infantile » des staliniens en 1930-1931, de même qu'ils luttèrent aujourd'hui contre leur chute « dans le réformisme le plus plat ». « Nous reconnaissons à l'Etat ouvrier le droit de contracter des pactes militaires avec n'importe qui pour l'organisation

de sa défense. Mais nous ne reconnaissons pas à la bureaucratie stalinienne le droit de régler la politique du prolétariat mondial suivant les besoins de la diplomatie soviétique. Pacte franco-soviétique ? Possible. Mais que Staline ne vienne pas déclarer qu'il approuve le militarisme français. » (*La Lutte* 29 août 1937).

Thàu ne sortit de prison que paralysé : il avait commencé le 30 août une nouvelle grève de la faim, avait résisté le 5 ou 6 septembre à une tentative de le nourrir de force, avait été ensuite abandonné dans sa cellule, sans visites pendant deux jours, puis laissé sans connaissance à la suite d'une piqûre, et quand il s'était réveillé, il était paralysé partiellement du côté droit (Lettre de son avocat Me Loyes à Daniel Guérin. *La Révolution prolétarienne* 25 février 1938).

Le 17 septembre, il était transporté sur une civière devant le tribunal de Saigon et, le 11 novembre, condamné à 2 ans de prison avec confusion des peines ; l'interdiction de séjour était portée à 10 ans. Le 18 janvier 1938, Ta thu Thàu écrit à Daniel Guérin de la Maison centrale de Saigon :

« Je reste toujours paralysé [...] ; si, tenant compte de mon état, le ministre des colonies me fait libérer conditionnellement, je demande à aller en France, peut-être aurais-je encore le temps de guérir avec les médecins de là-bas [...] ».

Mais rien de tel ne se produisit, il ne fut libéré que le 16 février 1939, veille du Nouvel An annamite (Têt) ; toujours sous interdiction de séjour, il continua la publication du *Tranh dau* — ancien *La Lutte* paru en quoc ngu sous ce titre à partir d'octobre 1938 — et appela les camarades à s'unir dans un Parti IVE Internationale (Numéro spécial du *Têt*). La IVE venait d'être fondée en septembre 1938 à Paris.

Il fut élu au Conseil colonial d'avril 1939 avec ses deux camarades Tran van Thach et Phan van Hum, en prenant le contre-pied du soutien stalinien aux forces militaires françaises, en condamnant la « défense de la France en Indochine », l'emprunt, les impôts et taxes de guerre, et l'aggravation des conditions de vie qui en résultait.

« La campagne récente de Ta thu Thàu et de ses partisans commande [...] une répression urgente afin d'assurer le maintien dans ce pays de l'autorité française ».

C'est ce que câble à Paris le 20 mai le gouverneur général Brévié tandis que, de sa résidence chinoise, Nguyen ai Quoc voue les trotskystes à la mort dans ses trois lettres de juin et juillet à ses « camarades bien-aimés » de Hanoi.

Le 23 août, Ta thu Thàu part pour le Siam, le gouverneur Brévié a trouvé l'occasion de se débarrasser de lui en l'autorisant à quitter le pays pour se soigner.

Mais les événements se précipitent : le 24 août, Staline tend la main à Hitler ; le 1^{er} septembre, les troupes nazies entrent en Pologne et le 3, les gouvernements anglais et français déclarent la guerre à l'Allemagne. Le *Tranh*

dau et le groupe de Ta thu Thàu, comme tous les journaux ou associations «communistes» sont frappés d'interdiction.

Arrêté à Singapour le 10 octobre 1939 et ramené à Saigon, Thàu est condamné le 16 avril 1940 à 5 ans de prison, 10 ans d'interdiction de séjour et 10 ans de privation de droits civiques. C'est le bagne de Poulo Condore jusqu'à octobre 1944.

Sa peine durement purgée, il est astreint à résidence dans la ville de Longxuyen, et le 10 novembre 1944, il écrit à Mme Phuong Lan, amie d'adolescence :

«Me voilà dans l'endroit où, il y a un quart de siècle je vivais sans souci [...]. Vingt-quatre ans ont passé [...] le jeune garçon aux ailes brisées revient [...]. Lorsque j'étais dans l'île (Poulo Condore) [...] j'ai pu apprendre quelques poèmes et tout le *Kim Van Kieu* [...] je voudrais le relire pour être sûr de bien en comprendre le sens»

Longtemps coupé du monde, il a hâte de sonder la situation : sous prétexte de soins médicaux, il obtient l'autorisation d'un court séjour à Saigon. Une vieille connaissance, le docteur Pham ngoc Thach — en relation étroite avec Iida et le service culturel japonais mais en contact secret avec le Viet minh — lui fait rencontrer Ha huy Giap qu'il a connu à Jeune Annam et que le PCI a envoyé à Saigon pour orienter les staliniens du Sud vers la ligne Viet minh ; il voit aussi Ho van Nga, l'animateur du PNI et Huynh phu So de la secte **Hoa hao** entré dans la mouvance du Viet minh par souci d'unité mais non sans inquiétude sur ses intentions hégémoniques. Escompter l'appui des puissances occidentales ou japonaise pour obtenir l'indépendance lui paraît douteux et en tout cas sans perspective de libération pour les ouvriers et les paysans pauvres. Il faut recréer un parti ouvrier et braver sans peur les courants nationalistes et staliniens. C'est ce qu'il envisage avec les anciens de *La Lutte* quand, après le 9 mars 1945, ils se retrouvent à Saigon.

Fin avril, Thàu partit clandestinement pour le Nord ; c'était l'époque où la famine sévissait au Tonkin et au Nord-Annam, et le 14 mai, le quotidien *Saigon* publia son appel au secours :

«Le désastre est tel que je me permets de prier mes frères de Cochinchine de ne manger qu'assez pour subsister afin de rassembler tout ce qu'ils peuvent et le faire parvenir ici immédiatement.»

Il eut le bonheur d'y trouver les artisans de la feuille trotskyste *Chien dau*, de rencontrer de nombreux jeunes qui avaient délaissé leurs études pour se consacrer à l'éveil politique de la classe la plus pauvre qu'ils auraient voulue affranchie de l'obéissance et sans peur devant la liberté de discussion et de décision ; il participa avec eux à des réunions ouvrières clandestines dans la région des mines, ainsi qu'à Namdinh et jusqu'à Haiphong, et à des assemblées secrètes de paysans du Haiduong et du Thaibinh. A leur inquiétude au sujet des mensonges que répandait le Viet minh les qualifiant partout d'«éléments contraires aux intérêts des ouvriers» et auxquels faisait alors écho Tran van

Gioi, délégué Hoa hao au Tonkin, il oppose une confiance qui semble encore inébranlée dans la lucidité ouvrière.

Une fois de plus, l'histoire s'accélère : bombes atomiques des 6 et 9 août sur Hiroshima et Nagasaki, appel du 10 août à l'insurrection généralisée lancé par Ho chi Minh : Thàu reprend le chemin du Sud. A Hue, pour déjouer la filature stalinienne, il se sépare de son compagnon, le jeune écrivain Do ba The.

Les versions populaires de ce qui suivit varient sur le lieu exact de son arrestation, mais coïncident pour le situer dans le Quang ngai, en attribuer la responsabilité au Viet Minh, et parler du doute qui troubla les miliciens chargés de le mettre à mort, lorsque se défendant dans un simulacre de procès, il justifia sa vie de révolutionnaire ; à l'ordre de faire feu, ils baissèrent les bras. Au troisième refus, le «procureur» Tu Ty en termina par un coup de revolver dans le dos. C'était l'un des premiers jours de septembre 1945.

Après les accords de Genève (1954), le journaliste nationaliste Ngo quang Huy, ami de Thàu, expulsé de France avec lui en 1930, se rendit à My khe (sud du 17^{ème} parallèle), dans la plaine des saules pleureurs au bord de la mer, où les hommes chargés de jeter les suppliciés dans la fosse commune (tout un groupe de jeunes sympathisants dont Ho dac Di) avaient inhumé subrepticement le corps de Thàu, «ce frère» (anh ây) et lui avaient fait une tombe.

L'ordre d'assassiner a-t-il été donné par Hanoi ou par le gouvernement de facto de Tran van Giau de Saigon (25 août-23 septembre) ? Les récits envisagent ces deux possibilités, outre celle des responsabilités locales.

On apprit plus tard que Ha ton Thang, de la région de Samson et le typographe Luong duc Thiep (?) de Danphuong, qui avaient accueilli Ta thu Thàu avec enthousiasme, furent «détruits comme mauvaises herbes» (lâm co) avec leurs familles et leurs amis. On perdit la trace des autres jeunes que nous avons mentionnés.

Daniel Guérin interrogea Ho chi Minh sur cet assassinat lors du séjour de ce dernier à Paris en 1946, et en reçut cette réponse :

«Ce fut un grand patriote et nous le pleurons, mais tous ceux qui ne suivront pas la ligne tracée par moi seront brisés.» (D. Guérin, *Au services des colonisés 1930-1953*, p. 22, Paris 1954.)

Une rue de Saigon portait le nom de Ta thu Thàu lorsque les troupes du Nord firent leur entrée dans la ville en 1975 : quelque dix ans après, elle fut débaptisée par la nouvelle administration, mais les Saigonnais l'appellent toujours Duong Ta thu Thàu.

Phan van Chanh (1906-1945)

Originaire de Binh truoc (Bienhoa), de famille aisée — son père est secrétaire du gouvernement — il fait ses études secondaires au collège Chasseloup-Laubat, part pour la France le 25 septembre 1925 et s'inscrit à la faculté de médecine de Paris.

Il collabore au *Journal des Etudiants annamites* de Tran van Thach, milite au PAI avec Ta thu Thàu et rejoint avec lui d'Opposition de gauche (trotskyste) en 1930. Il est parmi les 19 expulsés de France le 30 mai 1930.

A Saigon, il enseigne dans les écoles privées et participe à la formation du *Ta doi lap*. En 1932, avec Huynh van Phuong, il tente d'éveiller la conscience ouvrière en diffusant une dizaine de brochures dont les traductions du *Manifeste du parti communiste*, et de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*. Arrêté le 8 août, il est condamné le 1er mai 1933 à 4 ans de prison avec sursis. Il fait partie du groupe *La Lutte* et demeure aux côtés de Ta thu Thàu après la rupture de juin 1937. Candidat du *Tranh dau — La Lutte* — aux élections d'avril 1939 au conseil colonial, il est arrêté le 13 juillet et condamné le 16 mars 1940 à 3 ans de prison avec 5 ans d'interdiction de séjour et 10 ans de privation de droits civiques. Il est déporté à Poulo Condore.

En 1945, il est dans les rangs du groupe *Tranh dau* et est fusillé par les sicaires de Tran van Giau en octobre à Kien an (Thudaumot).

Huynh van Phuong (1906-1945)

D'une famille riche de Mytho, il part en France en 1927 après le collège Chasseloup-Laubat de Saigon, et il fait trois années de droit à Paris. Il rejoint le PAI, écrit dans son journal *La Résurrection*, puis fin 1929 retrouve Ta thu Thàu et Phan van Chanh dans l'Opposition de gauche indochinoise. Auteur de « La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite » (*Lutte des classes*, avril 1930). Expulsé le 30-5-1930 en même temps que Thàu, il est un des fondateurs du *Ta doi lap* et se charge de ses « éditions ».

En 1933, Il est au premier groupe *La Lutte*, écrit dans la revue *Dong Nai*, et fait partie du deuxième groupe *La Lutte* de 1934 à 1936.

En 1935 cependant, il soutient deux candidats constitutionnalistes au Conseil colonial : Duong van Giau dans le journal bourgeois *Dong Thanh* et Huynh ngoc Nhuan dans un tract à Baclieu. Ta thu Thàu le considère dès lors comme la « peste noire du mouvement ouvrier ».

En 1936 Phuong quitte Saigon pour le Tonkin où il termine ses études de droit tout en collaborant au *Travail* similaire à *La Lutte*, puis au *Progrès social*, éphémère journal trotskysant. Ho huu Tuong le désavoue publiquement et le

groupe *Tia sang* du Nord le condamne comme centriste et le considère comme un traître lorsqu'il rédige un discours pour le royaliste Pham le Bong.

Il rentre à Saigon à la fin de 1939, s'installe comme avocat et n'est pas inquiété lors de la répression qui marque le début de la guerre; sans doute les autorités coloniales le considèrent-elles comme rangé.

Nous le retrouvons six ans plus tard ; autour de lui s'est formé le Groupe des Intellectuels (aucun trotskyste) qui fera partie du FNU de Ho van Nga ; ce dernier, nommé Délégué impérial provisoire — ô combien ! — de Bao Dai, et à qui Minoda vient de remettre le pouvoir en Cochinchine le 19 août 1945, confie à Ho vinh Ky la direction de la Sûreté de Saigon avec Huynh van Phuong comme adjoint. Phuong y découvre un dossier Tran van Giau où sont mentionnés les contacts de ce dernier avec la Sûreté française et en fait quatre photocopies ; il en garde une et remet les autres à Ho vinh Ky, au Bonze Fou et à Duong van Giau qui seront tous assassinés comme lui-même par les sicaires de Giau et du Viet minh (Cf. Nguyen ky Nam, *op. cit.*, p.31). Nous pourrions relever encore une fois une « erreur » stalinienne orientée : « Les trotskystes contrôlaient la Sûreté et la police depuis le 9 mars » (Tran van Giau) et reprise dans une thèse de doctorat française (B. Tasteyre, *La Révolution d'août 1945 en Cochinchine*, Paris VII, 1978). En réalité, après le coup du 9 mars, c'est le capitaine japonais Ichikawa qui dirigea la Sûreté de Saigon, avant la restitution de la Cochinchine à la Cour de Hue (cf. *Saigon* 1er juin 1945)

Tran van Thach (1903-1945)

Né à Cholon dans une famille aisée, il obtient le baccalauréat en 1925 au collège Chasseloup-Laubat. En France en mai 1926, il prépare une licence de philosophie à Toulouse puis à Paris.

Le 15 mars 1927 il fonde le *Journal des Etudiants annamites* où il publie le 15 décembre un « Rêve singulier », anticipation politique où il imagine Saigon en 1955 à la veille de l'indépendance, avec un parti bourgeois et son adversaire, le parti des travailleurs. « Le meilleur programme d'action que nous puissions adopter est celui qui comporte et la solution du problème social et la solution du problème national », fait-il déclarer à un bourgeois évolué : en janvier 1928, dans un autre article il désavoue les nationalistes conservateurs.

Cette même année il proteste dans le bulletin de la Ligue contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, contre « le mauvais vouloir de ceux qui nous gouvernent et dont le désir inavouable est de nous façonner d'une telle manière que nous ne serons jamais que des individus qui obéissent... ». Il rencontre Ta thu Thàu au PAI, participa à un meeting de protestation contre l'arrestation de Nguyen an Ninh le 28 septembre 1928, et, dans le *Manifeste* des étudiants annamites du 2 décembre, affirme que le but des études à l'étranger doit être de libérer le pays.

En janvier 1929, dans le *Journal des Etudiants annamites*, il souligne « toute l'importance de l'union des intellectuels et des travailleurs ». En mai, il est président de l'Association mutuelle des Indochinois de Paris dont il transmet au ministère des Colonies les protestations contre les refoulements.

Il rentre à Saigon en janvier 1930, dans un pays qui sera profondément bouleversé par l'insurrection de Yen bay et le mouvement paysan, suivis de la répression sanglante de 1930-1931. Il gagne sa vie comme professeur de lettres dans des écoles privées. Il participe au premier groupe *La Lutte*, tentative légale des « retours de France » autour de Nguyen an Ninh, de défier ouvertement le pouvoir colonial aux élections municipales d'avril-mai 1933 à Saigon, sur un programme réformiste : droit de grève, journée de 8 heures. Il est élu avec le stalinien Nguyen van Tao, élection bientôt annulée.

En septembre 1934, il est de ceux qui reforment le groupe *La Lutte*, il sera réélu au Conseil municipal de Saigon avec Ta thu Thàu, Nguyen van Tao et Duong bach Mai. Il tient dans *La Lutte* la rubrique irrévérencieuse des « Petits clous » dont voici un exemple (21 janvier 1936) :

« Arnoux avait mal aux dents »

« L'attitude de l'agent Kim devant les juges, dernièrement, a indigné plusieurs de nos confrères. Voilà un homme sauvagement brutalisé à deux reprises au vu de plusieurs témoins et qui n'ose même pas reconnaître avoir été frappé. Simplement, en « gesticulant », l'honorable M. Arnoux l'a « effleuré » au visage ! [...].

Il y a dans cette lâcheté quelque chose d'invraisemblable qui frise l'inconscience. Mais la peur qui est derrière la déposition de l'agent est de la même sorte que celle des bêtes du cirque Viêt-nam obligées pour gagner leur nourriture aux acrobaties les plus contraires à leur nature. [...] 200 francs d'amende pour un essai dde boxe sur un agent de police dans l'exercice de ses fonctions, c'est vraiment donné : Arnoux s'en est tiré à bon compte grâce à des raisons qui ont convaincu les juges.

J'espère que l'exemple ne sera pas perdu pour M. Pagès. S'il doit un jour justifier l'arrestation des quatre conseillers municipaux ouvriers, il dira : « Que voulez-vous ? Trop de bonne chère m'échauffait le sang et j'étais énervé par la chaleur. »

(Arnoux était le chef de la Sûreté, Pagès le gouverneur de Cochinchine...).

Thach fait partie du Comité d'action de *La Lutte* au cours du mouvement du Congrès indochinois ; le premier procès de Moscou semble l'avoir écarté définitivement des staliniens ; dès lors il se rallie totalement au trotskysme.

Le 2 février 1937, son élection au Conseil municipal est invalidée ; il se consacre à l'activité syndicale, ce qui le conduira à 2 mois de prison ferme prononcés le 9 septembre. En juin, il se range aux côtés de Ta thu Thàu lorsque les staliniens rompent l'unité de *La Lutte*. Il est parmi les candidats de la liste IVe Internationale du groupe *Tranh dau - La Lutte* aux élections au Conseil colonial d'avril 1939 et est élu avec Ta thu Thàu et Phan van Hum ; élection invalidée en octobre alors qu'il est en prison.

Le 16 avril 1940, il est condamné à 4 ans de prison avec 10 ans d'interdiction de séjour et privation des droits civiques ; il est déporté à Poulo

Condore. Au tribunal qui lui reprochait l'agitation menée contre le budget de « défense nationale » il avait répondu que son pays était trop pauvre pour supporter une telle charge.

Libéré en 1944, il est assigné à résidence à Cantho ; après la chute du pouvoir colonial français, il organise avec ses camarades du *Tranh dau* le Parti ouvrier révolutionnaire. Vient la reddition japonaise ; en l'absence de Ta thu Thàu, il propose une « action commune » (contre le retour des colonisateurs) au PCI qui a formé un gouvernement *de facto* à Saigon le 24 août. Le 23 septembre, Saigon se soulève contre la réoccupation de la ville par les Français, réarmés par les Anglais. Le gouvernement de Tran van Giau s'enfuit pour organiser la résistance en dehors de la ville. Après avoir essuyé de lourdes pertes sur le front de Tanbinh, les militants de *La Lutte* se retirent dans la région de Thuduc où Tran van Thach est arrêté par la police de Giau.

Au moment où il fut fusillé dans le maquis Viet minh de Kien an (Thudaumot) (juste avant l'arrivée des troupes anglo-indiennes à Thudaumot le 23 octobre) ; Thach confia sa montre à un de ses gardes qui était un de ses anciens élèves pour qu'il la remette à son frère. La doctoresse Mme Ho vinh Ky, animatrice des Femmes d'avant-garde (JAG) et son mari furent assassinés dans la même fourmée d'une trentaine de personnes : « Visez bien mon coeur, dit-elle à ses fusilliers ! » (récit d'un témoin à l'auteur).

Phan van Hum (1902-1945)

Né le 9 avril 1902 à An thanh (Thudaumot), fils d'un lettré bouddhiste petit propriétaire foncier, Hum obtient en 1922 le brevet élémentaire et le diplôme d'études primaires supérieures au collège Chasseloup-Laubat (Saigon). Institutteur à Soctrang en 1923, il est admis en 1924 à l'école des Travaux publics de Hanoi ; diplômé en 1925, il travaille comme agent technique de 1926 à 1928. Pour avoir fréquenté le vieux nationaliste Phan boi Chau, alors en résidence surveillée à Hue, et avoir hébergé des collégiennes en grève, il est contraint de démissionner de son poste de fonctionnaire et de rembourser ses frais d'études.

Revenu à Saigon, il devient l'ami et le disciple de Nguyen an Ninh et, avec lui, parcourt la campagne à vélo pour éveiller l'esprit des paysans. Arrêté à Bênluc le 28 septembre 1928, il dénoncera dans *Ngoi tu kham lon* (En Maison centrale) le régime carcéral et ses tortures et prendra la défense de Nguyen an Ninh accusé de « société secrète » ; cet écrit, publié en feuilleton dans le journal *Than chung* est accueilli avec ferveur par la jeunesse ; un fragment d'un de ses poèmes exprime bien son état d'esprit de l'époque :

« La société d'aujourd'hui déborde d'iniquités,
Comment te faire entendre notre appel, ô Ciel bleu ?

Ceux qui font les maisons à étages habitent des paillotes pourries,
 Ceux qui tissent la soie n'ont pas d'habit convenable.
 Les gens instruits exploitent le travail des ignorants,
 Les imbéciles renforcent les bandes de malins.
 Que le peuple prenne conscience de son malheur
 Et les dix mille calamités seront surmontées. »(traduit du quoc ngu)

Le 27 juillet 1929, il est condamné à 4 mois de prison avec sursis, obtient l'autorisation de se rendre en métropole et s'embarque pour la France le 3 septembre (Ninh lui avait inspiré de beaux vers : « Un vaste monde est réservé aux seuls vagabonds »). Il y passera quatre ans.

A Toulouse, il adhère au Comité de lutte des étudiants annamites contre la répression qui, en février 1930, frappe les insurgés de Yen bay, monte à Paris pour participer à la manifestation du 22 mai devant l'Elysée ; il échappe à la police en s'enfuyant en Belgique avec Ho huu Tuong et confectionne avec lui l'unique numéro du *Tien quan* (L'Avant-garde), qui porte en exergue, « Sans théorie révolutionnaire pas de mouvement révolutionnaire » (Lénine), pour préparer un éventuel Congrès des Annamites révolutionnaires émigrés.

Rentré à Paris en juillet, il est gagné aux idées de l'Opposition de gauche et appartient au Groupe indochinois de la Ligue communiste. Professeur de langue annamite au lycée de Toulouse, il en est renvoyé pour propagande nationalisme, revient à Paris et s'inscrit à la Sorbonne pour une licence de philosophie, sans abandonner ses activités militantes (fin 1930 à 1933) ; il participe à la section française de la Ligue anti-impérialiste et au Comité d'amnistie aux Indochinois.

De retour à Saigon le 21 juillet 1933, il retrouve Ta thu Thàu et Ho huu Tuong, est engagé comme rédacteur à la revue littéraire *Dong nai* interdite en janvier 1934 et comme professeur de littérature et langue annamite au Lycée Paul Doumer, d'où il est exclu en juin 1935 pour avoir organisé une grève de professeurs.

Il participe au front uni *La Lutte* tout en s'occupant de travaux philosophiques. A la rupture de *La Lutte* en 1937, il reste avec Ta thu Thàu et écrit dans le *Tranh dau - La Lutte* devenu organe de la IV^e Internationale. Elu au Conseil colonial de Cochinchine le 30 avril 1939, il est arrêté le 28 juin et condamné le 13 octobre à 5 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour avoir assumé la responsabilité de l'agitation de *La Lutte* contre l'emprunt et les taxes de guerre. (La coutume était que pour les politiques, à partir d'une peine de 3 ans, le condamné soit envoyé au bagne de Poulo Condore.)

Sa peine accomplie, il est placé en résidence surveillée à Tan uyen (Bienhoa). Atteint de béri-béri au bagne, il se rend à Saigon après le coup de force japonais ; il est soigné par le docteur Ho ta Khanh et rejoint le groupe *Tranh dau*.

Pressenti le 10 septembre 1945 par la conférence d'élargissement du Comité exécutif provisoire du Nam bo (gouvernement de facto Viet minh),

Hum refuse d'y participer ; il est arrêté à Bienhoa par les sicaires de Duong bach Mai — Tran van Giau, et fusillé à Tan uyen en octobre 1945.

OEuvres :

Ngoi tu kham lon (En Maison centrale), Saigon 1929.
 Duong Linh, *May duong to* (Cordes de soie, recueil de poèmes)
 Sa dà du tu (Journal d'un Errant, impressions de voyage et de vie en France) publié dans le *Than chung*
Bien chung phap pho thong (La dialectique vulgarisée), Saigon 1936.
 Nguyen phi Hoanh, *Tolstoi*, Saigon 1939.
Phat giao triet hoc (La philosophie bouddhiste), Hanoi 1942.
Vuong Duong minh, than the và hoc thuyet
 (Wang yang Ming, vie et doctrine), Hanoi 1944.

Nguyen van So (1905-1945)

Né le 6 octobre 1905 à Cholon dans une famille pauvre, fervent disciple de Nguyen an Ninh, So est renvoyé de l'Ecole normale de Saigon en 1926 pour agitation politique ; il se fait boy sur les bateaux d'une ligne d'Extrême-Orient, séjourne quelque temps à Marseille et rentre à Saigon en 1928. Il travaille dans une imprimerie et dans une école privée.

Membre du groupe *La Lutte*, il est présenté aux élections de 1933, 1935 et 1939. Arrêté en juillet 1937 pour « association illicite » (comité d'initiative syndicale), il est incarcéré à la Maison centrale de Saigon et fait la grève de la faim ; il est acquitté le 9 septembre. Gravement atteint de tuberculose, il est de nouveau arrêté et condamné le 10 novembre à 1 an de prison et 10 ans d'interdiction de séjour pour « manoeuvres subversives ». Arrêté encore en septembre 1939, il est déporté à Poulo-Condore.

Membre actif du groupe *Tranh dau* en 1945, il fut l'un des fusillés par le *Viet minh* dans le maquis de Kien an (Thudaumot) en octobre.

Tran van Si (1907-1941)

Né le 20 octobre 1907 à Tanthanhdong (Giadinh), Tran van Si, après ses études à Hanoi, travaille comme agent technique, puis part pour la France le 22 juillet 1929.

A Paris, avec Nguyen van Linh, il est dès 1931 l'âme du Groupe des communistes de gauche indochinois qui se donne pour tâche de corriger les

« erreurs du PCI dans le même esprit que l'Opposition de gauche trotskyste en Russie ».

Dès février 1932, le groupe expose dans un bulletin ronéotypé qui s'appellera bientôt le *Duoc vo san* (Le Flambeau du prolétariat) les thèses de l'Opposition de gauche sur la révolution indochinoise, et est violemment attaqué par la section coloniale annamite du PCF.

A la fausse nouvelle de la mort de Nguyen ai Quoc (il fut interné à Hongkong par les Anglais du 6-6-1931 au début de 1933), le *Duoc vo san* (28 août 1932) écrit :

« Le camarade Nguyen ai Quoc a quitté le monde ; fidèles à l'esprit du camarade Quoc, les communistes de gauche lutteront de tout leur coeur tout en aidant le parti [...] à se transformer en une avant-garde digne de nos frères prolétaires afin d'abattre l'impérialisme et le capitalisme. »

En octobre 1933, enfin conscient de l'impossibilité d'être admis comme fraction oppositionnelle dans le PCI, le groupe expose au Secrétariat international son intention de construire un nouveau PC et en 1935, Tran van Si est parmi les animateurs de la section indochinoise pour la IVE Internationale.

Le groupe intervient dans les associations et les manifestations anti-impérialistes et cherche à rallier les dissidents annamites du PCF.

Rentré en Cochinchine le 13 septembre 1937, Si rejoint Ta thu Thàu dans *La Lutte* trotskyste et en 1939 il est sur la liste IVE Internationale aux élections coloniales d'avril. Arrêté le 13 juillet 1939 pour avoir été « contre la constitution d'un fond pour la défense nationale et avoir demandé que cet argent serve à des oeuvres d'utilité publique », il est condamné le 16 avril 1940 à 3 ans de prison et meurt à Poulo Condore.

Ho huu Tuong (1910-1980)

Issu d'une famille de fermiers (ta dien), Ho huu Tuong est exclu du Collège de Cantho en 1926, part pour la France et obtient bientôt le baccalauréat ; il commence des études de mathématiques à l'Université de Marseille et les termine à Lyon. Au mois de mai 1930, Tuong retrouve Ta thu Thàu à Paris pour les manifestations annamites contre les condamnations à mort qui viennent de frapper les insurgés de Yen bay. Il échappe aux arrestations et s'enfuit à Bruxelles avec Phan van Hùm ; ils éditent le *Tien quan* (L'Avant-garde) et, rentrés à Paris quelque temps après l'expulsion de Thàu, ils rassemblent autour de Naville, Molinier et Frank le Groupe indochinois de la Ligue communiste (Opposition), Nguyen van Linh, Tran van Si, La van Rot, Nguyen van Nhi, Nguyen van Nam, Nguyen van Cu.

Le 21 août, Tuong transmet à Molinier des informations venues du pays, pas tout à fait sûres dit-il « à cause des conditions d'extrême illégalité » : le **Thanh nien** a éclaté, un parti communiste est né de l'unification de « trois groupes communistes et de trois groupes nationalistes » ; nombreuses petites feuilles « communistes » surgissent. Il rédige avec ses camarades une "Déclaration des oppositionnels indochinois", transmise à Trotsky mais qui semble surtout destinée à ses compatriotes en pleine effervescence politique et agitation paysanne.

Rentré en Cochinchine au début de 1931, il enseigne les mathématiques dans des écoles privées. Au mois de mai, il rencontre Dao hung Long, du groupe Lien minh cong san doan (Ligue communiste) qui, à l'intérieur même du PCI, a réuni des opposants après l'échec des Soviets du Nghe Tinh ; il les gagnera à l'Opposition de gauche.

En août 1931, il commence avec Dao hung Long la publication d'une revue photocopiée *Thang muoi* (Octobre) en format de poche ; en novembre 1931, tous les oppositionnels s'unissent dans le *Ta doi lap*, (cf. biographie de Ta thu Thàu) avec le *Thang muoi* comme organe théorique. En avril 1932, tandis que Ta thu Thàu publie la feuille *Vo san* (Le prolétaire), Tuong continue le *Thang muoi*.

Le 21 novembre 1932, Tuong est arrêté et, le 1er mai 1933, il est condamné au procès des 21 trotskystes de Saigon à 3 ans de prison avec sursis pour « société secrète et manoeuvres subversives ». Pour sa compagne, le verdict est de 3 mois et pour Dao hung Long d'un an.

Il participe à la campagne du premier groupe *La Lutte* (avril-mai 1933) pour les élections municipales de Saigon. Il aura toujours un pied dans le second groupe *La Lutte* (1934-1937). Mais il est essentiellement un théoricien anti-stalinien ; « conseiller occulte » de la Ligue des communistes internationalistes favorable à la construction de la IVE Internationale formée par Lu sanh Hanh en 1935, il rédige l'unique numéro de sa revue *Thuong truc cach mang* (Révolution permanente) (première publication clandestine trotskyste imprimée) ; après la victoire du Front populaire, il y prévoit un mouvement ouvrier grandiose en France et la constitution d'un gouvernement de gauche ; une grande vague d'espoir gagnera les ouvriers et paysans pauvres d'Indochine qui bougeront à leur tour ; il est urgent de bâtir un parti rassemblant en grand nombre des éléments conscients, issus de la lutte réelle et de la réflexion des prolétaires des villes et des campagnes (non bureaucratiquement de révolutionnaires professionnels obéissants formés à Moscou), qui préparera la grève générale, en concomitance avec le prolétariat français car il est impossible de vaincre et de construire le socialisme dans les limites nationales.

En septembre 1936, il fait paraître *Le Militant*, premier hebdomadaire trotskyste légal, dénonce la collaboration de *La Lutte* avec les bourgeois constitutionnalistes, la répression permanente du Front populaire, la comédie sanglante du premier procès de Moscou. Il rassemble les militants clandestins

dans le Groupe des bolcheviks-léninistes favorables à la IVe Internationale qui lance la feuille non moins clandestine *Tho thuyen tranh dau* (Lutte ouvrière).

Après le second procès de Moscou, en mars 1937, il fait paraître *Le Militant*, soutenu qu'il est par un nombre croissant de sympathisants, publie "L'étape décisive" de Trotsky, le "Testament" de Lénine.

Les staliniens ayant quitté *La Lutte* en juin 1937, Ta thu Thàu reprend sa liberté critique et Tuong suspend définitivement la parution du *Militant*.

En septembre 1938, mettant à profit la liberté relative accordée par Daladier à la presse en quoc ngu, Ho huu Tuong et Dao hung Long lancent la feuille de combat *Thay Tho* (Employés et Ouvriers) et reprennent la revue théorique *Thang muoi* (Octobre, 5 numéros jusqu'en mars 1939). Tuong visant Thàu y critique les « quatre années d'erreurs relatives à la tactique de front uni » :

« Ce qui caractérisa le journal *La Lutte* dans la période 1934-1938, c'est d'avoir été sur la plate-forme de la IIIe Internationale [...]. Souvent il publie des extraits de documents parus dans *L'Humanité* [...] et aucun article n'était tiré des documents de la IVe Internationale. Bien plus *La Lutte* fait connaître in-extenso la résolution du 7e congrès du Comintern sans aucun commentaire. » (*Thang muoi*, septembre 1938)

En janvier 1939, Tuong y publie les statuts de la IVe Internationale, explique la théorie de la révolution permanente appliquée à l'Indochine et appelle tous les camarades du Nord au Sud à s'unir pour construire le parti de la IVème.

En vue de soutenir le groupe *Tranh dau - La Lutte* aux élections coloniales d'avril 1939, un nouvel hebdomadaire *Tia sang* (Étincelle) paraît en janvier avec Dao hung Long, Lu sanh Hanh, Nguyen van Nam, Trinh van Lau ; Ngo van Xuyet qui travaillait à Phnom-Penh depuis la fin de 1937 et y a formé un groupe annamite de sympathisants De Tu (IVe), en devient correspondant dans la capitale Khmère.

Paradoxalement, Tuong a toujours critiqué la collaboration « étrange » (quai go) entre staliniens et trotskystes, « le feu et l'eau », le *Thang muoi* préconise dans son numéro de mars, en application de la tactique bolchevique « marcher séparément et frapper ensemble », une liste commune avec Nguyen van Tao et ses amis du groupe **Dan chung** (Le peuple). Ta thu Thàu se présentera au contraire sur une liste IVe Internationale (**So De Tu**), opposée radicalement aux staliniens non seulement à cause de leur position Front démocratique (main tendue aux constitutionnalistes et « défense de la France en Indochine », mais à cause du fossé de sang et de cadavres qu'ont creusé les trois Procès de Moscou bâtis sur le mensonge.

Pour sa campagne identique à celle du *Tranh dau - La Lutte* contre la guerre, l'emprunt, les impôts et taxes pour la « défense de l'Indochine », le *Tia sang* est saisi en juin et ses rédacteurs mis sous les verrous. Ho huu Tuong, arrêté à la fin de septembre 1939, est déporté à Poulo Condore.

A sa libération en 1944 il se sépare du trotskysme :

« Je rejoins la voie du peuple et de la race (con duong dan toc), je pense que l'émancipation de l'humanité par le prolétariat est le plus grand mythe du 19e siècle et le potentiel révolutionnaire du prolétariat en Europe et en Amérique du Nord le plus grand mythe du 20e ».

Après le 9 mars 1945, il se rend au Nord en passant par Hue. Le 30 juin, il est parmi les 14 personnalités pressenties par Bao Dai pour élaborer un projet de Constitution (*Viêt-nam tan bao* 7 juillet 1945). Le 27 août, on trouve sa signature au bas d'un télégramme du 23 adressé à Bao Dai par le Comité populaire révolutionnaire du Tonkin, à côté de celles de deux figures importantes du Viet minh, Nguyen van Huyen et Nguyen Xien :

« Un gouvernement populaire révolutionnaire provisoire s'est constitué dont le président est le vénéré Ho chi Minh. Nous prions Sa Majesté d'abdiquer immédiatement pour consolider et unifier l'indépendance de la nation. »

Après la partition du pays (1954), Tuong se fait conseiller du pirate du Sud Le van Vien pour un mouvement neutraliste (ni pro-russe ni pro-américain) et Ngo dinh Diem le condamne à mort en 1957 puis le déporte à Poulo Condore. Après la chute de Diem, il est député sous le régime militaire de Nguyen van Thieu.

En 1977, deux ans après l'entrée des troupes du Nord à Saigon, il est envoyé dans un « camp de rééducation » ; il en sort le 26 juin 1980 et meurt en franchissant le seuil de sa maison.

Quatre ans après paraît à Paris son essai auto-biographique : *41 nam lam bao, Hoi ky* (41 ans de journalisme, Souvenirs)

Dao hung Long (1905-....)

Originaire de Longtri (Rachgia), Long est affilié au **Thanh nien** en 1926 ; il appartient en 1929 à son aile communiste, suit Ngo gia Tu dans la scission et devient dac uy (délégué spécial) du PCI dans l'Ouest cochinchinois.

L'échec du mouvement paysan de 1930-31 (Soviets du Nghe Tinh, jacqueries en Annam et Cochinchine) l'amène à mettre en question la politique du parti, qu'il condamne pour son aventurisme, son caractère ouvrier-paysan, sa direction faite en majorité d'intellectuels petits-bourgeois et de paysans. Au début de 1931, il organise à Baclieu la Ligue communiste avec un ban mao hiem (comité de brave-la-mort) qui se charge de trouver des fonds. En mai 1931 Long est gagné au Ta doi lap par Ho huu Tuong ; arrêté le 24-10-1932, il est condamné à 1 an de prison le 1er mai 1933 et envoyé aux travaux forcés dans les carrières de Chaudoc ; il entraîne les prisonniers de droit commun à refuser la corvée puis à faire la grève de la faim ; cette lutte durement réprimée, il est renvoyé à la Maison centrale de Saigon.

En 1934, il s'établit comme peintre d'enseignes à Saigon. En 1936, il écrit la brochure *Méthode de travail d'un Comité d'action*. En 1937, pour son activité dans le mouvement syndical encore interdit sous le Front populaire, il est condamné à 2 mois de prison. A la fin de 1938 il lance la feuille légale en quoc ngu *Thay Tho* (Employés et Ouvriers). Il est parmi les rédacteurs du *Tia sang* qui paraît dès janvier 1939 et dénonce la guerre, l'emprunt et les taxes pour la « défense de l'Indochine » ; il est condamné à 2 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour le 2 octobre. Pendant la guerre il est interné dans les camps de Talai et Bara puis déporté à Madagascar d'où il n'est ramené qu'en 1947. Il abandonne la lutte de classes et suit Ho huu Tuong dans la voie d'un nationalisme neutraliste.

Lu sanh Hanh (c.1912-1982)

Né à Bentre dans une famille aisée il fait ses études au collège de Mytho. Membre influent du Comité de Saigon du PCI en 1932, ébranlé par l'Opposition de gauche, Hanh tente de réorganiser son parti sur une base critique. Il lance le journal *Lao cong* (L'Ouvrier). Arrêté le 9 octobre, il est condamné à 15 mois de prison et doit pousser des wagonnets au Cap Saint-Jacques avec des prisonniers de droit commun qu'il entraîne à la grève. Mis au cachot, il entame une longue grève de la faim, et on le remet à la Maison centrale de Saigon.

Libéré, il entend « consacrer sa vie à faire la révolution », liquide son héritage, se fait coiffeur ambulant pour les besoins de la propagande puis reporter au *Duoc Nha Nam* (Le Flambeau d'Annam) constitutionnaliste. En juillet 1935, Hanh forme clandestinement la Ligue des communistes internationalistes (pour la IVème Internationale) réprimée dès l'année suivante lorsqu'elle appelle à la formation des Comités d'action. Hanh est condamné à 18 mois de prison le 31 août 1936. Inlassable il reprend sa vie militante dès sa libération et en janvier 1939, collabore au *Tia sang* de Ho huu Tuong - Dao hung Long.

Il échappe aux arrestations de septembre 1939, se réfugie dans l'Ouest cochinchinois puis ragagne Saigon en août 1944 pour y reconstituer secrètement la Ligue dont le Manifeste du 24 mars 1945 convie ouvriers et paysans à se préparer à une révolution prochaine sous le drapeau de la IVe Internationale.

Après la reddition japonaise, la Ligue qui a toujours été souterraine sort au grand jour avec des mots d'ordre radicaux opposés à ceux des staliniens ; ses Comités du peuple, en dualité de pouvoir avec le gouvernement de facto de Tran van Giau, sont désarmés le 14 septembre 1945. Hanh est incarcéré à la

Maison centrale de Saigon ; le 22 les Anglais prennent le contrôle de la prison, et Hanh échappe à l'assassinat.

Emigré en France en 1947, il milite parmi les coolies viets importés pour les usines de guerre et collabore à la revue *Quatrième Internationale* sous le nom de Lucien. Il revient au pays en 1954 pour continuer mais sans résultat le combat souterrain sous les gouvernements autochtones du Sud puis sous le gouvernement stalinien de Hanoi. Il meurt tuberculeux à Saigon le 2 novembre 1982.

Nguyen van Linh (1909-1951)

Né à Bensuc (Thudaumot), Nguyen van Linh vient en France en 1926, fait ses études au lycée Michelet de Vanves puis à la faculté de lettres de Paris. Avec Tran van Si, il anime le Groupe des communistes de gauche indochinois dès 1931. Il intervient avec les oppositionnels français au Congrès mondial d'Amsterdam contre la guerre (ne pas leurrer le prolétariat en lui laissant croire qu'on peut empêcher la guerre sans avoir détruit son fondement le capitalisme) ; il est à l'Association d'entraide des Indochinois, au Cercle d'études sociales inauguré en 1934 où il rencontre les exclus du PCF. Il critique le Front populaire pour sa répression contre le mouvement du Congrès indochinois en 1936... Il écrit dans le bulletin *Quoc te IV* né le 1er octobre 1937, y dénonce la dictature du parti au pouvoir en URSS sur son prolétariat, et le PCF qui, depuis le pacte Laval-Staline, « pousse les masses annamites à soutenir les impérialismes démocratiques » et réclame « le maintien par tous les moyens de la paix dans les trois possessions françaises d'Afrique du Nord ».

Rentré en Cochinchine au début de la guerre, il enseigne à Cantho. Il rejoint la LCI à Saigon en août 1945 et s'occupe de la formation politique de la milice ouvrière des Tramways de Govap.

« Si nous avons survécu, mes amis et moi à la sauvage répression stalinienne, c'est après avoir lutté de toutes nos forces et c'est encore pour continuer la lutte », écrit-il de Saigon à Molinier et Craipeau le 9 juillet 1947.

En 1951, Linh et Liu Khanh Thinh tombent avec un camarade chinois, Liu Jialiang, dans un guet-apens Viet minh ; la radio du maquis donne la nouvelle de leur mise à mort en les accusant de s'être vendus à l'impérialisme français.

Tran dinh Minh alias Nguyen hai Au (1912-1946)

Poète et auteur d'un roman dont la jeune héroïne pauvre, laide et muette, recouvre la parole et la beauté quand elle est aimée, symbole sans doute des écrasés qui naîtront à une vie véritable par la révolution sociale ; il écrit également sur l'économie : *Kinh te hoc pho thong* (Economie politique vulgarisée, Hanoi 1944), *Kinh te the gioi* 1929-1934 (Economie mondiale 1929-1934, Hanoi 1945). Il a abandonné l'enseignement pour se faire typographe à l'imprimerie Le van Tan à Hanoi, d'où sort en 1944-1945 la feuille trotskyste clandestine *Co do* (Le Drapeau rouge). Il rejoint la LCI à Saigon en juillet 1945.

Adopté par le Doan cong binh (milice ouvrière) des Ateliers de Tramways de Govap, il est élu à sa tête avec Nguyen van Thuong et S. pendant le soulèvement de Saigon. Il tombe le 13-1-1946 sur le front de Myloi près de Caolanh (Sadec) sous le feu d'un groupe de supplétifs autochtones de l'armée française travestis en maquisards ; les villageois de Mytay lui ont fait une tombe (Cf. *Doan cong binh Khang chiên* (Liu Khanh Thinh, La milice ouvrière dans la résistance) multigraphié, Paris 1947).

Edgar Ganofsky (1880-1943)

Français originaire de la Réunion, « instituteur révoqué pour motifs politiques, adversaire de toujours des autorités (cf. son journal *La voix libre*, 1923-1932) ce vieux jacobin un peu naïf, volontiers libertaire », vit à l'annamite dans un compartiment misérable de Dakao. Viscéralement anticolonialiste, gérant sans solde de *La Lutte* à partir de sa création, il attaque l'article 91 du code pénal modifié, base juridique des condamnations des rédacteurs ; en 1936, il fait partie du Comité d'action de *La Lutte* du quartier de Dakao. En 1939, gérant du *Tia sang* il est condamné le 5 septembre à 1 an de prison et 5 ans d'interdiction de séjour ; en juin 1940 sa peine est portée à 3 ans de prison et 10 ans d'interdiction de séjour. En résidence forcée à Cantho, il meurt dans la misère en 1943.

Simon Pirani

La IVe Internationale au Viêt-nam

Pourquoi l'étudier et que lire ? ¹

L'histoire de la IVe Internationale au Viêt-nam a une portée directe sur nombre de querelles importantes qui persiste dans les tendances se réclamant du trotskysme.

L'histoire a-t-elle rendu superflue la construction de la IVe Internationale, ou doit-elle être reconstruite ? Y-a-t-il des pays où elle n'est plus nécessaire parce que le parti stalinien s'est montré capable de donner la direction révolutionnaire à laquelle les trotskystes aspirent ? Sa fondation en 1938, coupée du mouvement réel de la classe ouvrière, est bien ainsi un « geste creux », comme Isaac Deutscher et bien des auteurs après lui l'ont cru ?

L'histoire vietnamienne est importante pour ces discussions, pour deux raisons. Premièrement parce que, entre 1947 et 1975, ce mouvement nationaliste là, dominé politiquement par les staliniens, recommença la guerre et infligea de cuisantes défaites aux impérialismes français et U.S. Cela donna de la consistance à ces « trotskystes » qui assuraient que le stalinisme, loin d'être une agence contre-révolutionnaire de l'impérialisme dans le mouvement ouvrier, comme l'affirmait Trotsky, avait donné naissance à des tendances qui avaient trouvé le chemin pour devenir révolutionnaires, bien que staliniens. Les staliniens avaient pris le manche *de facto* : les trotskystes, paraît-il, n'avaient pas été à la hauteur.

Deuxièmement, les trotskystes vietnamiens avaient dirigé des secteurs décisifs de la classe ouvrière dans les années 30, mais ce n'était plus vrai à

1. Cet article est traduit de l'anglais avec la permission de son auteur. Il a été publié dans *Revolutionary History*, automne 1990. Nous avons seulement raccourci quelques références bibliographiques

l'époque des guerres française et américaine et cela ne faisait que confirmer pour ceux qui voulaient le croire, qu'ils étaient marginalisés par l'histoire.

Cette vue erronée repose sur l'ignorance ou la déformation de l'histoire de la situation révolutionnaire qui est apparue au Viêt-nam en 1945. Au moment de l'effondrement de l'administration de guerre japonaise, les ouvriers sous la direction de la IV^e Internationale luttèrent pour le pouvoir à Saïgon avec le « gouvernement provisoire » stalinien dirigé par Tran Van Giàu qui, dans la ligne de l'accord d'après-guerre de Staline avec les Alliés, voulait restituer le sud du pays au contrôle impérialiste français.

Pendant cette révolution peu connue, les conseils d'ouvriers et de paysans du type soviets, et, sur une petite échelle des organisations militaires de travailleurs apparurent en Asie pour la première fois depuis que la Commune de Canton avait été écrasée par le Guomindang en 1927. A Canton le stalinisme trahit les ouvriers révolutionnaires ; à Saïgon il s'arrangea avec l'impérialisme pour battre dans le sang et traquer leur avant-garde de trotskystes dans les campagnes où ils furent pris et tués. La plus éminente victime fut le dirigeant trotskyste Ta Thu Thau.

Les staliniens ont essayé d'enterrer la vérité sur cette révolution — et ont bien failli y arriver, car les trotskystes, pliant sous la pression stalinienne l'ont cachée (par exemple *l'Histoire de la IV^e Internationale* de Pierre Frank en deux volumes et *The Death Agony of the Fourth International* du Workers Power groupe irlandais — n'ont pas un mot à dire de l'expérience vietnamienne.

Faute de comprendre la révolution de 1945, la classe ouvrière ne comprendra jamais ce qui est arrivé au Viêt-nam et quels sont les bilans respectifs réels des staliniens et des trotskystes.

N'est-il pas exagéré de dire que l'histoire de la révolution de 1945 a été dissimulée ? Considérons-la du point de vue de milliers d'Européens qui ont rejoint les diverses organisations soi-disant trotskystes pendant la guerre du Viêt-nam contre les E.U. dans les années 60 et 70. Comment auraient-ils pu apprendre sur la révolution de 1945 et en réalité sur le fait qu'il y avait des choses comme le trotskysme vietnamien ?

Ils auraient vainement fouillé dans les revues et journaux de leurs organisations. Ils auraient pu mettre la main sur un exemplaire de la revue « marxiste libertaire » (*Solidarity*, 5. 5. 1968) qui contenait l'article « L'insurrection de Saïgon » de Ngo Van Xuyet traduit du bulletin ronéoté *Information Correspondance ouvrières* (ce compte-rendu d'un témoin est extrait d'un travail inédit plus long).

Il y a très peu d'autres brochures publiées à l'époque. D'auteurs se réclamant de l'adhésion au trotskysme, en Anglais, *Viêt-nam : Stalinism vs Revolutionary Socialism*, par Richard Stephenson (publication chartiste internationale - 1972) ; *Trotskyism Stalinism in Viêt-nam* par Stig Eriksson ; *Viêt-nam : what about the workers ?* (*Workers Voice*, vol. 2 n°7) : « Viêt-nam : An Unfavourable Terrain for the Guerilla Fight of the Far Left Against the French Communist Party » et « From the Vietminh to the Vietcong », dans *Class Struggle*, nouv. série n°14, avril 1968, pp 1-16.

Peu

Les grandes organisations se réclamant du trotskysme ont peu à dire sur le mouvement vietnamien.

L'O.C.I. française, dirigée par Pierre Lambert, a fait des cours de formation sur l'histoire du mouvement vietnamien. Quand les partisans du secrétariat unifié de la IV^e Internationale lancèrent, dans les marches contre la guerre du Viêt-nam à Paris, le cri « Ho Ho, Ho Chi Minh », les militants de l'O.C.I. répondaient « Ta Ta Ta Thu Thau », mais, l'O.C.I. n'a jamais rien publié sur les trotskystes vietnamiens. Ni la Socialist Labour League jusqu'en 1975, et seulement pour les dénigrer.

En 1973, Pierre Rousset, dirigeant du S.U., publia *Le parti communiste vietnamien* (Paris 1973). Ce livre essayait de démontrer comment le parti stalinien vietnamien était devenu révolutionnaire sous la pression des événements et suivait la route de la révolution permanente esquissée par Trotsky.

Cela déclencha une controverse dans la revue en anglais du SU *International Socialist Review* (juillet - août 1973, avril 1974, février 1975). Contre l'affirmation de Rousset que les staliniens étaient devenus une direction révolutionnaire, George Johnson et Fred Feldman du S.W.P. (E.U.) publièrent des preuves détaillées tirées de l'histoire des staliniens vietnamiens.

Un aspect de la discussion, concernant l'assassinat des trotskystes vietnamiens en 1945, est particulièrement intéressant. Ho avait dit au Français Daniel Guérin en 1946 que Ta Thu Thau avait été tué parce qu'« il ne suivait pas la ligne que j'avais fixée » (Guérin, *Au Service des Colonisés*, Minuit, p. 221). Rousset citait Guérin mais maintenait que, tandis que Ho et les dirigeants staliniens portaient « une claire responsabilité politique » pour le meurtre des trotskystes, il était « difficile d'établir » qui en était « immédiatement responsable » : là-dessus, la position du parti stalinien était « ambiguë ». Feldman et Johnson soulignèrent qu'il n'y avait aucune ambiguïté » et que Rousset ne le prétendait que pour perpétuer l'illusion du potentiel révolutionnaire des staliniens.

Les deux Américains soulignaient aussi que le travail le plus important pour les étudiants trotskystes de l'histoire vietnamienne était le seul travail que Rousset n'a pas fait : un ré-examen des événements de 1945 et la lutte des trotskystes à cette époque, pour la direction contre les staliniens. On pouvait partir du matériel contemporain publié par la IV^e Internationale (avec de la prudence sur sa véracité sur quelques faits). Il consiste en : le compte rendu le plus détaillé « quelques étapes de la révolution du Nam Bô au Viêt-nam » par Lu Sanh Anh (*Quatrième Internationale*, septembre 1947 : « Qui a tué Ta Thu Than ? » par Rodolphe Prager (*La Vérité*, 19 juillet 1946) et « Nouvelle étape de la contre-révolution et de l'offensive impérialiste en Indochine » par le C.C. du G.C.I. vietnamien en France, *Quatrième Internationale*, début 1947. Il y a une référence à l'expérience vietnamienne dans « La Quatrième en danger » par Benjamin Péret, Grandizo Munis et Natalia Trotsky (Revolutionary Communist Party, *Internal Bulletin*, 27 juin 1947).

L'américain *Socialist Appeal*, vol 3 n° 58, 11 août 1939, a publié la lettre de Pham Van Hum, Tran Van Thach et Ta Thu Thau à L. D. Trotsky, l'informant de leur « brillante victoire » sur les staliniens dans les élections au conseil colonial de Saïgon.

Source

Dans leur polémique contre Rousset, Feldman et Johnson suggéraient qu'il pourrait « rendre un vrai service » au marxisme et au savoir en général, en effectuant des recherches plus poussées sur les événements de 1945. Ils suggéraient des interviews de trotskystes chinois et vietnamiens à Paris : il ne semble pas que Rousset l'ait fait. Une autre source vitale d'information, que les deux Américains ignoraient, est le dossier de correspondance du secrétariat unifié de la IVe Internationale — qu'en sa qualité de dirigeant, Rousset aurait certainement pu examiner. Un certain doute a été jeté sur son honnêteté (pour ne pas parler de ses références trotskystes) par le fait qu'il a refusé de le faire.

Le dossier, maintenant déposé à la B.D.I.C. à l'université de Nanterre, est la principale source primaire sur le rôle des trotskystes dans la révolution de 1945. Il contient des rapports sur les événements de 1945 par les deux groupes trotskystes au Viêt-nam : *Dans le sud du Viêt-nam : la révolution d'août 1945 et le groupe de La Lutte* et, moins informé, *La Lutte de la Ligue Communiste internationaliste du Viêt-nam*. Il y a aussi des rapports individuels de trotskystes dont deux sont publiés dans *Revolutionary History*. Le dossier comprend aussi des lettres, thèses et proclamations des trotskystes vietnamiens ; les plus récents sont une lettre de 15 pages de Saïgon, datée de mai 1955 et des thèses programmatiques élaborées la même année. Il faut aussi consulter le dossier sur la Chine, car il contient un rapport de deux pages, daté d'août 1945, sur le sort de Liu Jialiang, un trotskyste chinois tué par les staliniens alors qu'il travaillait au Viêt-nam.

Ce matériel pourrait constituer la base d'une étude sérieuse du bilan des trotskystes du Viêt-nam dans la révolution de 1945, qui pourrait être très utile au mouvement.

Il n'a pas été fait étude semblable dans la IV^e Internationale dans les années après 1945. En fait, pour être modéré, on n'a pas prêté beaucoup d'attention à la section vietnamienne. Elle est citée dans les travaux pour l'éducation des militants du SWP par Peng Shuzi et Chen Pilan. Inédit, dans une collection privée, se trouve une *Résolution sur le Travail Indochinois de la Commission Coloniale* de la fin des années 40.

Et maintenant le matériel sur les trotskystes vietnamiens récemment publié — depuis le milieu des années 70 — par des organisations et auteurs se réclamant du trotskysme.

Il y a d'abord les écrits qui répètent les déformations et distorsions staliniennes sur les trotskystes vietnamiens. Au premier rang, « Stalinism and the

Liberation of Vietnam » par Stephen Johns dans *Fourth International*, automne 1975 et hiver 1975 (il écrit que les trotskystes « n'ont jamais été capables de se construire une base dans la paysannerie et ont totalement sous-estimé le rôle de la guerre révolutionnaire de guérilla ») et *Viêt-nam and the World Revolution* par Martin Mc Laughlin, Détroit 1985. Ces travaux sont presque sans valeur pour la recherche historique, mais ils éclairent la politique de leurs auteurs.

Deuxièmement, il y a différentes tentatives d'ajouter à la recherche sur l'histoire des trotskystes vietnamiens et de la commenter : principalement *Stalinism, Trotskyism in Viêt-nam*, un pamphlet spartakiste et *Viêt-nam and Trotskyism* (C.L.d'Australie) [...] La feuille ronéotée *The Vietnamese Trotskyists and the August Revolution of 1945*, par John Spencer, est écrit d'un point de vue anti-trotskyiste mais fait référence aux conflits entre trotskystes sur la question du Viêt-nam.

On peut trouver un important matériel sur l'histoire trotskyste vietnamienne dans *Chroniques vietnamiennes*, journal en français du Groupe trotskyste vietnamien (S.U.). *Chroniques* n°1 (novembre 1986) contient trois lettres à Ho Chi Minh datées de 1939 qui effectivement closent le débat quant à son attitude sur le massacre des trotskystes. Il l'a encouragé.

En dépit de ces efforts, une histoire de la révolution de 1945 et du rôle des trotskystes, reposant sur un bon travail de recherche, reste encore à écrire.

L'activité trotskyste au Viêt-nam avant la Deuxième Guerre mondiale est beaucoup mieux documentée. Il y a *Mouvements nationaux et Lutte de Classes au Viêt-nam*, d'Anh Van et Jacqueline Roussel (Marguerite Bonnet).

On trouve des références de Trotsky à ses camarades vietnamiens dans « On the declaration of the Indochinese Opposition », *Writings of Leon Trotsky 1930-1931*, New York, pp 29-33, « India faced with imperialist War : An open Letter to the Workers of India », du 25 juillet 1939, -ib-, « The Kremlin in World Politics », *ib* 38, 39, p. 368, et « Trotskyism and the P.S.O.P. » (*Leon Trotsky on France*, p. 241)

En France, il y a ces récents *Cahiers Léon Trotsky* n°40 « Révolutionnaires d'Indochine », dont le morceau principal est « Le Mouvement IVe Internationale en Indochine 1940-1945 » par Ngo Van. Un second article de Ngo Van « Le Mouvement IVe Internationale en Indochine 1940-1945 » doit être publié dans les *Cahiers* cette année.

La plupart des travaux d'auteurs non-trotskyistes sont énumérés ci-dessous, mais il faut une mention spéciale pour *Révolutionnaires vietnamiens et Pouvoir révolutionnaire en Indochine* de Daniel Hémerly, 1975, une étude complète des relations entre trotskystes, staliniens et nationalistes à Saïgon 1932-1937. Le CERMTRI à Paris a une collection incomplète mais utile des publications trotskystes vietnamiennes incluant *Le Militant*, *La Lutte* et *Thang Muoi*, ainsi qu'un manuscrit inédit sur le Viêt-nam, *Le Communisme de 1920 à 1935*.

En Italie il y a « I Giornale *La Lutte* e i Trotskysti di Saïgon 1934-1939 » de Stellio Marchese dans *Storia e Politica*, vol 16, n° 4, 1977.

Il existe en outre des brochures trotskystes vietnamiennes qui n'ont pas encore été traduites en quelque langue européenne que ce soit. Entre autres *Tu*

the nat den de tu quoc te (De la Ière à la IVe Internationale) de Ta Thu Thau, Saigon 1937 et *Ta Thu Than : Tu quoc gia den quoc* (Ta Thu Thau : du nationalisme à l'internationalisme), par Nguyen Van Dinh, Saigon, 1938.

Un aspect important de l'histoire de la IVe Internationale concerne la lutte des travailleurs vietnamiens en France à la fois pendant la Deuxième Guerre mondiale, quand ils étaient enfermés dans des camps de travail et après la guerre. Leurs chefs et organisateurs étaient trotskystes. C'est traité à fond dans « Les travailleurs indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale », par Benjamin Stora (*Cahiers du CERMTRI*, n°28, avril 1983. Il y a aussi des références dans *Chroniques vietnamiennes* n°4 et un des camarades engagés a écrit un long mémoire en vietnamien. Egalement inédit, un *Bref Historique du GBL* indochinois dont un exemplaire est au centre Pietro Tresso à Foligno.

Et maintenant, le matériel sur l'histoire vietnamienne par des écrivains bourgeois et non-trotskystes. Ceux qui comptent le plus de détails sur les trotskystes sont « Le Marxisme au Viêt-nam » par Milton Sacks, partie de *Marxism in Southern Asia, A Study of Four Countries*, publié par Frank N. Trager, Stanford 1960, Vietnamese Communism par Huynh Kim Khanh, Cornell. Le SOTSFOM à Paris, où se trouvent quantité de rapports sur les mouvements révolutionnaires par l'administration coloniale des années 30, est une source essentielle pour une recherche plus détaillée.

Sur la révolution de 1945, *The Failure of the Independent Political Movement in Viêt-nam 1945 - 1946* par K. Colton, thèse non publiée (Bibliothèque de l'Ecole d'Etudes orientales et Africaines de Londres, est exceptionnellement utile. Egalement intéressant, *Political Alignments of Vietnamese Nationalists*, U.S. State dept 3708, 1er octobre 1949.

Il y a bien sûr du matériel au Viêt-nam (voir par exemple la bibliographie de Huynh Kim Khanh). Il y a d'évidentes priorités pour la traduction : *nha Cach Mang Ta Thu Than (1906-1945)* par Ba Phuong, articles dans *Hoa Dong* n° 44/52, Saigon 1957.

D'autres travaux qui mentionnent les trotskystes plus qu'en passant sont : *History of Vietnamese Communism 1925-76* par Douglas Pike, *Dragon Embattled*, 2 vol. par Joseph Buttinger, Londres 1967, *The Struggle for Indochina 1940-55* par Ellen Mammer, Stanford 1955. En Français, *Histoire du Viêt-nam de 1940 à 1952*, de Philippe Devillers, *Ho Chi Minh, une biographie politique*, de Jean Lacouture et *La libération : les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale* par Yvan Craipeau.

Je n'ai trouvé aucune référence aux trotskystes dans les versions « officielles » en langue européenne de leur propre histoire par les staliniens vietnamiens. Les origines de leurs calomnies mensongères sont les lettres citées ci-dessus de Ho Chi Minh, ultérieurement répétées dans les *Ecrits du parti* en vietnamien, vol 2 (1930-1945), Hanoi, 1977 et, plus récemment, dans « Observations sur les initiatives de la lutte du parti contre les bandes trotskystes contre-révolutionnaires » par The Tap dans *Tap Chi Cong San* n° 2, février 1983 que les camarades de *Chroniques vietnamiennes* ont pris la peine, de

façon très utile, de traduire en français. Nous ignorons si de nouveaux matériaux seront découverts comme résultat de l'appel de ces camarades pour l'ouverture des archives staliniennes des années 30, ou des vents de *glasnost* qui soufflent de Moscou.

La construction de la IVe Internationale est une question aussi pratique dans le Viêt-nam d'après 1975 que partout ailleurs. Elle a sa petite histoire qui bien qu'en dehors du sujet de cet article, peut être touchée. Voir particulièrement *Chroniques vietnamiennes*, son prédécesseur *Nghien Cure*, la lettre du GBL du Viêt-nam au SU le 5 février 1947 et aussi une série d'articles dans *Workers Press* 3, 17 et 24 février 1990. Une polémique dans l'édition spéciale d'été d'*Inprekor* intitulée « Débat sur la situation en Indochine » touchait quelques questions politiques et théoriques d'importance vitale soulevées par l'invasion vietnamienne du Cambodge de Pol Pot.

CHRONIQUES VIETNAMIENNES

Revue trimestrielle
éditée par le groupe trotskyste vietnamien en France (LCR)

Anciens numéros

<i>Dossier N° 4 :</i> Nhuyen Khac Vien et les travailleurs vietnamiens en France (18 frs)	<i>Dossier N° 6 :</i> Crise dans les organisations des Viet- Kiêu patriotes (25 frs)
<i>Dossier N° 5 :</i> Le réveil des intellectuels vietnamiens (20 frs)	<i>Dossier N° 7 :</i> SOS : les travailleurs vietnamiens et le racisme en URSS et Tchécoslovaquie (25 frs).

Abonnement

France : 60° francs
Etranger (Europe) : 75 francs

Etranger par avion (hors Europe) :
85 francs
Abonnement de soutien :
à partir de 100 francs

Chèque à l'ordre de
CHRONIQUES VIETNAMIENNES
BP 246 75524 Paris Cedex 11

CCP : 20672 57 Z Paris

Documents

Ho Chi Minh et les trotskystes

Trois Lettres de Ho Chi Minh inédites en France

Les trois documents qui suivent ont été traduits du vietnamien et publiés dans la revue Chroniques vietnamiennes, n°1 et reproduits ici avec sa permission. Ils constituent la preuve qui met fin de façon définitive à une polémique qui s'est déroulée dans les rangs trotskystes où certains assuraient que Ho Chi Minh n'avait pas été un véritable stalinien et ne pouvait être tenu pour responsable de l'assassinat des trotskystes vietnamiens. Ils prouvent sans discussion possible qu'Ho Chi Minh fut le convoyeur des accusations du GPU au Viêt-nam et que ce fut lui qui nourrit la campagne de calomnies qui permit d'assassiner ses adversaires politiques, ceux de Staline.

Kwelin, le 10 mai 1939

Chers camarades bien aimés,

Dans le passé, à mes yeux et aux yeux de bon nombre de camarades, le trotskysme nous a semblé une question de lutte entre les tendances au sein du Parti communiste chinois. C'est pourquoi nous n'y prêtions guère attention. Mais, peu avant l'éclatement de la guerre, plus exactement depuis la fin de l'année 1936 et notamment pendant la guerre, la propagande criminelle des trotskystes nous a ouvert les yeux. Depuis, nous nous sommes mis à étudier le problème. Et notre étude nous a conduit aux conclusions suivantes :

1. Le problème du trotskysme n'est pas une lutte entre les tendances au sein du Parti communiste chinois. Car, entre communistes et trotskystes, il n'y a aucun lien, absolument aucun lien, il s'agit d'un sujet concernant le peuple tout entier : **la lutte contre la patrie.**

2. Les fascistes japonais et étrangers le savent. C'est pourquoi ils cherchent à créer des désaccords pour tromper l'opinion et porter atteinte au renom des communistes, en faisant croire aux gens que communistes et trotskystes sont du même camp.

3. Les trotskystes chinois (comme les trotskystes d'autres pays) ne représentent pas un groupe, encore moins un parti politique. Ils ne sont qu'une bande de malfaiteurs, des chiens de chasse du fascisme japonais (et du fascisme international).

4. Dans tous les pays, les trotskystes se sont donné de belles appellations afin de masquer leur sale besogne de bandits. Par exemple, en Espagne, ils se nomment Parti ouvrier unifié marxiste (P.O.U.M.). Savez-vous que ce sont eux qui constituent les nids d'espions à Madrid, à Barcelone et d'autres endroits au service de Franco ? Ce sont eux qui organisent la célèbre « cinquième colonne », organisme d'espionnage de l'armée des fascistes italiens et allemands. Au Japon ils s'appellent Ligue Marx-Engels Lénine (M.E.L.) Les trotskystes japonais attirent les jeunes dans leur ligue, puis ils les dénoncent à la police. Ils cherchent à pénétrer dans le Parti communiste japonais dans le but de le détruire de l'intérieur. A mon avis, les trotskystes français actuellement organisés autour du groupe Révolution prolétarienne se sont fixé pour but de saboter le Front populaire. Sur ce sujet, je pense que vous êtes sûrement plus renseignés que moi. Dans notre pays de Chine, les trotskystes se regroupent autour des formations telles que La Lutte, Guerre contre les Japonais. Culture et Drapeau rouge.

5. Les trotskystes ne sont pas seulement les ennemis du communisme, ils sont aussi les ennemis de la démocratie et du progrès. Ce sont les traîtres et les espions les plus infâmes.

Peut-être avez-vous lu les actes d'accusation des procès en Union soviétique contre les trotskystes ? Si vous ne les avez pas lus, je vous conseille de les lire et de les faire lire aux amis. Cette lecture est très utile. Elle vous aidera à voir le vrai visage répugnant du trotskysme et des trotskystes. Ici, je me permets de vous en extraire quelques passages concernant directement la Chine.

Le vrai visage répugnant du trotskysme

Devant le tribunal, le trotskyste Rakovsky a avoué qu'en 1934, quand il était à Tokyo (comme représentant de la Croix-Rouge soviétique) un personnage haut placé du gouvernement japonais lui avait dit : « Nous sommes en droit d'attendre des trotskystes un changement de stratégie. Je n'entre pas dans les détails. Je voudrais seulement vous dire que nous attendons de la part des trotskystes des actions qui favorisent notre intervention dans les affaires de la Chine ».

Répondant à ce Japonais, Rakovsky disait : « J'écrirai à Trotsky à ce sujet ». En décembre 1935, Trotsky a envoyé à ses partisans en Chine des instructions dans lesquelles il souligne plusieurs fois cette phrase : « Ne pas créer des obstacles à l'invasion japonaise en Chine ».

Et les trotskystes de Chine, comment ont-ils agi ? C'est ce que vous avez hâte de savoir, n'est-ce pas ?

Mais, camarades aimés, je ne pourrai vous répondre que dans ma prochaine lettre. Ne m'avez-vous pas recommandé d'écrire des lettres courtes ?

J'espère vous revoir bientôt.

P.C. LINE

Chers camarades bien aimés,

Avant que je vous réponde sur les activités des trotskystes en Chine, permettez-moi de vous présenter la demi-douzaine de leurs chefs de file, traîtres reconnus, qui ont oeuvré pour le renom de la IVe Internationale : Tran Dôc Tu (Chen Duxiu), Bành Thuât Chi, La Han, Diêp Thanh, Truong Mô Dào, Hoàng Công Luoc.

Chronologiquement, voici les actions qu'ils ont commises.

En septembre 1931, lors de l'invasion japonaise en Mandchourie, la Sûreté japonaise a pris contact avec les trois premiers. Les deux parties ont signé un pacte : le groupe trotskyste s'engage à ne mener aucune propagande contre l'invasion japonaise. La Sûreté japonaise s'engage à lui verser mensuellement une somme de trois cents dollars ainsi que d'autres sommes supplémentaires, selon les « résultats du service rendu ».

« Les trotskystes commettent crime sur crime »

A partir de ce moment Chen Duxiu (Tran Dôc Tu) et ses complices se mirent immédiatement au travail. Avec les subventions japonaises, ils publièrent des revues et des brochures satiriques pour propager les idées telles que : « En occupant la Mandchourie, les Japonais ont voulu régler rapidement le différend en suspens, ils n'ont pas le but de s'emparer de la Chine. »

A peine ces idées se répandaient dans les colonnes de leurs publications, Shanghai fut attaqué à son tour en janvier 1932 par les troupes japonaises.

A ce moment, que disent les trotskystes ? Reconnaissent-ils qu'ils se sont trompés ? Cessent-ils de collaborer avec les occupants ? Absolument pas ! Alors que les soldats de la 19e armée versent leur sang pour défendre la patrie, les trotskystes, en actes comme en paroles, continuent de commettre crime sur crime. D'un côté, ils écrivent : « La guerre de Shanghai ne concerne nullement le peuple. Il ne s'agit pas d'une guerre nationale révolutionnaire. Il s'agit d'une guerre intérimpérialiste »... D'un autre côté, ils répandent des fausses rumeurs, agitent des mots d'ordre à caractère défaitiste, dévoilent les secrets de la défense etc...

Mais ce n'est pas tout. Les trotskystes tels que Hoa Van Khoï et Cung Van Thu, en liaison secrète avec la police et les patrons japonais, s'introduisent dans la grève des ouvriers à Shanghai et emploient tous les moyens pour saboter le mouvement. Au point qu'ils arrivent à *faire arrêter les dirigeants les plus talentueux de la grève.*

En 1933, le généralissime Phung Ngoc Tuong et le général Cat Hông Xuong, membres du Parti communiste, organisent une troupe de résistance anti-japonaise à kal-gan. A cette époque, le P.C.C. étant dans la clandestinité, la liaison entre le centre et le Nord s'avère difficile. Profitant de cette situation, le trotskyste Truong Mô Dào, se disant « représentant du Parti communiste », tente de transformer la guerre anti-japonaise en guerre civile avec le mot d'ordre « Marcher avec les Japonais, lutter contre Tchiang Kai Shek » Par la suite, il est démasqué et chassé par le général Cat. Peu de temps après, au cours du voyage de ce dernier à Tien Sin, Truong Mô Dào l'a fait assassiner par ses partisans.

Dans ma prochaine lettre, je vous dirai comment les trotskystes en Chine ont poursuivi leur action de traîtres à la patrie.

Salut fraternel.

P.C. LINE

Camarades bien aimés,

Dans mes dernières lettres, je vous ai raconté comment les trotskystes ont reçu leur salaire payé par les Japonais et comment ils ont cherché à saboter notre héroïque lutte à Shanghai et notre mouvement patriotique à Kalgan. Aujourd'hui, je vous raconterai la suite de leurs crimes.

Se repliant à Fu Kien, la 19e armée reprend sa lutte. Elle forme le gouvernement anti-japonais et mène la propagande pour le front uni grâce à la signature d'un pacte avec l'Armée rouge chinoise. Peu de temps avant, la 19e armée était l'une des forces les plus anticommunistes. Mais devant le danger qui me-

nace la patrie, elle accepte d'oublier les querelles et les haines pour ne viser qu'un but unique : la lutte contre les envahisseurs

« Ils badigeonnent de poison les blessures des combattants »

Obéissant aux ordres des Japonais, les trotskystes entrent immédiatement en action : d'une part, ils suscitent le sentiment régionaliste parmi la population — la 19e armée étant venue de Kuangtung — pour combattre le nouveau gouvernement. D'autre part, ils cherchent à affaiblir l'Armée rouge. La façon dont ils accomplissent la deuxième tâche est la suivante : ils demandent à entrer dans l'Armée rouge en tant que militants révolutionnaires. Au début, afin de gagner la confiance, ils ont mené des actions très positives. Une fois placés aux postes de responsabilité plus ou moins importants, ils ont commencé à commettre des actes criminels. Je vous cite quelques exemples : *dans la bataille, quand il faut reculer, ils donnent l'ordre d'avancer. Quand il faut avancer, ils donnent l'ordre de reculer. Ils envoient des renforts et des armes dans les endroits où l'on n'en a pas besoin. Mais dans les endroits où l'on en a besoin, ils ne les envoient pas. Ils badigeonnent de poison des blessures de combattants, surtout des cadres de l'armée, dans le but de leur faire amputer des bras et des jambes, etc.* Ces actes criminels ont été heureusement découverts à temps, quelle chance pour les communistes !

Depuis 1935, les communistes mènent une campagne d'une grande ampleur pour la formation du Front national contre les Japonais. Le peuple, et particulièrement les ouvriers et les paysans, a soutenu activement ce programme. Dans le Guomindang, l'idée du Front national progresse. Pendant ce temps, on constate que les trotskystes jouent le double jeu, en recourant à la fois à la calomnie et à la division. Ils disent aux masses : « Vous voyez, les communistes se sont vendus à la bourgeoisie. Le Guomindang ne se battra pas contre les Japonais ! » S'adressant au Guomindang, ils lui disent : « *Le Front national ! Ce n'est qu'une ruse des communistes. Pour combattre les Japonais, il faut détruire les communistes.* »

Vers la fin de 1936, la politique de l'union contre les Japonais a triomphé dans les événements de Tay An. Devant la défaite de leur politique de guerre civile, les trotskystes Truong Mô Dào et Ta Duy Liêt décident d'organiser l'assassinat de Vuong Di Triêt, un des partisans convaincus de la politique du Front national.

Maintenant, je vous parle de 1937, époque qui précède la guerre. Tout le monde s'unit pour combattre les Japonais, sauf les trotskystes. Ces traîtres se sont réunis clandestinement et ont adopté « la résolution » dont voici quelques extraits : « Dans la guerre contre les Japonais, notre position est claire : ceux qui veulent la guerre et ont des illusions sur le gouvernement du Guomindang, ceux-là concrètement ont trahi. L'union entre le Parti communiste et le Guomindang n'est qu'une trahison consciente. » Et d'autres ignominies de ce genre.

Ils reçoivent 100 000 dollars des japonais

Quand la guerre s'approche, les promesses japonaises se matérialisent. Les trotskystes de Shanghai reçoivent 100 000 dollars chaque mois pour leurs activités dans le centre et le sud de la patrie. Ceux de Tien sin et de Pékin, 50 000 chaque mois pour leurs activités dans le Hoa Bac (région du nord) afin de mener la lutte contre la 8e armée et contre les organisations patriotiques.

Vers le milieu de 1937, les trotskystes ont été découverts et arrêtés dans la « zone spéciale » (dac khu). D'après les aveux de Tôn Nghia Hai, ils se sont fixé comme objectifs :

1. Détruire la 8e armée.
2. Empêcher le développement du Front national.
3. Espionner.
4. Organiser l'assassinat des dirigeants.

Devant le tribunal populaire de la « zone spéciale », le trotskyste Hoàng Phât Hi, entre autres aveux, a déclaré qu'au cours de la quatrième entrevue avec Truong Mô Dao, celui-ci lui a fait les recommandations suivantes : « Tu dois étudier attentivement les méthodes et le système d'organisation de l'Armée rouge. Après, tu organiseras des centres de jeunes qui assureront la tâche de sabotage. Notre but est de *provoquer le désordre* au sein de l'Armée rouge et de *liquider* ses dirigeants ». Truong Mô Dao a ajouté : « Il faut persuader une partie des cadres de la base de nous suivre, susciter leur nostalgie du pays natal, encourager leur désertion en leur fournissant un peu d'argent. C'est un des moyens de désintégration de cette armée. »

Le trotskyste Quach Uân Kinh a avoué que Tôn Nghia Hai l'a chargé de mener la propagande pour le défaitisme chez les combattants en leur démontrant que la « Chine ne pourra pas vaincre » car, « même si nous arrivons à chasser les Japonais, les Américains et les Anglais seront encore là pour nous opprimer » : que « non seulement nous ne pourrions pas vaincre, mais notre pays sera détruit si nous continuons le combat » ; que « la Chine est trop faible pour lutter à la fois contre le Japon, l'Angleterre et l'Amérique ». Truong Mô Dao a complété ses instructions par ces paroles : « Il faut exploiter la politique du Front national pour *calomnier* les communistes et dire qu'ils ont vendu la classe ouvrière. Notre but est de susciter le mécontentement parmi les combattants ». Sous le prétexte de les éduquer, les trotskystes organisent les éléments les plus retardés de l'armée en petits groupes puis profitant des conditions pénibles de la vie dans l'armée, ils les encouragent à désertir avec armes et munitions. En liaison avec les brigands, ils créent des désordres à l'arrière de la 8e armée nationale révolutionnaire. Dans ma prochaine lettre, je vous parlerai des méthodes ignobles que ces traîtres ont employées pour tenter de détruire les autres forces anti-japonaises.

P.C. LINE

Documents

Au Sud Viêt-nam

La révolution d'août 1945 et le groupe de « La lutte » (IVe Internationale) ¹

Prologue

Dès les premiers signes avant-coureurs de la IIe guerre impérialiste, les valets du Capital au Viêt-nam procédèrent à l'arrestation des leaders et militants des différents partis politiques. Ces mesures préventives prises dans les Etats belligérants, la guerre fut déclenchée.

La défaite de la France entraîna l'occupation de l'Indochine par les Japonais qui conservèrent cependant les fonctionnaires civils français, sauf aux postes de direction. Cette collaboration trouvait sa complète expression dans la répression impitoyable des soulèvements de 1940-1941 qui éclatèrent au Tonkin, en Cochinchine et en Annam.

La chute de l'Italie de Mussolini et celle de l'Allemagne de Hitler releva le courage des Français d'Indochine qui se concertèrent, de connivence avec les Anglo-Américains, pour chasser les Nippons. Ceux-ci, pour se mettre à l'abri de toute surprise, se décidèrent à renverser et à concentrer les anciens maîtres du Viêt-nam (9 mars 1945) et à proclamer l'indépendance de cette colonie. Mais cette indépendance, les Japonais ne l'abandonnèrent que tout à fait *in-extremis*, à la veille de leur défaite. Dans l'intervalle, ils exerçaient une sévère surveillance de toutes les activités politiques des différents partis, plus spécialement du Parti communiste Indochinois (4ème Internationale) et du Groupe de *La Lutte* (IVe Internationale).

¹ Archives du SU de la IVe Internationale, BDIC Nanterre.

Ta Thu Thau, le Chef trotskyste ², à la faveur de la terrible famine qui sévissait en Annam et au Tonkin, est parti pour le Nord, soi-disant pour assurer le ravitaillement, Ta Thu Thau avait voulu donner une organisation et une impulsion au trotskysme embryonnaire de ces deux régions du Viêt-nam.

Préparation hâtive et fiévreuse

La bombe atomique lâchée sur Hiroshima amena la soumission du Japon.

Les partis politiques relevèrent la tête. Le Quoc Gia Doc Lap, parti de l'Indépendance des bourgeois et des fonctionnaires, supplanta les caodaïstes, fervents suppôts des Nippons pendant toute la durée de l'occupation, pendant qu'ils attendaient le retour du prince Cuong De, homme de paille du Mikado.

Le groupe de *La Lutte* soutenu par la presque totalité des ouvriers, des intellectuels et des petits bourgeois, voyait la nécessité de former un front unique avec le Parti communiste indochinois qui disposait de la paysannerie moyenne et pauvre et avec les autres partis, sur les mots d'ordre de lutte pour l'indépendance et les réformes agraires, ce groupe conscient du manque de conditions pour assurer la pérennité de l'indépendance du pays qui tombait pour ainsi dire du ciel et devant l'absence de toute perspective de révolutions prolétariennes dans le monde, avait voulu lutter pour une plus large démocratie possible en exploitant les antagonismes entre les loups impérialistes pour faire accéder le Viêt-nam (Dang tho thuyên cach mang Viêt-nam), *La Lutte* proposa une action commune avec le Parti communiste indochinois, *La Lutte* avait voulu frapper l'ennemi en commun sans se renier, se réservant de marcher dans sa voie, celle de la révolution permanente. Mais le Parti communiste ne voulait pas de cette proposition réaliste, parce qu'il croyait pouvoir compter sur l'aide et la complaisance des Alliés (Angleterre, U.R.S.S., U.S.A., Chine) pour réaliser une « République démocratique du Viêt-nam » sur le seul plan de la diplomatie !

La Prise de pouvoir

Le 28 août 1945, le Viet Minh était au pouvoir au Nam-bô (Sud Viêt-nam). Intimidé, Ho Van Ngo, le chef du Parti des bourgeois et des fonctionnaires céda la place et le Viet Minh prit ainsi le pouvoir sans coup férir. Et ce froussard n'a pas cru nécessaire de faire une déclaration ! Puis ce fut au tour du

2. Le mot « trotskyste » employé dans cet essai s'applique aux membres du Groupe de *La Lutte*. Il y a un autre groupe trotskyste dit d'« Octobre » à tendance gauchiste et verbeuse. Il s'intitule aussi Ligue communiste internationaliste.

Cf. *Le Groupe d'octobre de Saigon* de cet essai.

Thanh Niên Tiên Phong (La Jeunesse d'avant-garde) ³ de se laisser incorporer sans résistance. Devant ces défections inouïes, le groupe de *La Lutte* était complètement désarmé.

Les Français s'agitèrent. Des avions parurent dans le ciel et des parachutistes en descendirent en maints endroits du Nam bô, même à Saigon. On savait que Leclerc allait venir, Gracey occupa le palais du Gouverneur général.

Les militaires japonais avaient l'ordre de maintenir les Vietnamiens. L'anxiété régnait parmi la population de Saigon-Cholon. Les masses ouvrières ne demandaient qu'à lutter les armes à la main. Tandis que Tran Van Giàu, président du Comité central administratif, exhortait au calme et à la discipline et invitait la population à se préparer à accueillir les Alliés qui allaient arriver, le groupe de *La Lutte*, par son organe de combat, *Tranh Dâu*, seul quotidien dont le tirage s'élevât à 20 000, appelait à la lutte avec les mots d'ordre de comités d'action, de congrès indochinois, d'armement du peuple, de gouvernement ouvrier et paysan et d'armées populaires. Le 2 septembre, en moins de 24 heures, ce groupe a pu réunir 18 000 de ses membres pour participer, drapeau de *La Lutte* déployé, à une manifestation de plusieurs centaines de milliers de personnes. *La Lutte* réclamait une démonstration armée. Tran Van Giàu en voulut une pacifique, et le résultat fut que des coups de feu furent tirés sur les manifestants suivis d'un petit groupe en armes.

Presque toujours les « lutteurs » s'élancèrent vers les maisons d'où partirent les fusillades, s'emparèrent des Français provocateurs, les remirent à la police de Tran Van Giàu et Duong Bach Maï qui les relâchèrent tous après.

A hauteur de la cathédrale, une pluie de balles tomba de l'étage de la maison du curé sur la foule qui manifestait. Le Van Long, un vieux « lutteur », ancien employé de la Compagnie française de tramways, pénétra dans la maison, monta à l'étage et, avant de descendre par le collet le Français qui s'y cachait, eut soin d'arborer le drapeau de la 4ème Internationale. Comme de règle, Duong Bach Maï laissa partir après une simple admonestation ce brave militant du parti exploiteur. Par contre, il chercha noise à Le Van Long. Mais devant l'attitude digne et énergique de ce dernier, Duong Bach Maï se ravisa.

Les conceptions diamétralement opposées des buts de la Révolution entre la 3ème et la 4ème Internationale se constataient dans d'autres domaines.

Dans la réunion de tous les partis, qui eut lieu le 19 septembre pour un comité central administratif élargi pour calmer certaines méfiances, les trotskystes Tran Van Thach, Phan Van Hun, Phan Van Chanh, étaient présents. Vu la situation qui prenait une tournure grave, Phan Van Hum réclamait pour le peuple la liberté de s'armer, pour que tout le monde fût en état de résister.

Le stalinien Dao Duy accusa :

« Il y a un saboteur dans cette salle ».

3. Formé par les Japonais après la proclamation de l'Indépendance du Viêt-nam pour des fins de l'impérialisme nippon.

Nguyen Van Nguyen, autre stalinien, rectifia :

« Traiter le camarade Phan Van Hum de saboteur est exagéré. Il est plutôt affligé du péché original.

— Oui, j'ai bien commis le péché que vous avez dit, celui de continuer le marxisme léninisme ».

Dans cette réunion, Huynh Phu Sô, chef des Hoa Hào, rue Sohier, fut cerné par les partisans de Tran Van Giàu, mais Huynh Phu Sô, qui avait été visé, n'était pas là. On en sortit comme à souhait des drapeaux tricolores et des lettres d'amour.

Les *dan quân* (armées du peuple) furent désarmées. Les détenteurs furent tenus par affiches d'avoir à remettre leurs armes sans délai aux conseils administratifs de leur ressort.

Les caodaïstes, adeptes d'une religion nouvelle, constituée par les paysans riches et moyens que renforçait une large couche de paysans pauvres, ont offert de se mettre à la disposition du groupe de *La Lutte* avec 900 fusils et 4 canons de 45 m/m qu'ils avaient reçu des Japonais, les Hoà hào, fidèles d'un Bouddhisme rénové contrôlant les masses paysannes de l'Ouest voulaient aussi se joindre à *La Lutte*. Mais celle-ci savait ne pouvoir compter sur les campagnards ignorants et superstitieux qui trahiraient à la première occasion, lorsque le rapport des forces aurait changé. *La Lutte* ne pouvait et ne voulait pas mener ses hommes à l'égorgeage, vu le manque de conditions objectives et subjectives.

Cependant, devant l'influence profonde et grandissante des « lutteurs » sur les masses, Than Van Giàu, pris de peur, d'accord avec son parti, signa un ordre secret d'arrestation et de destruction physique de tous les trotskystes.

Evacuation de Saigon - Cholon

Dès que le Palais du Gouvernement de la Cochinchine, qui avait servi de siège au Conseil central administratif se fût vidé sagement après 6 heures d'un ultimatum anglais et que de petits groupes de soldats français se fussent, avec l'aide et l'assistance des troupes japonaises et anglaises, emparés tour à tour de la sûreté et des commissariats de police — à chaque fois les soldats français sortaient des camions de fusils —, des P.T.T., de la Radio, du Trésor, de la maison centrale, du Palais de Justice, de l'Hôtel de ville, nouveau siège du Gouvernement et de Tran Van Giàu, des coups de feu retentirent un peu partout dans la ville. La lutte s'organisa dans la fièvre et l'enthousiasme. Le peuple de Saigon-Cholon était prêt à tous les sacrifices. cependant on attendait vainement l'ordre de résistance, ainsi que celui d'évacuation de ces deux grandes agglomérations.

Le secrétaire général du Comité régional de Saigon-Cholon, Le Van Vung (trotskyste) fut assassiné la nuit à coups de revolver, devant son compartiment à

Dakao, au moment où il s'apprêtait à y entrer, par des inconnus postés derrière les arbres.

La réoccupation française, partie de la caserne du II^{ème} régiment d'Infanterie Coloniale que Tran Van Giàu s'était gardé de toucher, comme il avait respecté la Banque de l'Indochine, la Pyrotechnie, l'Arsenal, l'intendance militaire, la caserne des marins, le port, les gares, l'aérodrome, s'élargit de plus en plus, enhardie par la non-résistance. La tension était extrême chez le peuple. A la fin des fins, Binh-Xuyen, la bande organisée des pillards qui avait toujours donné du fil à retordre à la police française, prit l'initiative d'ouvrir le feu, suivie aussitôt par les autres groupes de résistants.

L'ordre aux non-combattants d'évacuer Saigon-Cholon fut lancé par Phan Van Hum (de *La Lutte*), 24 heures avant celui de Tran Van Giàu et Duong Bach Maï qui firent distribuer en même temps des tracts annonçant une intervention très prochaine des troupes de Staline déjà parvenues en Chine, selon leurs auteurs; comme on sait, cette nouvelle était simplement fausse !

Dans la périphérie où les résistants se portaient principalement sur les têtes de ponts, des combats acharnés se déroulèrent auxquels se joignirent des éléments révolutionnaires japonais. Dans les premières batailles livrées à Dakao, Hang Cong, Cpau Kho, Nga sau, Cho quan, Vinh Hoï, Khanh Hoi, Vhanh Hung, Thu Thiên, Thi Nhgo, Phu Nhân, Giadinn, Cây Quéé, Govâp, Nha Be, les ouvriers et les travailleurs ont fait leur devoir, tout leur devoir avec les militants et combattants trotskystes au-dessus desquels flottait fièrement le drapeau de la IV^e Internationale. Mais ces combattants de la première heure étaient livrés à eux-mêmes. Tran Van Giàu s'est gardé de les ravitailler en vivres, en armes et en munitions.

Dans le secteur de Thi Nghé, sur 214 combattants, tous trotskystes, furent fauchés. Au troisième jour de lutte, Tran Van Giàu lança des tracts pour demander d'arrêter et de désarmer tous les résistants de *La Lutte* qui combattaient sans l'ordre de son gouvernement consistant alors à se préparer à accueillir les « Alliés libérateurs » !

Malgré leur supériorité en armes, les soldats français en nombre insuffisant se repliaient souvent devant des légions résistantes armées à la diable mais décidées à mourir pour chasser l'impérialisme français.

Pour gagner du temps dans l'attente des troupes de renfort transportées par le *Richelieu* qui ne tardait pas à venir, Cédille, par l'entremise de son compère anglais, Gracey, proposa une armistice de 8 jours, du 3 au 10 octobre, à Tran Van Giàu qui accepta. Tout le monde fut bouleversé à cette nouvelle inattendue. Le mot traître était dans l'air. Plus tard, on sut que Tran Van Giàu avait reçu des millions ! Ce même jour du 3 octobre, les camarades de *La Lutte* sortirent dans Cholon-province le premier quotidien de la Révolution, le *Khang Chion* (la Résistance) appelant le peuple à résister.

Le 10 octobre, les troupes de renfort étant arrivées, les français reprirent la guerre. Et cette fripouille de Giàu de faire distribuer des tracts faisant passer les trotskystes comme agents de l'impérialisme français.

La répression contre les « lutteurs » commença avec le repli du gouvernement de Tran Van Giàu. Les combattants trotskystes qui se retiraient vers l'Ouest furent désarmés à Cho Dem. Les « lutteurs » qui se dirigeaient vers l'Est travaillaient à mettre sur pied deux armées, le Hoàng Phô I et le Hoàng Phô II, lorsqu'ils furent cernés à Xuân Truong (Thau Duo) par de nombreux Viet Minh en armes : Tran Van Thach, Nguyen Van So, Nguyen Van Tien furent conduits à Taudâumôt où ils furent passés par les armes sur l'ordre de Kie Dac Thang, un ancien bagnard de droit commun promu général par la grâce de Duong Bach Mai ; Phan Van Chanh et Phan Vam Hum furent dirigés sur Bianhoà d'où ils purent par la suite, gagner Huô. Maintenant on est sans nouvelles de ces deux camarades trotskystes.

De son côté, Ta Thu Thau, le chef trotskyste, rentrant du Tonkin, fut arrêté à Quang Ngai et fusillé, bien que le Tribunal du Peuple, réuni trois fois, ait refusé la peine de mort. Nguyen Thi Lot, autre camarade « lutteur » en mission, fut battu à Can Giuôc (Cholon). A Chudauôt, tous les trotskystes furent exterminés. A Kytho, à Tana, à Dienhoà, à Cantho, à Toyninh, arrestation en masse de trotskystes. Hinh Thai Thong (« lutteur ») fut arrêté à Hithé au moment où il présidait une séance de la réunion interprovinciale ainsi que les délégués des villages et des cantons. Thong fut éventré.

Combien d'autres camarades de la 4e Internationale ont payé de leur vie leur fidélité à la cause de la Révolution ? Ceux qui le pouvaient rejoignaient la Résistance dans des divisions dont le commandant était nôtre ou sympathisant. C'est ainsi que la 3e division, commandée par Nguyen Hoa Hiep, recevait un grand nombre de trotskystes.

Quand Saigon-Cholon fut contrôlée par les troupes françaises, la ville était morte. Sauf les étrangers asiatiques, presque tous les Vietnamiens l'ont vidée sans que le Parti communiste ait détruit quoi que ce fût. Plus tard, dans les provinces, sous la pression de la masse, le tâng bo Viet Minh (organe de contrôle nommé et dirigé par le Parti communiste indochinois) appliquera cette tactique de sabotage et de la terre brûlée, mais partiellement, avec beaucoup d'hésitation et à tort et à travers. Le Parti communiste voulait ménager autant que possible les possédants pour maintenir à tout prix cette malencontreuse politique d'union nationale.

Les trotskystes qui les gênaient et les menaçaient étant jugulés, les staliens auraient désormais la voie libre pour liquider la Révolution !

La résistance

Comme on a pu s'en rendre compte, le gouvernement de Tran Van Giàu a tout fait pour affaiblir la résistance. Elle était spontanée. La masse se mouvait elle-même pour devenir dans les provinces un vaste mouvement anti-impérialiste. Malgré les ordres formels du Comité central du Peuple (il y a quand même du changement dans les noms!) les paysans pauvres pourchassaient les bourgeois terriens, mettaient le feu à leurs châteaux et s'emparaient de leurs

biens. Sous la pression puissante des circonstances, la masse tâtonne, s'oriente et va dans les voies qu'il faut, selon l'inspiration du moment.

Ce front que le Parti communiste indochinois voulait unifié et dont il se voulait l'arbitre se disloquait. La lutte de classes continuait. Après l'abandon de Saigon-Cholon, Tran Van Giàu avait beaucoup à faire avec les Viet Gian, les transfuges qui apparaissaient en nombre de plus en plus inquiétant. Ils rejoignaient leurs maîtres pour défendre leur vie et leurs biens.

Le gouvernement de Tran Van Giàu s'est déplacé plusieurs fois en province. Il échoua finalement dans la Pointe de Oamau. Après la prise de cette délégation par les troupes françaises, il s'égailla dès les premières opérations de nettoyage sans oublier d'emporter la caisse !

La masse se réorganisa, encadrée par le Viet Minh qui devait continuer la lutte sous peine de se disqualifier. Les masses opprimées pouvant combattre sous n'importe quel pavillon. Mais tant qu'un parti exprime ce qu'elles ne peuvent faire tout en le sentant confusément, elles le suivent. La démagogie qui peut pendant un certain temps les avoir à coups de propagande intensive, finit toujours par se démasquer.

Plus expérimentée et mieux aguerrie, la masse livre des guérillas qui harcèlent, énervent et rongent l'armée française. A l'heure actuelle, les troupes françaises formées aux trois quarts par les légionnaires, les Marocains, les Cao daïstes et les Hoa Hao ne contrôlent que les chefs-lieux de province ainsi que les importants noeuds de voies de communication et encore ne les contrôlent-elles que le jour. La nuit appartient aux résistants auxquels se joignent des Japonais, des Allemands, des Français, etc

Dans les opérations de nettoyage renforcées par des tanks, des avions et des bateaux de guerre, de fréquents accrochages ont lieu. Des embuscades infligent de lourdes pertes à l'armée française qui n'a jamais manqué de razzier la campagne, de violer les femmes et les jeunes filles, des actes de terrorisme se commettent de part et d'autre. Les Français appliquent le système des otages nazi tant abhorré en France. Mais la lutte contre l'impérialisme français s'allonge et s'intensifie.

Le Parti communiste indochinois s'est suffisamment discrédité avec la convention préliminaire du 6 mars et le *modus-vivendi* du 30 septembre 1943, lesquels acceptent pour le Viêt-nam de rester dans la fédération indochinoise et l'union française. Une liberté dans deux prisons concentriques !

Qui pourra donner l'ordre de cesser le feu quand la masse se rend compte du sort qui lui sera réservé dans les tractations en cours ? Trotsky a dit qu'en temps de paix, les « professionnels » s'occupent de la politique dans les palais luxueux entourés de grilles de fer et que, quand la masse n'en peut plus, elle fait irruption dans ces palais, rompant les grilles de fer pour décider elle-même de son sort. Cette masse est aussi celle du Viêt-nam. La Résistance impérialiste est à bout de souffle avec sa propre situation et la situation internationale.

La résistance prendra un autre cours, sous une autre direction.

Le groupe d'Octobre de Saigon

Il n'est pas sans intérêt de toucher sommairement à ce fameux groupe dit d'*Octobre* (tendance IVe Internationale) dont le leader avait été Ho Huu Tuong. A l'approche de la deuxième guerre impérialiste, Ho Huu Tuong a convoqué ce groupe comprenant treize membres et une masse égale à zéro pour proposer sa dissolution et ce pour éviter la prison ou les camps de concentration pour tous les membres. Comme la proposition fut repoussée, Ho Huu Tuong s'est dissous lui-même. Mais cela n'a pas empêché qu'avec d'autres octobristes, il fut arrêté, emprisonné ou mis en camp de concentration par le gouvernement colonialiste.

Les octobristes de Saigon se spécialisent dans les critiques verbales et véhémentes, se lancent dans la théorie pure, mais se refusent à toute action pratique. En 1945, ce groupe a refusé la proposition de front unique du groupe de *La Lutte*.

A l'heure actuelle, l'ancien leader octobriste, après avoir collaboré avec le gouvernement de Ho Chi Minh à Hanoi, dénonce à Saigon le marxisme-léninisme et le trotskysme et, apeuré par les forteresses volantes et les bombes atomiques, travaille à l'édification d'une future culture du Viêt-nam qui étonnera le monde entier parce qu'elle mettra tout le monde d'accord, étant humaine. « Humaine » !

Actuellement, ce groupe d'*Octobre* se réduit à trois membres : Lu Sanh Hanh, Nguyen Van Xuyet et Charles My, tous en France. Le leader en est Lu Sanh Hanh.

Les octobristes de Saigon traitent de sots les camarades de *La Lutte* assassinés par Tran Van Giàu. Selon eux, ces trotskystes ne savaient pas reculer quand il le fallait. Au vrai, ces « lutteurs » voulaient accorder la parole et les actes, ils osaient surtout prendre leurs responsabilités devant l'Histoire.

Reparation du *Tranh Dau*

Le *modus-vivendi* ayant reconnu les libertés démocratiques a décidé la reparation du *Tranh Dau*. Beaucoup de camarades sont sortis du maquis, surtout après la soumission de Nguyen Hoa Hiep. Il était nécessaire de les regrouper et d'entreprendre une agitation en profondeur. Mais le *Tranh Dau* fut assassiné au bout de deux semaines d'existence (4 numéros) par le gouvernement de Le Van Hoach au service des impérialistes.

Les tâches actuelles du groupe de *La Lutte*

N'en pouvant plus avec une résistance opiniâtre bien pourvu d'armes modernes et invisible en quelque sorte, la France impérialiste, désaxée par sa situation économique et politique résultant de la guerre et déchirée par les partis

qui reflètent les intérêts plus contradictoires, veut à tout prix en finir avec elle en poussant cependant sur la scène ses larbins vietnamiens et français pour tâcher de tirer à soi la couverture. Si, pendant ce temps, Ho Chi Minh demande l'indépendance du Viêt-nam unifiée, cette indépendance n'a pas le même contenu que celui de l'indépendance et l'Union réclamées par les trotskystes.

L'indépendance et l'union proposées par Ho Chi Minh sont au profit des possédants, c'est-à-dire conservant le système de l'exploitation de l'homme par l'homme. Celles auxquelles travaillent les trotskystes reposent sur une base de démocratie la plus large possible, c'est-à-dire doivent servir de tremplin aux prochaines luttes afin de transformer le régime sanguinaire en un régime socialiste.

Comme l'impérialisme reste encore très fort et comme le maquis constitue actuellement pour les « lutteurs » le *no man's Land*, le groupe *La Lutte* se donne la tâche essentielle de dénoncer **inlassablement** le stalinisme. Pour cela, il lui faut expliquer, faire comprendre. Car comprendre la contre-révolution, c'est encore faire la révolution. La révolution étant gâtée, les Lutteurs doivent « parler allemand » au lieu de « parler français ». Ce travail théorique est d'autant plus nécessaire que la question de l'indépendance du Viêt-nam est liée à la situation internationale. La troisième guerre impérialiste inévitable encore que lointaine permettra au prolétariat dans nombre de pays avancés de renverser le capitalisme et d'en libérer les autres.

Des camarades sont autorisés à collaborer aux journaux de toute tendance, sauf à ceux vilipendés, à condition de ne pas se départir de la ligne trotskyste, c'est-à-dire révolutionnaire.

Un bulletin intérieur secret (*Dê tu quốc tê = IVe Int.*) circule de façon intermittente pour établir la liaison entre les membres et entretenir la flamme sacrée.

Le Groupe se fait aussi un devoir de diffuser *La Vérité* du P.C.I. de France, le *Vô san* clandestin de Paris, ainsi que tous autres documents de la 4e Internationale de l'Europe, des U.S.A. et de partout.

**Le Groupe de *La Lutte*,
(avril 1948)**

Documents

Le document qui suit a été présenté aux lecteurs de Revolutionary History d'une façon qui ne souffre aucune correction :

« Le compte-rendu suivant a été écrit par « le camarade P » qui était alors militant du groupe La Lutte mais n'a eu aucun contact avec le mouvement trotskyste depuis les années quarante et vit en France. Sa traduction est due au camarade Simon Pirani et le texte nous a été donné pour le reproduire ici par le camarade Ngo Van Xuyet.

Il exprime les positions du groupe La Lutte — qui s'oppose à la LCI à laquelle appartenaient Lucien (Lu Sanh Hanh) et Ngo Van, et dont le document de base est reproduit ci-dessous. Le groupe La Lutte, ne voyant aucune autre politique possible du fait du rapport des forces, donna son soutien critique au comité Viêtminh du Nam-Bô (cf. Paolo Conlon, « yet More on the Vietnamese Trotskyists », Workers Press, 21 mars 1987, avec réponse de Simon Pirani, « Looking at History with Blinkers On » Workers Press, 25 avril 1987). Contrairement à ce qui a été souvent dit, il n'a pas réellement rejoint le gouvernement du Viêtminh mais a accepté de siéger dans la commission mise sur pied pour négocier avec les Alliés lors de leur débarquement à Saigon, qui en fait ne s'est jamais réunie. Peut-être, ainsi que commente le camarade Ngo Van, « était-ce un peu comme la conduite de Staline et Kamenev en février 1917 » (conversation avec Al Richardson, 1er juin 1990).

Le groupe La Lutte critiqua la LCI comme « sectaire » (cf. « Trotskyism in Vietnam », International Communist, n°7, mars 1978) et quand cette dernière apparut dans la grande manifestation de Saigon, le groupe La Lutte la dénonça comme suit: « Le groupe La Lutte, qui a rejoint le front vietminh a fait connaître que, dans le cours de la manifestation du 25 août, un groupe marchant sous le drapeau de la révolution mondiale a semé la confusion par ses mots d'ordre. Il a déclaré n'avoir aucun lien avec ces gens » (Journal de Saigon, n° 17017, 28 août 1945). Le groupe La Lutte qui s'appela plus tard parti socialiste ouvrier était bien plus nombreux que la LCI. Les divergences grandirent au cours de l'exil en France quand la LCI adopta une analyse de l'Union soviétique comme un capitalisme d'Etat. Les exilés en France appartenaient aux deux tendances mais n'étaient pas divisés en deux organisations sur des questions fondamentales comme ils l'avaient été au Viêt-nam. » L'original de ce texte ne comporte ni initiale ni nom d'auteur.

X...

Mes premiers pas vers la Révolution permanente

J'avais 17 ans. Défaite subite de l'impérialisme japonais et français dé-pouillés, surveillés et concentrés dans différentes grandes villes. Retour de déportation et des camps d'extermination des anciens dirigeants politiques. Saïgon, ma ville natale, respire les premiers allègements, ses premiers souffles, la liberté. Ainsi, la situation politique de Saïgon, le jour où j'ai adhéré au groupe trotskyste *La Lutte*.

Après huit ans d'absence, *La Lutte*, l'organisation de défense des travailleurs, fait son apparition devant le public saïgonais. En quelques jours, le nombre de journaux tirés montent vertigineusement. En une journée, trois éditions et cela ne suffit pas pour les ouvriers et le public de Saïgon¹. Les organisations staliniennes absorbées par la question de la prise du pouvoir, et battues, d'autre part, lors de la campagne électorale de 1936-37 par les trotskystes, n'ont pas encore le temps de mener un travail parmi les ouvriers et les travailleurs des villes. Dès les premiers jours d'agitation politiques, il me semble que le groupe *Octobre* a voulu mener un travail large parmi les ouvriers et il a remporté d'importantes victoires. Cependant, le travail n'est malheureusement créé que par instinct révolutionnaire : de plus, son cadre, sévèrement touché par les répressions impérialistes et la trahison ou l'abandon de quelque membre dirigeant², n'a pas pu rétablir l'équilibre. Alors il a abandonné ce travail pour recourir à la (politique) aventuriste : dualité de pouvoir avec les staliniens.

Quant au groupe *La Lutte*, la direction s'est réformée et les mêmes figures de nouveau réunies.³

1. Il faut remarquer que le tirage n'a jamais dépassé 15 000. C'était néanmoins un chiffre énorme pour une ville non-industrielle de 250 000 habitants.

2. Ho Huu Tong (1910-1980) avait été arrêté en 1939 et condamné en avril 1940 à six ans de prison. En 1933, il se déclara renégat du marxisme et passa au bouddhisme. Il fut plus tard conseiller du chef de la secte des Binh Xuyên.

3. Si le groupe *La Lutte* avait laissé échapper certaines questions politiques importantes, cela proviendrait de la position d'alors de notre mouvement au plan international, de l'absence de liaison entre les différentes sections et particulièrement de liaison avec S.I. Pendant 5 ans de déportation, les camarades ne pouvaient pas suivre les mouvements internationaux.

En pleine lutte, en pleine montée, un fait m'a torturé durant bien des années : notre leader Ta Thu Thâu nous abandonne pour regagner le Nord du Viêt-nam. Tout l'écrasement provient aussi, en une partie, de son départ du foyer de lutte. Officiellement pour nous, militants de base, Ta Thu Thâu part en mission pour le Nord. Cependant, d'après son lieutenant, il veut gagner la direction de Tchung King (par Yunnan)⁴.

Obéissant à l'orientation politique unanime de ce moment, « Luttons ensemble, marchons séparément », le comité central restant continue à son travail d'agitation et de propagande. Tout en se mettant sous le contrôle du Front Viet Minh, pour l'action. Le CC obtient en outre l'autorisation, à part des staliniens, de former une milice ouvrière d'auto-défense (pourvue que le commandement militaire la place sous le contrôle du gouvernement). De plus, le gouvernement — déjà sous le commandement du front Viet Minh tenait à assumer l'aide matérielle, les armes et munitions. Ici, nul ne peut passer en condamnation les staliniens. Avant la masse, rien d'anormal. Alors, emportés par l'enthousiasme et la justesse politique du moment, les camarades avaient oublié toute méfiance vis-à-vis des staliniens. De là, les camarades diminuèrent l'accélération de travail pour la formation des soviets dans la ville, d'en transformer les usines en bastions, de se préparer pour une guerre civile. Seule faiblesse que les militants du groupe *Octobre* ont passé en accusation le groupe *La Lutte*. Les derniers jours d'existence des Viet Minh à Saïgon furent pénibles. Tout le monde, dans notre parti aussi bien que chez toute la population, sentait quelque chose de pénible qui nous menaçait, qui nous guettait. Ce fut trop tard pour nous, les trois morts de faim n'importe que ce soit dans la ville de Saïgon.

23 septembre 1945. Coup de force du l'impérialisme français aidé activement par l'armée britannique, et passivement par la gendarmerie militaire nipponne. Le gouvernement vietnamien décréta l'ordre d'évacuer Saïgon, sans délai et d'attendre des décisions ultérieures : « Restons calmes ».

Le CC de *La Lutte* s'est complètement dispersé pendant plusieurs jours. Alors, en pleine nuit, je suis réveillé par un camarade qui m'a remis une nomination comme ordonnance d'un membre⁵ du CC et, un ordre de le rejoindre à 150 km au sud-ouest de Saïgon et de le ramener sain et sauf au Q.G., situé à 20 km au nord de Saïgon. Quelle joie ! Je me rappelle encore, une demi-heure après cette nouvelle, après avoir embrassé ma mère et l'avoir confié à ma soeur, je sortis sur mon vélo à 1 heure du matin et pédalais sans arrêt pour accomplir ma mission. Dans l'après-midi la première partie de la mission est accomplie. Trois jours plus tard, nous arrivâmes au Q.G.

L'état-major du groupe *La Lutte* connaît une existence d'une douzaine de jours. Il faut reconnaître que nous sommes loin de la réalité. Tout cela n'existe

4. Deux ans après, une fois (que j'aie pu voir) le mouvement dans son ensemble, j'ai fait une déduction en me disant qu'alors, Ta Thu Thâu savait très bien qu'il n'existait pas de synchronisation entre le comité central du P.C. du Nord et celui du Sud. Et que l'action commencée par Tran Van Giau en Cochinchine dès les premiers jours n'était pas dictée par Ho Chi Minh. Voulant rencontrer Ho Chi Minh voire le comité d'action dans son ensemble, Thu Thâu s'est aventuré ainsi.

5. Il (était) en train de mener une campagne de formation syndicale pour les instituteurs.

que de nom. En effet, la brusque dispersion des camarades nous a amené à un désastre fatal : nous n'avons que 30 soldats seulement, ramassés à droite, à gauche (?) auprès des différentes (?) organisations, en état de disparition. Quant aux ouvriers de la ville, ils ont soit obéi à l'ordre d'évacuation, soit derrière les régiments réguliers du gouvernement. Parmi les membres du C.C. présents au Q.G. il y a :

1. Than Van Thach, avocat, ex-rédacteur de l'organe *La Lutte*.
2. Phan Van Hùm, écrivain philosophe.
3. Phan Van Chanh, professeur
4. Ung-Hoa, secrétaire général du groupe
5. Nguyen Thi Loi, instituteur
6. Nguyen Van So
7. Le Van Thu, journaliste⁶

Voilà 7 sur 11 membres du C.C. *La Lutte*. Au point de vue de stratégie militaire nous nous sommes très bien placés vis-à-vis de la population civile, nous avons une sympathie et un respect profond. Elles nous considèrent comme des hommes sérieux et des révolutionnaires voulant se sacrifier pour établir quelque chose de meilleur.⁷

Dans le paragraphe qui reste, je vais retracer toute la minutieuse préparation stalinienne pour exterminer les trotskystes. Pour moi, c'est un travail conscient de la part des staliniens. Durant deux semaines avant la date du 23 septembre, partout, dans tous les villages, nous pouvons trouver sur les tableaux d'information officielle, des articles attirant l'attention du public (sur la préparation secrète de « certaine organisation » pour saboter la paix, l'indépendance du pays. C'est un coup porté contre les trotskystes. Alors, les camarades peuvent deviner largement l'ambiance publique qui nous entoure à ce moment-là.

J'ai oublié jusqu'ici de vous dire que la ville de Saigon, possède (sous le gouvernement Viet Minh) 4 divisions militaires : la première commandée par les staliniens, les trois autres, par des forces nationalistes et (d'autres) apparentées trotskystes.

Ci-contre un schéma permettant de contrôler la tactique stalinienne dans l'action. La zone 1, zone sous contrôle stalinien, purement paysanne. La zone 2, semi-paysanne et semi-ouvrière. Elle est sous le contrôle de la 2e et 3e divisions de l'armée vietnamienne.

Le cadre de commandement de la 2e est de majorité trotskystes (ex-militants du groupe *La Lutte*). Et d'ailleurs plusieurs accords de principe ont été

6. Je ne connais pas exactement sa profession. C'était un ex-normalien. Il n'habite pas au QG mais à 10 km de là.

7. Voilà la maladresse ! de la part de notre direction. La population ne nous a accusés de rien. Cependant elle voyait nettement la formation d'un Etat dans un Etat.

conclus entre le chef de la 2e division Vu Tran Anh, un ex-officier de l'armée japonaise, et les dirigeants du groupe *La Lutte*⁸

Une autre remarque, le Q.G. est pour moi un souvenir historique et immortel. Unis par une même cause, nous qui avions appartenu à des couches sociales différentes, aujourd'hui main dans la main nous guidons sous le feu intermittent des ennemis. Jour et nuit, au soleil et sous l'orage, à travers la forêt (inquiétante) et les plantations géantes de caoutchouc, soldats de l'état-major prolétarien nous poursuivons inlassablement nos manoeuvres militaires par la technique de la guérilla. Nous étions commandés par un ancien sous-officier de l'armée française. (Nous n'avons que peu qui ressemblait à des armes. Des camarades de confiance s'étaient vus confier la tâche d'acheter ou de se procurer des armes par nos propres moyens d'une part et en négociant par ailleurs avec le gouvernement Viet Minh).

(Pendant que je suis sur ce sujet, en tant que soldat) je ne savais rien des négociations entre notre QG et les dirigeants Viet Minh. Néanmoins, à plusieurs reprises, notre camarade Pham Van Chanh fut convoqué par le représentant stalinien. Une fois, quatre jours avant l'arrestation de nos camarades, une commission militaro-politique stalinienne vint directement à notre QG, pour négocier ou pour nous surveiller, je ne sais). La population civile environnante, était (impressionnée) par nos actions, par notre idéal. Tous les jours, elle nous apportait (gratuitement), du bois de chauffage, du riz et divers produits alimentaires.

Trois jours avant la dissolution de notre Q.G., nous avons reçu une série de nouvelles fâcheuses :

1. Le *Richelieu*, cuirassé français, débarque les troupes de Leclerc sur notre territoire.
2. La 2e division militaire vietnamienne, division sur laquelle (reposaient tous nos) espoirs, subit des échecs et dut se retirer. Au front, les troupes aéroportées et celles de Leclerc (surtout la division blindée) se déchaînaient ; à l'arrière dans les zones 3 et 4, les soldats de la 2e division sont désarmés par les forces impérialistes qui ont monté toute la population contre cette division, commandée par un traître.
3. Notre camarade Phan Van Chanh, sur décision de la police vietnamienne, s'est rendu et a été arrêté. Depuis lors, nous n'avons plus de nouvelles de sa part ; même, si sa femme, dont l'arrestation fut connue presque en même temps, qui fut puis relâchée après, elle n'a jamais pu avoir d'informations de la vie de son mari.

8. Le 22 septembre 1945, un jour avant la décision d'évacuation de la ville, le gouvernement, sur l'ordre du dirigeant stalinien Tran Van Giau, a décrété l'ordre de désarmer toutes les divisions militaires, et, particulièrement un mandat d'arrêt contre Vu Tram Anh, pour cause de détournement de trésorerie. Alors, il me semble que ce dernier s'est faufilé dans les rangs de l'armée nipponne pour gagner l'étranger, car il a passé le commandement à son aide de camp.

A partir de ce moment, nous avons assisté à la séparation et à la disparition des camarades. Notre QG a envoyé le camarade Nguyen Thi Loi dans la zone 1. Disparition.

Notre état-major (je ne sais point si c'est un ordre de la part des V.M. ou si c'est une décision à lui), nous a informés et conseillé de nous préparer à partir au front dans le courant de la semaine et de confier notre linge à une camarade sûre. (Nous avons pu) obtenir une permission de 24 heures. Etant toujours soldats, les raisons (de cette décision) m'intriguaient fort : (cela voulait dire partir du front avec les armes.

Un jour avant l'arrestation complète du QG, des décisions de plus en plus angoissantes (nous permirent) de prévoir un désastre certain. Et (sur la base de) tout cela, j'affirme que nos dirigeants savent et sont conscients du crime que les staliniens (leurs réservaient).

Le camarade Phan Van Hum quitte le C.C. pour se rendre à 20 km au N.E. du lieu pour préparer un camp, afin que nos soldats, après la « dernière bataille », aillent s'y réfugier. Il est parti, puis disparition.

La dernière nuit, il ne reste au QG que le camarade Tran Van Thach comme membre du CC. Soldats, nous avons reçu l'ordre de nous constituer un (double tour) de garde, et pour consigne, de fouiller toute personne passant devant notre QG.

A 5h30, sous le commandement d'un commissaire stalinien de la région, 10 gardes mobiles sont arrivés, pour emmener le camarade Tran Van Thach, (perquisitionner tout l'immeuble et tout rassembler)

Alors, pour la première fois, (j'ai entendu de mes propres oreilles les calomnies et l'action des staliniens en même temps). Revolver au poing, le commissaire nous a fait à nous, soldats, tout un long discours.

Quant au camarade Nguyen Van So, il est arrêté quelques jours après, dans des conditions aussi troubles (?) — selon les récits locaux. Puis il a disparu.

Des 7 camarades, présents au Q.G., 5 sont assassinés. 2 seuls, ont pu s'échapper.

L'un d'eux, Ung Hoa, s'est il me semble, allié à Bao Daï ces derniers temps. Car il appartient à la famille royale.

Quant au dernier (d'entre eux), Le Van Thu, il reste encore à Saigon, en envoyant de temps en temps de l'argent à *La Vérité*.

« Oubliez ! »

« Non oubliez ! » (?)

« Seule la conscience le sait, »

« Et l'action future le répondra ! »

Lu Sanh Hanh

La situation au Viêt-nam (1947)

Le texte ci-dessous, rédigé par Lu sanh Hanh en 1947 a été adopté le 8 juillet 1947 sous forme de « thèses » par le comité central provisoire de la Ligue communiste internationale, section vietnamienne de la IVe Internationale. Il constitue donc une synthèse de la position officielle de la LCI, ancien groupe Octobre, organisation rivale de La Lutte dont nous avons donné ci-dessus les positions. Il se trouve également dans les archives du SU de la IVe Internationale, à la BDIC.

1. Août 1945 a donné le glas de la domination japonaise et marqué la naissance de la Révolution vietnamienne.

Elle est née dans le vide créé par le désarroi des autorités militaires japonaises au commandement et l'incapacité des Alliés d'envoyer sur place des troupes de secours. Ses causes sont classiques : l'esclavage séculaire auquel le peuple vietnamien a été soumis par l'impérialisme français, la misère et les souffrances innombrables engendrées par la dernière « guerre pour arrêter les guerres » (deux millions de morts pendant la famine de 1945 au Tonkin), la croissance de la compréhension politique des masses, la connaissance qu'elles avaient de l'infériorité de l'impérialisme français, causée par les désastres militaires qu'il avait subis en affrontant l'impérialisme allemand, par rapport à l'impérialisme « jaune » japonais et à l'organisation du Vietminh.

2. On pourrait dire que la révolution vietnamienne a englobé toutes les couches et classes sociales ainsi que toutes les organisations politiques, économiques, religieuses, sociales, philosophiques et culturelles du peuple vietnamien. Saigon et Hanoi ont vu des manifestations gigantesques de plus d'un million, rappelant les grandes journées révolutionnaires de Paris, où tous les drapeaux se mêlaient. Même si c'est la population ouvrière et paysanne qui a constitué avant tout la base et les réserves inépuisables de la résistance vietnamienne, une grande partie de la bourgeoisie et des grands propriétaires, jusque

et y compris l'empereur Bao Daï (aujourd'hui citoyen Vinh Thuy) et nombre d'intellectuels ont beaucoup combattu.

La Révolution vietnamienne est réellement **nationale et populaire**.

Elle a donné naissance à la république démocratique du Vietnam avec son gouvernement, son assemblée nationale, son armée et ses finances.

3.a - Dominée qu'elle est cependant par la politique de « bloc des classes » du PC indochinois, le plus fort et le mieux organisé des partis qui ont constitué le Vietminh, la politique du gouvernement républicain vietnamien défend d'abord les intérêts de classe de la bourgeoisie et des propriétaires terriens. La défense de la propriété privée (y compris celle de l'impérialisme français), la défense de l'intégrité nationale, un parlement bourgeois, des finances et des douanes également de type bourgeois, avec une armée, une police et une bureaucratie destinées à garantir la propriété privée sont couronnées par une politique de construction d'une économie indépendante — de toute évidence une économie bourgeoise — échappant à l'emprise de l'économie impérialiste mondiale.

Quant aux couches de la petite bourgeoisie, la république leur réservera quantité de postes, au parlement, dans l'administration, dans la police, l'armée, le commerce, l'agriculture, la démocratie, etc.

En ce qui concerne la masse des paysans pauvres, les Ta-diên, rien ou pratiquement rien. Evidemment le système des fermes sera réformé mais la propriété privée demeure sacrée et inaliénable.

Pour la classe ouvrière, qui est encore faible, on a seulement prévu quelque mesures de législation du travail.

Cependant, comme la bourgeoisie vietnamienne a manifesté son impuissance congénitale, impuissance dont ne l'ont jamais laissée se libérer l'impérialisme français des grandes sociétés industrielles, des compagnies commerciales et des grandes plantations de la Banque d'Indochine, de même que d'une autre façon les intérêts des propriétaires terriens sont intimement liés et subordonnés aux intérêts de l'impérialisme français, cette politique bourgeoise de la république vietnamienne s'est montrée **impraticable**.

L'indépendance économique et par conséquent politique n'est qu'un songe creux. La révolution agraire aurait été considérée comme un crime. Aussi aucune des deux grandes tâches de la révolution agraire n'a pu être résolue ; le songe des stratèges staliniens s'est dissipé, en grande partie par leur propre faute.

Pire encore, ils ont saboté l'une et l'autre.

3.b - En fait, confrontés à l'impérialisme, ils ont simplement pratiqué une politique qui les fait ramper comme des poltrons pacifistes. A la nouvelle de la défaite des Japonais, ayant immédiatement pris le pouvoir par un coup d'Etat audacieux au Tonkin, ils se sont posés en démocrates, faisant grand cas de leur lutte aux côtés des Alliés démocrates contre le militarisme japonais. Ils pensaient naïvement que les impérialistes sino-anglais qu'ils avaient reçus les bras

ouverts allaient leur donner l'indépendance promise par la Charte de l'Atlantique. Leurs illusions ont été vite dissipées quand le général Gracey a ouvert les portes de Nam-bô en Cochinchine aux premières troupes de l'orgueilleux Leclerc qui avait, dans l'intervalle, été armé par la Grande-Bretagne, pour trois milliards de francs, en vue de la reconquête de Vietnam et de l'Indochine.

Ainsi le peuple que, jusqu'alors, les dirigeants staliniens du Vietminh avaient habitué à bêler le mot d'ordre de « Vivent les Forces alliées ! », mais qui avait été partiellement éveillé par les groupes révolutionnaires, soit nationalistes extrémistes, soit communistes internationaux, réalisa comme instinctivement et prit les armes spontanément, quelques-uns avec des bambous effilés, d'autres avec des hachettes, des machettes, des couteaux et quelques-uns avec des armes volées ou prises à des soldats japonais et s'organisèrent rapidement en *milices populaires* et *comités révolutionnaires du peuple*. Les paysans commencèrent à s'emparer des terres et les ouvriers des usines qui appartenaient avant tout aux Français.

Toutes ces initiatives révolutionnaires furent prohibées par le comité gouvernemental du Nam-bô de Tran Van Giau, Nguyen van Tao et Duong bach Mai, tous trois ministres et dirigeants du PC indochinois.

Armement du Peuple ! Quelle provocation trotskyste à l'égard des Alliés ! Il fallait que les milices populaires rendent toutes leurs armes, y compris les bambous effilés, au comité gouvernemental qui les remettrait aux Japonais, puisque ces derniers devaient en rendre compte aux Britanniques qui leur avaient confié le maintien de l'ordre et la défense de la loi. **Comités révolutionnaires !** Encore une provocation trotskyste ! Il faut seulement des comités administratifs. **La terre aux paysans ! Les usines aux ouvriers !** Encore des provocations trotskystes !

Ainsi les dirigeants staliniens s'opposaient-ils à toutes les initiatives populaires qui auraient garanti la libération nationale et la révolution agraire.

Leurs ennemis sont les défenseurs du peuple travailleur et du peuple révolutionnaire en armes, ce sont les partisans de la IVe Internationale, ce sont ceux qui, au moins pendant la première période de la résistance, ont été emprisonnés, assassinés, offerts comme victimes par les dirigeants staliniens sur l'autel des alliés démocrates tels que les représentait Gracey, pour avoir défendu les paysans pauvres. On peut ainsi comprendre pourquoi de nombreux militants de la IVe Internationale comme des Hoa Hao ont été physiquement exterminés et pourquoi les staliniens devaient liquider la IVe Internationale, car c'était une condition *sine qua non* de leur maintien au pouvoir et de leur flirt avec l'impérialisme.

3. c - En dépit de cette attitude ou à cause d'elle, ils ont été chassés de la capitale par les premières troupes françaises. Leur « ami » Gracey n'a même pas levé le petit doigt pour les défendre, exactement comme il ne leur avait jamais permis de lui parler, même dans l'arrière-boutique. Ils ont abandonné Sai-

gon sans tirer un coup de feu, laissant le peuple à lui-même, à la furie de l'ennemi... mais aussi à ses militants révolutionnaires.

Trouvant des cadres dans ses propres rangs, le peuple, rendu enragé par la fuite du gouvernement stalinien, organisa partout la résistance. Il a allumé la route sanglante des insurrections armées, une flamme qui ne pourra jamais être oubliée et qui étonnera encore le monde.

3. d - S'étant remis de leur frayeur, nos ministres staliniens, formés qu'ils étaient à l'école du Guomindang, ont essayé de regagner la direction du mouvement d'insurrection non sans perpétrer l'assassinat des militants révolutionnaires authentiques. Mais, comme toujours, ils sont allés en fait de capitulation en capitulation.

Il y eut d'abord la suspension des hostilités au Nam-bô pour les pourparlers avec le général Gracey qui avait laissé arriver les renforts français. Puis il y eut l'accord du 6 mars, qui, en échange de la reconnaissance formelle de la République du Vietnam, ouvrait les portes du Tonkin aux troupes de Leclerc et finalement le *modus vivendi*, un piège sanglant qui, en dépit des avertissements de l'opposition révolutionnaire, a permis au trio Moutet-d'Argenlieu-Leclerc de mener à bien ses plans pour la reconquête du Tonkin et de l'Annam. Toute la politique stalinienne avait été une trahison de la cause de la révolution bourgeoise démocratique et elle n'avait cessé de jouer le jeu de l'impérialisme.

4. La résistance, effective, violente et brûlante, continue actuellement avec les méthodes les plus élaborées de la guérilla. L'ennemi a cependant réoccupé presque tous les centres vitaux et stratégiques. Cela l'a néanmoins épuisé. La crise intérieure permanente en France (finances, ravitaillement, grèves interminables, menace de guerre civile), l'incapacité financière de l'impérialisme français d'envoyer et d'entretenir un corps expéditionnaire entre 250 000 et 300 000 hommes qui serait nécessaire pour la reconquête totale du Vietnam et les révoltes des autres colonies françaises devraient et pourraient les avoir incités à un marchandage avec le gouvernement Ho Chi Minh. Mais là est la question : il est d'obédience moscoute et la réaction française cléricalo-républicaine, à la suite de son chef d'orchestre yankee, n'en veut pas. Car le territoire vietnamien est réservé à l'expansion sino-américaine. En outre, il servira probablement de base pour la future « guerre pour finir les guerres ».

Tandis qu'une fraction de la bourgeoisie est revenue à son ancien maître, une autre, de crainte d'être ruinée par une interminable politique de « terre brûlée » (maisons et usines incendiées, commerce ruiné, communications coupées), craignant les mesures de « communisme de guerre » (confiscation des récoltes, de la propriété et réquisition en tous genres — cette fraction de Nguyễn Hữu Thân, Nguyễn Tuong Tam et Nguyễn Văn Sâm, s'est tournée vers l'empereur Bao Dai pour une médiation avec les Américains en échange d'une prise en considération.

Ces derniers se sont systématiquement organisés, ont pris position et repris courage contre la politique stalinienne du Vietminh sous le nom de **Front national uni**.

Se faisant l'écho d'une lutte plus gigantesque, celle qui oppose les EU à l'URSS, ces deux fronts sont entrés en conflit ouvert, noyant de sang la Cochinchine occidentale. Ainsi se poursuit le drame vietnamien sans qu'on puisse pour le moment en prévoir l'issue.

Ce qui demeure cependant, certain c'est que le peuple laborieux et les paysans du Vietnam qui n'ont pas combattu pour rester dans l'orbite de l'impérialisme français, ni pour continuer à être exploités et pillés par lui ou pour servir les intérêts sino-américains, ont montré qu'ils n'étaient satisfaits ni de la boutique d'Ho Chi Minh ni de celle de Thân Tam Sâm (Nguyễn Hữu Thân, Nguyễn, Tuong Tam et Nguyễn Văn Sâm).

On dit déjà que l'organisation Viet Hồng au Tonkin serait l'aile révolutionnaire de la résistance. Des groupes pour la résistance jusqu'au bout sont nés pratiquement partout.

En tout cas, on peut encore négocier. Les combinaisons gouvernementales peuvent arrêter les combats momentanément, bien que ce soit peu probable.

Mais tant que rien ne sera fait pour satisfaire les aspirations profondes du peuple, la lutte armée continuera.

5. Quelle a été jusqu'à présent la politique suivie par les organisations politiques et syndicales de la métropole en ce qui concerne la révolution vietnamienne ?

Le parti stalinien qui souhaitait voir le drapeau tricolore de la France flotter sur ses territoires d'outre-mer, a trahi la politique léniniste du droit des peuples à l'auto-détermination, y compris à la séparation d'avec la métropole. Il s'est montré l'auxiliaire en cela par sa collaboration avec les gouvernements Bidault-Moutet et Ramadier-Moutet. Son abstention dans le vote des crédits militaires pour l'Indochine n'excuse pas la trahison de son ministre de la Guerre. Le soutien qu'il a donné au gouvernement Ho Chi Minh n'a été que symbolique. La prolongation de la guerre au Vietnam ne va-t-elle pas cependant aggraver la crise qui menace les finances françaises (on engloutit pour l'expédition au Vietnam plus de 100 millions par jour), entraînant finalement l'impérialisme français dans une autre Syrie-Liban au moins ? Sa politique a pour objectif un Vietnam emprisonné dans l'Union française pour la gloire d'une « France forte et heureuse », la France de Leclerc, de la Banque d'Indochine, des planteurs de caoutchouc, de l'eau, de l'électricité, etc.

La grandeur impériale française en danger ne pouvait trouver meilleurs défenseurs. En outre, la politique stalinienne de collaboration de classes et de millerandisme n'est-elle pas une trahison permanente du prolétariat socialiste et du peuple opprimé ?

Le parti socialiste, qui est redevenu le parti gouvernemental dirigeant, dix ans après le Front populaire, a de nouveau révélé sa nature profondément social-impérialiste. Même les plumitifs les plus expérimentés du *Populaire* n'ont

pas pu nier que Bidault, Leclerc, d'Argenlieu, Moutet et son propre Ramadier constituaient bel et bien la même équipe magnifiquement homogène. La vérité est que le parti socialiste, caractéristique qu'il est de la IVe République, est le parlementarisme et qu'il n'est là que pour faire avaler aux Vietnamiens la pilule acceptable par les travailleurs de France. L'histoire nous dira un jour le montant des chèques que les Moutet, Ramadier et consorts ont reçu de Ganny, des planteurs et autres requins pendant leurs séjours à Saigon. Il faut que les responsabilités soient claires. **Entre eux et nous, c'est la guerre.**

Lz tendance Rous-Pivert, la gauche du PS, a, il est vrai, protesté contre l'opportunisme de ses camarades ministres. Mais il s'agissait seulement de pouvoir les remplacer afin de réaliser une politique meilleure de compréhension des intérêts impérialistes. Dechézelles ne rejoint-il pas les staliniens quand il recommande l'inclusion du Vietnam dans l'Union française impérialiste pour un accord avec le gouvernement Ho Chi Minh, pourrait-on ajouter ? Que pourrait être d'autre l'Union française sous la IVe République, pour nous-mêmes et pour la classe ouvrière, en l'absence d'une révolution prolétarienne socialiste, sinon une union d'exploiteurs et d'exploités dominée naturellement par l'impérialisme ?

Quant à la CGT, sa direction, sous les ordres du PS et du PC a aussi failli à son rôle de soutien révolutionnaire pour les peuples coloniaux en lutte pour leur libération. Et de plus, qu'attendre de mieux des bonzes, Jouhaux, Racamond, Frachon ?

Face à la révolution vietnamienne, toutes les grandes organisations ouvrières de France ou bien ont hurlé avec les loups ou bien se sont faites leurs complices.

Seul le Parti communiste internationaliste a adopté une attitude juste de soutien révolutionnaire inconditionnel. Mais, dans son organe au moins, il ne semble pas avoir dessiné de perspective pour l'avenir.

6. En ce qui nous concerne nous, communistes internationalistes, nous nous revendiquons des meilleures traditions du bolchevisme sur la question nationale : faisant nôtres pour toujours les principes de la révolution permanente, nous pensons que la résolution des tâches nationales démocratiques au Vietnam - qui sont plus pressantes que jamais - ne peuvent être réalisées que par celle des tâches socialistes révolutionnaires. En d'autres termes, si par exemple nous restons dans les limites de l'Empire français, la véritable libération nationale du Vietnam, comme la révolution agraire, ne peuvent être réalisées que dans l'élan de la révolution prolétarienne socialiste en France (ou un autre pays avancé) qui entraînera dans sa vague de libération socialiste tous les peuples opprimés afin de transformer leur révolution nationale démocratique en une révolution socialiste avec l'objectif de construire une **Union des républiques soviétiques socialistes française.**

Nous opposons donc au mot d'ordre impérialiste de l'Union française celui de l'**Union des républiques socialistes françaises.**

Si donc la révolution vietnamienne stagne pour le moment, c'est parce qu'il n'y a aucun soulèvement socialiste révolutionnaire dans les pays avancés.

A ceux qui croient que la libération nationale du Vietnam peut être obtenue par des négociations avec l'impérialisme français, avec ou sans médiation d'un autre impérialisme, nous disons : nous n'obtiendrons cette libération que par une lutte concertée de la population ouvrière et paysanne vietnamienne avec le prolétariat révolutionnaire des pays métropolitains, main dans la main avec les autres peuples opprimés.

Dans ce but, étant donné que l'impérialisme français ne peut sortir de la crise actuelle qu'après avoir foulé aux pieds les peuples opprimés d'Afrique et d'Asie et par l'installation d'une dictature militaire ou fasciste, confrontés au tragique dilemme de **révolution socialiste ou réaction militaro-fasciste**, notre devoir n'est pas de retenir la résistance vietnamienne pour quelque indépendance à l'avantage de la bourgeoisie nationale et de l'impérialisme, mais de **la prolonger**, d'aggraver la crise générale en France, d'aider les révoltes de Madagascar et des Marocains, et, en attendant le soulèvement révolutionnaire en France, de se préparer à la transformation, de la révolution actuelle en révolution socialiste. **Hors de cette voie, il n'existe aucune solution.**

On nous écrit

M. Michel Barbe, professeur agrégé d'histoire et de géographie à Marseille, membre du PCI et du MPPT, a adressé à notre directeur, qu'il appelle « cher Monsieur le Directeur », une lettre annonçant qu'il ne se réabonnera pas aux *Cahiers Léon Trotsky*.

Il donne comme raison que notre revue aurait abandonné son objectif et son mandat, qui était, selon lui, d'être « une pièce partie constitutive de la construction-reconstruction de la IVe Internationale ». Il nous reproche de n'avoir pas « notifié cet abandon », ni « changé le titre et la forme » de la revue et accuse notre directeur de rechercher « le profit commercial » et la « gloriole personnelle », de s'être livré enfin à une « escroquerie politique » et « un abus de confiance ». Notre revue aurait, selon lui, « rompu avec le PCI et la IVe Internationale » et prétendrait « exprimer abusivement la continuité du combat de Léon Trotsky ».

Comme nous n'avons jamais été organiquement liés à une autre organisation que l'Institut Léon Trotsky, nous n'avons rompu avec personne, et, comme nous ne prétendons exprimer que le résultat de recherches historiques, nous ne comprenons pas les reproches et accusations de M. le professeur Barbe quant à ce que nous aurions « abandonné ». Néanmoins, pour tenter d'apaiser un peu sa colère — parfaitement injustifiée — qui semble grande, nous informons les lecteurs de son point de vue. Nous ne doutons pas qu'il les intéressera.

Les départs

Kazimierz Badowski (1906-1990)

Il a fallu presque une année pour que nous atteigne la nouvelle de la mort de Kazimierz Badowski, militant trotskyste polonais. Membre du PC de Pologne, puis de l'Opposition de gauche de ce pays, il avait émigré en Occident dans le cours des années trente et travaillé et milité notamment à Anvers. Revenu en Pologne il avait, comme la plupart des siens, connu la double déportation chez Hitler et chez Staline. A la fin des années 50, il se fixa à Cracovie et prit des contacts avec les jeunes étudiants communistes qui allaient faire l'Octobre de ce pays en 1956. En novembre 1956 il écrivit au PCI en France et correspondit avec celui-ci par l'intermédiaire de Pierre Broué. Il mettait beaucoup d'espoir en Benedykt Tejkowski, un étudiant en sociologie qui devait malheureusement très mal évoluer ultérieurement, servant notamment de témoin à charge contre Kuron et Modzelewski. Quelques années plus tard, ayant repris le contact avec son camarade Ludvik Hass, lui aussi revenu du Goulag, Badowski eut à discuter avec lui la question de savoir s'il fallait prêter le duplicateur — qu'ils tenaient du SI de la IVe Internationale — aux jeunes « révisionnistes » Kuron et Modzelewski pour reproduire leur fameuse « Lettre ouverte ». Jacek Kuron, dans ses mémoires, parle de « Badowski, merveilleux vieillard de Cracovie » et explique que Hass était « plutôt contre », mais que, « certain qu'il n'y aurait là rien de nationaliste ni d'anti-ouvrier », Badowski pensait quant à lui que « toute tentative de critique de la bureaucratie politique centrale, si erronée fût-elle, était profitable ».

Badowski, emprisonné, a été cité comme témoin au procès des deux jeunes gens. Kuron raconte : « C'était un vieillard aux cheveux gris, digne ». Le procureur lui demanda si les accusés étaient « trotskystes ». Il expliqua les divergences qu'il avait avec eux puis assura qu'on ne pouvait pourtant pas dire de ces jeunes gens, « jeunes, nobles, fringants, même s'ils commettaient des fautes, qu'ils n'étaient pas trotskystes ». Il était d'ailleurs la dignité et la noblesse même. Il fut jugé en même temps que Hass — Isaac Deutscher avait pris leur défense dans une « lettre ouverte à Gomulka » — et tous deux reçurent la peine maximale de trois ans de prison pour ce qui leur était reproché (propagation de fausses nouvelles, diffusion des résolutions de la IVe Internationale, recel d'un duplicateur). Jacek Kuron raconte : « Hass déposa un recours en grâce

et sortit. Badowski s'y refusa, il purgea donc deux ans et, tout comme Karol et moi, bénéficia d'une libération anticipée. Aniela Steinsbergova (l'avocate) raconte qu'elle lui rendit visite un jour, en taxi, à la prison de Sztum. Elle était pressée mais il n'arrêtait pas de lui expliquer, en se référant à Lev Davidovitch Trotsky, quelles fautes énormes nous commettions ». Nous n'avions que peu de nouvelles de Badowski mais nous savons que jusqu'à sa mort il est resté fidèle à ce qui avait été sa vie de combat.

Charles Simeon (1913-1990)

Nous recevons de notre ami Mary Low qui fut compagne de Juan Breá et milita à Cuba et en Espagne pendant la guerre civile la notice suivante qu'elle nous demande de publier.

C'est avec beaucoup de regret que nous annonçons la mort, en septembre 1990, de l'ancien dirigeant trotskyste cubain Charles Simeon.

Charles était né à Matanzas, la « ville littéraire ». Il aimait la littérature à l'égal de ses concitoyens et s'y adonnait même, mais il aimait surtout la justice, l'égalité et la théorie marxiste. Très jeune, cet adolescent fin, beau et intelligent, se joignit à ceux qui luttèrent contre la dictature du tyran, le général Machado, alors dans son deuxième mandat présidentiel. L'étudiant Simeon se révéla un orateur enflammé et entraîna beaucoup de gens à partager son point de vue et son engagement dans l'action violente : au début de sa vie de révolutionnaire, il penchait vers le terrorisme.

Plus tard, plus mûr, il entra à l'Université de La Havane pour étudier la médecine. Elle était alors en pleine effervescence dans la revendication de l'autonomie, et on y faisait peu d'études. L'*Ala Izquierda Estudiantil* qui menait le combat contre Machado, l'enrôla immédiatement et il en fut l'un des membres les plus actifs. L'Université fut alors fermée par les sbires de Machado. Dans la lutte qui s'ensuivit, Simeon joua un rôle important. Il connut comme bien d'autres la prison politique, puis, libéré, fut l'un des dirigeants des grèves qui firent choir Machado. Les éléments de la petite-bourgeoisie de Cuba substituèrent alors à Machado des formations qui durèrent peu, car leurs programmes politiques étaient insuffisants et elles se laissaient manipuler par les Etats-Unis qui craignaient pour leur contrôle de l'économie cubaine.

Un peu avant la chute de Machado, Juan Breá¹ qui avait été exilé, revint d'Europe pour fonder l'Opposition de gauche à Cuba. Il se lia immédiatement avec Charles Simeon et leur amitié devait survivre à leurs parcours politiques divergents et durer jusqu'à la mort du premier.

En effet, Charles Simeon, après la période « héroïque » du trotskysme à Cuba, au cours de laquelle sa vie fut souvent en danger, commença à élaborer des théories qui l'éloignaient du marxisme. Il devint une figure éminente du parti « Autentico » et voyagea dans toute l'Amérique latine, y fondant plusieurs journaux révolutionnaires. Il joua un rôle important dans le ministère d'Oscar Ganz qui lui confia des responsabilités et suscita beaucoup d'admiration chez les jeunes. Il resta jusqu'au bout un irréductible opposant du sergent, devenu général, Batista².

Quand Fidel Castro prit le pouvoir, cet ancien dirigeant trotskyste — qui était d'ailleurs toujours demeuré sympathisant — devint l'un des proches collaborateurs du nouveau régime. Il resta aux côtés de Fidel, gardant sa confiance pendant toute la première période du régime castriste et ne s'en éloigna que quand Castro se laissa entraîner vers le stalinisme. Survint alors une rupture violente, et Simeon, pourchassé, dut se réfugier dans une ambassade étrangère où il fit un très long et pénible séjour avant d'être admis aux Etats-Unis.

Là, à Miami comme à New York, il continua d'écrire et d'élaborer des thèses, seul, très critiqué pour les vérités qu'il disait sur le régime castriste par ceux qui n'avaient lâchement y avoir pris part. Il était souvent menacé. Vieux, perdant la santé qu'il avait eue longtemps si solide et finalement très malade, il s'est effondré brutalement, victime d'une crise cardiaque.

Charles Simeon avait bien des défauts, mais il avait aussi d'extraordinaires qualités et il nous faut pleurer sa perte. Ses amis ne partageaient pas toujours ses opinions politiques, mais ils se souviennent que Charles Simeon était un homme courageux qui ne se laissa jamais intimider et ne savait pas mentir. Dans les situations matérielles et morales les plus difficiles, au milieu des souffrances et des privations, ils ne l'entendirent jamais se plaindre une seule fois.

1. Juan Ramón Breá (1908-1941), étudiant, poète, était membre du PC espagnol et fut envoyé par lui pour convaincre Andrés Nin, emprisonné, d'abandonner l'Opposition. Ce fut Nin qui convainquit Breá, lequel devint membre de la Izquierda comunista en Espagne. De retour à Cuba en 1932, avec Sandalio Junco, dirigeant syndical, lui aussi convaincu par Nin, mais à Moscou, il fonda l'Opposition de gauche cubaine qui devint en 1933 le Partido Bolchevique-Leninista.

2. Fulgencio Batista y Zaldívar (1901-1973) était sergent secrétaire au QG avant la révolution de 1933 qui en fit, en tant que membre de la Junta Revolucionaria, le « Chef révolutionnaire des Forces armées de la République ». Auteur ensuite d'un coup d'Etat qui le fit colonel, il fut dictateur de fait de 1933 à 1940, président de 1940 à 1944 et de 1952 à 1958 : considéré alors comme un agent des EU, il fut chassé par Fidel Castro et quitta La Havane le 1er janvier 1959.

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IVe Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11e).

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN SEPTEMBRE 1991
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART & C^e A  AUBENAS D'ARDÈCHE

DÉPÔT LÉGAL : Septembre 1991

N° 5233. Imprimé en France

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky